

CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base ★ Trimestriel Togolais Gratuit N° 004

DE LA BASE

Spécial

Forum National
du Développement
à la Base, 2^{ème} édition

Un rendez-vous de partages
d'expériences locales réussies



Ministère du Développement à la Base,
de l'Artisanat, de la Jeunesse
et de l'Emploi des Jeunes



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro
bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

illico le fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe
Prépayé

Service opérationnel d'un compte illico ou Chemoi prépayé vers un autre compte illico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112
Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00



CHRONIQUES

La Revue d'Informations des Communautés à la Base • Trimestriel Togolais Gratuit N° 004

Récapitulé N° 455/08/02/12/HAAC

Directrice de Publication
Victoire Tomégah Dogbé

**Conseiller Editorial &
Directeur Artistique**
Erick Kaglan

Conseil de Rédaction
Victoire Tomégah Dogbé
Yawotse Vovor, Batinata Fakou-
nafah, Erick Kaglan, Waké
Singo, Kokou Kalefe, Kevin
Dassa, Charlotte Daklou

Articles & Photos
Erick Kaglan (E.K.)

Maquette & Infographie
Diamond Gate Production

Imprimerie
Groupe IPC Communication
00 228 22 23 06 00

Distribution
Kokou Owoussi, Innocent
Kegben, Brice Atana

Tirage
3.000 exemplaires

Marketing
Victoire Tomégah Dogbé
Erick Kaglan

Comptabilité
Daniel Ayi, Ida Abalo

Contacts
00 228 22 61 07 40
00 228 90 38 18 37
www.chroniquesdebase.com
www.mindevbase.tg
chroniquesdelabase@gmail.com
Facebook/Chroniques de la Base

CITE OUA, Lomé Togo

Copyright Août 2012

SOMMAIRE

EDITORIAL

05

DOSSIER 1

PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES

08

DOSSIER 2

FORUM NATIONAL DES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT A LA BASE

(2ème édition)

28

DOSSIER 3

SOUTIEN AUX ACTIVITES ECONOMIQUES DES COMMUNAUTES A LA BASE

40

DOSSIER 4

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

73



Le sort des plus vulnérables au cœur de nos vies de tous les jours...

Le Forum National des Acteurs de Développement à la Base qui tient ses assises pour la deuxième fois consécutive est un rendez-vous important pour tous nos concitoyens.

Cette année encore, comme ce fut le cas lors de la première édition, le Forum National des Acteurs de Développement à la Base mobilise toutes les attentions et suscite de nombreuses attentes, les unes plus légitimes que les autres. Il ne peut en être autrement car nous avons choisi de placer le mieux-être des couches les plus vulnérables de nos sociétés au cœur de nos actions quotidiennes.

En mesurant le chemin parcouru, nous nous rendons tous compte à quel point il est aujourd'hui important de redoubler de vigilance et de détermination face aux besoins des jeunes, des femmes et des plus démunis.

Certes, les réformes engagées ces dernières années donnent déjà des résultats encourageants.

A force de détermination, et grâce aux concours de tous, nous avons pu doter de nombreuses localités, en particulier en milieu rural des services sociaux de base. L'on assiste parallèlement à une responsabilisation accrue des communautés à la base et à une appropriation progressive des valeurs qui fondent le développement économique et social.

Les communautés sont aujourd'hui mieux organisées et disposent d'outils de diagnostics participatifs et de planification. Elles sont devenues des acteurs et des partenaires à part entière du développement.

Les diverses initiatives lancées en vue de faciliter l'accès aux microcrédits et aux services énergétiques ont généré des améliorations substantielles du vécu quotidien de nombreux citoyens. Tous ces outils et mécanismes conçus et développés pour les plus modestes, contribueront à terme à systématiser notre approche du développement à la base dans nos villes, nos villages et nos hameaux.

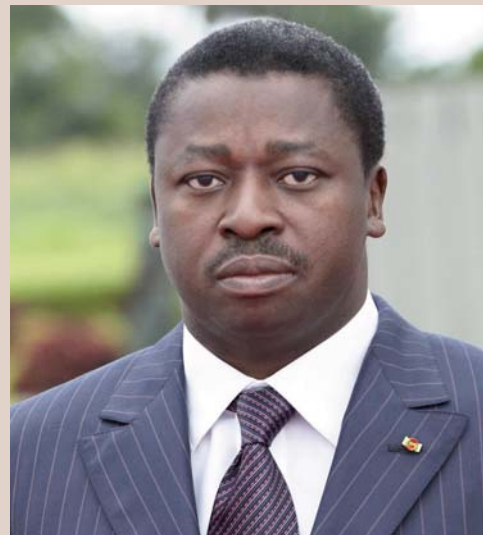


Photo Louis Vincent

Les mutations positives auxquelles nous assistons ainsi sont un motif d'encouragement. Mais elles nous conviennent surtout à faire preuve de lucidité et de clairvoyance dans nos choix pour l'avenir. L'ampleur des défis sociaux et les attentes toujours plus nombreuses et plus pressantes de nos concitoyens les plus modestes nous font le devoir de prendre dès aujourd'hui toute la mesure du chemin qu'il reste à parcourir.

C'est pourquoi, nous devons saisir l'occasion que nous offre cette deuxième édition du Forum National des Acteurs de Développement à la Base pour consolider les acquis des réformes engagées en multipliant les investissements productifs qui génèrent à leur tour des emplois pour les jeunes et le mieux-être pour tous.

Le développement à la base doit être le fer de lance de la nouvelle dynamique qui met l'homme au centre du développement.

Nous devons tous nous engager avec détermination dans cette nouvelle dynamique et inscrire la solidarité et l'engagement au service des plus vulnérables au cœur de nos vies de tous les jours, car la paix sociale en dépend.

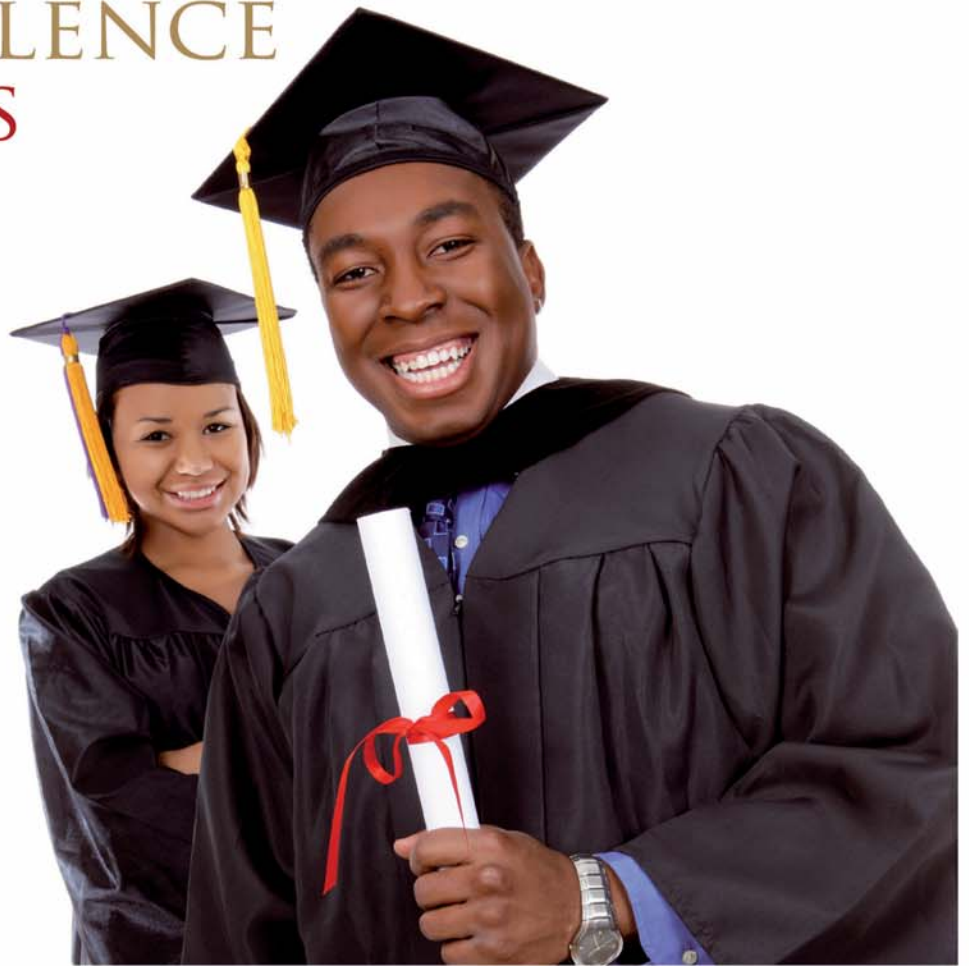
C'est pourquoi, je suis particulièrement heureux que vous soyez mobilisés avec autant d'enthousiasme et de détermination à Kara pour la deuxième édition du Forum National des Acteurs du Développement à la Base. Je souhaite vivement que cette rencontre d'échanges et de partage tienne pleinement ses promesses et qu'elle nous permette à tous de franchir un nouveau cap dans la lutte que nous avons engagée pour faire du développement à la base une réalité au Togo ■

Faure Essozimna Gnassingbé

Président de la République Togolaise



PROGRAMME EXCELLENCE JEUNES



OBJECTIF

Le Programme Excellence Jeunes a pour ambition d'identifier et de suivre de jeunes africains aux cursus scolaires prometteurs, de leur transmettre la culture de l'excellence afin qu'ils puissent incarner un nouveau modèle d'entrepreneurs africains avec une vision et une éthique commune.

OBJECTIF SPECIFIQUE

Accompagner les jeunes en matière d'éducation dans un programme conçu pour développer leurs sens de l'entrepreneuriat et du leadership, et leur volonté de servir l'Afrique.

PROMOTION D'UNE NOUVELLE GENERATION
DE JEUNES LEADERS AFRICAINS

www.resexcell.org

DOSSIER 1

PLATEFORMES MULTIFONCTIONNELLES

Ouf !	08
Ces 'amazones' aux commandes	12
Attirés par la lumière	16
Cap sur 1.000 plateformes	20
Plateformes d'échanges	22

Plateformes multifonctionnelles

Ouf !

Atakpamé. Région des Plateaux. Zone de forte production agricole... Environ 175 km au Nord de Lomé. 70 km plus à l'Est, le village de Bétoé, situé dans la préfecture de l'Ogou, à quelques encablures de la frontière avec le Bénin. Tout le long de la piste, quelque peu cahoteuse, bordée d'herbes géantes, qui mène à ce village, des femmes font des navettes, à pied, dans les deux sens, le pagne noué à la taille, fagot de bois ou bassine sur la tête. Direction le champ ou encore le marigot le plus proche - souvent situé à des kilomètres - pour aller chercher de l'eau.

A mi-chemin, une route bitumée indique Akparè, un village à l'allure plutôt dynamique avec des infrastructures plus modernes: un marché qui s'anime à quelques dizaines de mètres d'une école où des élèves, en uniforme kaki, jouent à l'heure de la récréation.

Un peu plus loin, le barrage de Nangbéto (sur le fleuve Mono), un immense complexe hydroélectrique avec ses pylonnes de hautes tensions, son terre-plein, un pont au dessus duquel l'on peut contempler au passage de fabuleuses chutes d'eau à des profondeurs abyssales... Mais surtout la retenue de Nangbéto qui s'étend à perte de vue. Cette usine fournit une grande partie de l'énergie électrique au Togo et au Bénin.

Seulement voilà, c'est le contraste à l'autre bout de cette immense structure : l'on y retrouve la piste rurale cahoteuse, les herbes géantes, la vie paysanne, les vieilles habitations traditionnelles en terre battue coiffées de paille ou de tôles vieillies et par-dessus tout, l'obscurité, si l'on en vient à voyager de nuit.

Visiblement, l'énergie générée par le fleuve Mono ne semble pas profiter à ses riverains et de façon générale aux villages environnants dont Bétoé, une vingtaine de quelques kilomètres plus loin.

Bétoé est réputé être un village essentiellement agricole où l'on cultive un peu de tout : maïs, riz, palmiers à huile, manioc, arachide. En revanche, la transformation de ces produits, comme un peu partout au Togo, s'opère de façon laborieuse avec des outils artisanaux rudimentaires nécessitant des efforts physiques surhumains.

En dépit de sa relative importante production agricole, Bétoé est considéré comme l'une des localités les plus vulnérables du Togo, faute pour ses vaillants habitants de pouvoir transformer convenablement leurs produits agricoles et de pouvoir les commercialiser. En témoignent les résultats de l'étude ayant permis de démarrer en avril 2010 la phase pilote du projet 'Plateformes Multifonctionnelles' piloté par le ministère du développement à la base.

Le projet 'Plateformes Multifonctionnelles' est inspiré de l'expérience réussie du Burkina Faso qui a déjà réalisé des centaines de ces structures décentralisées d'énergie constituées d'un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des





Une habitante de Bétéo, tournant la manivelle d'un moteur pour démarrer la plateforme multifonctionnelle

malaxieuses, des concasseuses, des égreneuses, des presses à huiles etc., selon les besoins des communautés.

Ces machines sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local. Elles sont équipées d'un alternateur fournissant de l'énergie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguisage, de menuiserie, de charges de batteries de voitures et de portables, etc.

Les villages identifiés au cours de l'étude pour la phase pilote du projet d'installation de ces machines au Togo sont situés dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouare, soit au total 25 villages et autant de plateformes installées depuis un an avec le soutien du Programme des Nations Unies pour le Développement, PNUD. 25 autres plateformes devront être installées dans d'autres localités avant fin 2012.

Une étude réalisée au dernier trimestre 2011 a permis d'élaborer un document national Plateformes Multifonctionnelles qui prévoit l'implantation de 1000 plateformes dans huit ans.

'Ces machines nous soulagent beaucoup depuis

'Pour moudre le maïs, nous allions à Ountivou (5 km), ou à Kpékplémé (11 km)... On y passait même la nuit'. *Habitante de Bétéo*

leur installation dans notre village', témoigne Kodzenou Enyowouke, 40 ans.

Cette mère de sept enfants vivant à Bétéo avoue ne plus faire de longues distances pour moudre son maïs depuis début avril 2011, date de leur installation.

'Il y avait un vieux moulin dans notre village mais qui ne fonctionne plus depuis 2010 et donc pour moudre le maïs, nous allions à Ountivou, (5 km) ou à Kpékplémé, (11 km) où il y a souvent de longues files d'attente', raconte Kodzenou.

'On y passait même la nuit très souvent, juste pour moudre un ou deux bols de maïs, surtout lorsqu'on se rend à Kpékplémé. On n'en revenait que le lendemain', renchérit Sodonoubo Loloshi, environ 55 ans, ajoutant : 'Nos maris se fâchaient souvent lorsque nous découchions'.

Sodonoubo explique qu'elle était souvent obligée

d'aller moudre ses céréales à 11 km de chez elle parce qu'on y moud mieux qu'à Ountivou, plus proche.

'Si vous voulez avoir de la bonne farine pour faire de la bonne pâte à votre mari, vous êtes obligés de faire ce sacrifice', pense-t-elle.

'Mais aujourd'hui, ce sont les autres qui viennent moudre chez nous parce que c'est notre machine qui moud mieux désormais', revient à charge Kodzenou, affirmant que 'quelques curieuses femmes quittent même Kpekplémé pour venir chez nous'.

Tenues par les femmes membres de groupements, les plateformes se présentent comme un véritable instrument de développement au sein des communautés qui en sont déjà bénéficiaires.

Un peu plus au Sud à Gapé-Dzaticpo (Zio), environ 80 km au Nord-Ouest de Lomé, la plateforme multifonctionnelle révolutionne également la vie des habitants de cette communauté d'environ mille habitants dont l'activité principale est la culture des palmiers à huile et la transformation des noix de palme.

Pour Ablewa, 40 ans, et les siens, la transformation des noix de palme est désormais plus qu'un jeu d'enfant.

Autrefois, Ablewa se réveillait chaque matin, de très bonne heure, 'déjà autour de 3 heures', et cuisait des noix à l'aide de grosses marmites noires. Elle les en retirait quelques minutes plus tard, les étalait et ensuite commençait à piler de toutes ses forces pendant de longues heures, durant toute la journée, à l'aide d'un mortier et un pilon dont le bout se fendait très souvent.

'Même enceintes, les femmes étaient contraintes de piler des noix, donnant lieu à des décès quelques fois'.

Même enceintes, les femmes de son village étaient contraintes de faire cela, donnant lieu à des complications ou à des décès quelques fois, nous signale-t-elle.

De retour des champs, d'autres femmes du village étaient obligées de concasser une à une des noix de palme -- devant servir à produire l'huile de noix de palme -- dans l'espoir de les vendre à 10 ou à 25 francs CFA le bol pour prendre soin de leurs enfants.

'Nous concassons si bien qu'on se blessait souvent les doigts et même les yeux parce que les coques de noix nous sautaient souvent dans l'œil et on passait des jours à s'en remettre', se souvient Adzoa Lébé, 50 ans.

'Et puis, c'était tellement laborieux qu'on passait

des heures à concasser un petit panier de noix qu'on revendait contre pas grand-chose', ajoute-t-elle.

'C'était tellement laborieux... Nous concassions si souvent qu'on se blessait les doigts et même les yeux'. *Habitante de Gapé-Dzaticpo (Zio)*

Aujourd'hui, toutes ces pratiques rudimentaires sont bien un lointain souvenir pour Adzoa.

'Aujourd'hui, plus question de concasser manuellement des noix. Désormais, nous prenons juste ce panier rempli de noix que nous allons verser dans la machine. Et le tour est joué', se réjouit-elle.

'Du coup, nos revenus augmentent ! Et nous sommes très contentes', s'exclame Adzoa.

Elle se lève et esquisse quelques pas de danse sur un chant de réjouissance improvisé.

Sa camarade, Aku Adedzogbe, une veuve de 60 ans, exulte de concert avec elle, en prenant appui sur une canne.

'Quel est ce bonheur qui nous arrive !', chantent-elles en boucle.

'Nous moulons désormais le maïs, nous concassons les noix, nous râpons le manioc et nous aiguisons nos houes grâce à nos nouvelles machines. C'est un grand soulagement pour nous les veuves', se réjouit Aku ■

E.K.



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée-Bissau



Mali



Niger



Sénégal



Togo

Domaines d'interventions

- Industrie & Agro-industrie
- Développement agricole et rural
- Infrastructures de base & Infrastructures modernes
- Télécommunications
- Energie
- Transport, Hôtellerie

Formes d'interventions

- Prêts à long et moyen termes pour le financement des projets nationaux ou internationaux
- Garantie
- Arrangement de financements
- Conseil financier
- Prise de participation au capital d'entreprises ou des Institutions Financières Nationales (IFN)
- Financement d'études de factibilité de projets ou d'études d'ingénierie
- Financement du transfert, à des ressortissants de l'UEMOA, de la propriété des moyens de production et de distribution de bien et services
- Assistance aux petites et Moyennes Entreprises (PME) à travers les lignes de crédits ou accords-cadres de refinancement accordée aux Institutions Financières Nationales (IFN)
- Allègement des conditions d'emprunts par bonification d'intérêt pour les projets relevant du secteur non marchand



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Ces 'amazones' aux commandes

Nouveaux instruments de développement au sein des communautés à la base, les plateformes multifonctionnelles sont tenues par les braves femmes des principaux groupements féminins.

Enquête sur le quotidien de ces braves femmes 'amazones' à Gapé-Dzaticpo (environ 80 km au Nord-Ouest de Lomé).



Ce sont les femmes qui gèrent la plateforme multifonctionnelle à travers un comité composé d'une présidente, d'une trésorière, de deux caissières, et d'une conseillère', indique Emmanuel Bokor, un homme de 35 ans, désigné par les femmes pour coordonner les activités de leur groupement.

'Nous les hommes, nous ne faisons que les surveiller et les aider au besoin. Nous leur donnons quelques conseils parfois', explique Emmanuel, ajoutant : 'Vous savez, dans nos sociétés traditionnelles africaines, l'on pense que c'est toujours bien d'avoir, ne serait-ce qu'une poignée d'hommes au milieu d'un grand groupe de femmes même si ce sont elles qui sont au devant'.

'Mais, je pense qu'elles sont bien courageuses quand on voit comment elles manient les machines. Elles

se débrouillent pas mal sans nous. Je pense même qu'avec le temps, elles pourraient se passer de notre présence et faire les choses toutes seules', poursuit Emmanuel.

Afi Sodighé, meunière au sein du groupement se plait bien dans son nouveau rôle.

'Je suis très contente qu'on nous donne la possibilité à nous les femmes de démontrer ce que nous savons faire', se réjouit-elle, lançant : 'Cela nous rend autonomes'.

'Nous n'avons peut-être pas la même force physique que les hommes, mais si déjà nous pouvons moudre le maïs nous-mêmes - ce qui n'est pas une chose compliquée - nous nous rendrons un grand service d'abord et rendrons service ensuite aux hommes qui sont déjà occupés à faire beaucoup d'autres choses', estime Afi.

‘Tout est désormais à portée de main et nous avons très vite de la farine pour préparer et je ne vois pas pourquoi nous les femmes ne devrions pas saisir cette opportunité pour notre épanouissement’, ajoute-t-elle.

Dans la pièce contigüe à celle du moulin, d’autres femmes s’activent à transformer des noix de palme à l’aide d’une malaxeuse (photo ci-contre). Elles verseront ensuite les graines recueillies dans un concasseur pour les débarrasser de leurs coques.

‘Elles sont bien courageuses quand on les voit comment elles manient les machines. Elles se débrouillent pas mal sans nous’. *Habitant de Gapé-Dzatikpo (Zio)*

Elles avouent être séduites par la rapidité et l’efficacité de leurs nouvelles machines.

‘C’est vraiment impressionnant’, lance Kafui, l’une d’entre elles.

‘Cela nous soulage beaucoup de nos corvées quotidiennes’, renchérit Etonam, une autre.

Une troisième en revanche, estime qu’il leur faut encore un peu de temps pour maîtriser le fonctionnement des modules.

‘C’est à force de nous y exercer que nous découvrirons de petites astuces pour mieux manier les machines’, affirme-t-elle, confiante.

Les Comités Féminins de Gestion (CFG) des communautés bénéficiaires des plateformes ont été formés à l’utilisation et à la gestion des plateformes.

‘Au cours de leur formation, nous les avons senties très réceptives au concept des plateformes. La plupart fondent leurs espoirs en ce programme et je pense qu’avec une gestion rigoureuse, elles arriveront à faire des plateformes un instrument de développement efficace au sein de leurs communautés respectives’, affirme Fleur Essoh, l’une des sociologues ayant dispensé les sessions de formation.

‘Nous avons voulu, à travers ce programme, donner voix au chapitre aux femmes et leur permettre de s’épanouir, de s’exprimer et de prendre leur place dans la communauté. C’est pourquoi un accent particulier a été mis sur la formation des comités féminins de gestion’, explique Mensah Agbogbazé, le coordonnateur du programme des plateformes multifonctionnelles (PTFM).

‘L’équipe technique du projet a été également formée à la démarche des plateformes pour être dans



Des femmes transformant des noix de palme à l’aide d’une malaxeuse

‘Nous avons voulu, à travers ce programme, permettre aux femmes d’avoir voix au chapitre’. *M. Agbogbazé, Coordonnateur du Programme PTFM*

l’esprit et avoir la culture de la plateforme de manière à pouvoir accompagner les groupements féminins dans la gestion et l’exploitation de ces plateformes’, assure M. Agbogbazé.

‘Ce sont les femmes qui assurent la gestion de ce genre d’outil, parce que quand on parle de pauvreté dans nos villages, les premières victimes - celles qui sentent le poids de la pauvreté - ce sont les femmes. Elles sont assez vite responsabilisées par rapport aux charges familiales’, indique pour sa part Victoire Tomégah Dogbé, ministre du développement à la base.

‘Puisqu’elles se sentent concernées, elles sont très vite organisées et elles se prennent en charge. Et cet outil leur apporte une certaine autonomisation. Ça les rend indépendantes. Et ça accroît la responsabilité sociale et économique des femmes’, ajoute Mme Tomégah Dogbé ■

E.K.

TOGO CELLULAIRE

CASSE LES PRIX



	LEADER	PRIVILÈGE	CLASSIQUE	JEUNE
Appels TOGOCEL vers TOGOCEL	60	70	80	90
Appels vers Autres réseaux nationaux	95	95	120	130
Appels vers l'international	180	180	180	180
SMS vers TOGOCEL	30	30	30	20
SMS vers Autres réseaux nationaux	50	50	50	50
SMS vers l'international	90	90	80	70
Internet : à la durée	20F/3min			
Internet : forfait illimité de 30 jours	15 000 F			

– Les coûts des appels sont en FCFA TTC par minute.

– Pour les appels vers TOGOCEL : 50% de réduction tous les dimanches et jours fériés / 50% de réduction du lundi au samedi de 22h à 5h



LE LEADER

Attirés par



la lumière

*Ils découvrent la télévision
pour la première fois et
leurs enfants peuvent
désormais mieux apprendre
leurs leçons tous les
soirs. La plateforme
multifonctionnelle est
devenue un véritable
pôle d'attraction pour les
habitants de Dzatikpo
(Zio), environ 80 km au
Nord-Ouest de Lomé.*

18 Développement à la base

Leurs parents n'ayant pas suffisamment de moyens pour mettre du pétrole dans le lampion chaque soir, ces enfants étaient obligés de se coucher dès la tombée de la nuit sans avoir révisé leurs leçons.



Il est 18h. La nuit tombe peu à peu sur Gapé-Dzaticpo. L'affluence bat son plein à la plateforme multifonctionnelle implantée au cœur du village. Certaines femmes s'activent à moudre le maïs pendant que d'autres concassent des noix de palme dans deux pièces voisines. Le bruit strident produit par les machines ne parvient pas à étouffer les éclats de rires d'un groupe de femmes qui papotent à l'entrée de la plateforme.

Il y a quelques semaines encore, elles s'époumonaient à piler des noix de palme jusque tard le soir. Elles n'avaient pour seule distraction dans la nuit noire que les silhouettes de la cadence de leurs mouvements que leur renvoyait, tel un écran de cinéma, les murs de leurs cases, sous l'effet de la lumière de leurs lampions. Quelque chose a désormais changé dans leurs habitudes.

De loin, l'on aperçoit quelques hommes de retour des travaux champêtres. Ils se dirigent tout droit vers la plateforme. A cette heure où les lampes électriques y sont encore allumées, ils savent qu'ils peuvent toujours aiguïser - plus facilement d'ailleurs - leurs hoes et coupe-coupe émoussés.

Autrefois, ils avaient recours à des roches contre lesquelles ils aiguïsaient leurs outils champêtres pendant de longues minutes.

Quelques jeunes hommes se pointent pendant ce temps à la plateforme pour charger leurs portables afin de pouvoir passer leurs derniers coups de fil de la journée.

‘Maintenant, avec la plateforme, les enfants étudient à volonté sous des lampes électriques’.

C'est dans l'une des salles contigüe à celles des modules de transformation de produits agricoles qu'ils branchent leurs portables. Au bout de quelques minutes, ce sont des dizaines de téléphones qui animent un impressionnant concert de leurs mélodies.

‘Auparavant, pour charger nos portables, nous les envoyions les vendredis à Tsévié (Zio) et les samedis à Assahoun (Avé) et cela nous revenait très cher’, raconte Emmanuel Bokor, coordonnateur du groupement Fomenenyo.

‘La charge coûte 100F. Les zémidjans [conducteurs de taxi moto] prennent également 200 ou 300F ; ce qui nous revenait à 300 ou 400F. Des fois, les portables nous revenaient sans les batteries, soit elles étaient changées ou même les portables étaient volés tout simplement’, souligne Emmanuel.

‘Mais avec l'arrivée de la plateforme, nos portables sont ouverts 24 heures sur 24. Aujourd'hui, si vous appelez Dzaticpo même à minuit, on va vous répondre. Notre village est désormais connecté’, se réjouit-il, lançant : ‘Nous sommes dans les grands réseaux



Photo Erick Kaglan

maintenant’.

Très bientôt, les bruits des machines s’estomperont, mais les lumières resteront allumées à la plateforme pendant encore quelques heures pour permettre aux élèves du village d’y venir apprendre leurs leçons. Des petits de l’école primaire à leurs aînés du collège, tous ont acquis de nouvelles habitudes de révision de leurs leçons ; ce qui améliorera forcément les résultats scolaires de ces enfants.

‘Leurs parents n’ont pas suffisamment de moyens pour mettre du pétrole dans le lampion chaque soir. Et donc les enfants étaient obligés de se coucher dès la tombée de la nuit sans avoir révisé leurs cours’, se souvient Emmanuel, ajoutant : ‘Maintenant, ils étudient à volonté. Chaque soir désormais, on les voit déboucher de tous côtés pour venir apprendre sous les lampes électriques allumées tout autour de la plateforme’.

La plateforme est devenue un véritable pôle d’attraction pour les habitants de Dzatikpo. Après une journée de durs labeurs, hommes, jeunes, enfants, vieillards, tous se retrouvent devant un poste téléviseur à l’entrée de la plateforme, le plus souvent les week-ends.

Au programme ce soir, un film nigérian Ibo, visiblement très prisé par la foule. La majorité découvre la télévision pour la première fois.

‘Auparavant, pour regarder la télé, il fallait aller à Lomé ou à Tsévié. Mais aujourd’hui à Dzatikpo ici, on voit la télé. On projette des films’, s’exclame Emmanuel. ‘Ils n’avaient jamais vu ça’, affirme-t-il, poursuivant : ‘Le

‘Auparavant, pour charger nos portables, nous les envoyions à Tsévié et à Assahoun et cela nous revenait très cher’.

soir, déjà vers 19h, 20h comme ça, c’est comme une fête. Les gens sont surexcités en voyant la télé pour la première fois de leur vie’.

‘Quand ils voient les images là, ils ne veulent pas partir... Quand vous leur annoncez que c’est fini pour la journée, revenez demain, ils vont crier sur vous. Ils veulent rester toujours, regarder les images, les matchs de football, les vedettes chanter’, raconte Emmanuel, avant de conclure : ‘La plateforme a vraiment transformé notre vie quotidienne’ ■

E.K.

Plateformes multifonctionnelles

Cap sur 1.000 plateformes

Le Togo ambitionne de se doter de mille plateformes multifonctionnelles avant 2020, annonce faite par Faure Gnassingbé fin mai dernier à Dzatikpo, préfecture du Zio (environ 80 km de Lomé).

‘Notre ambition est d’arriver à mille plateformes multifonctionnelles [d’ici huit ans]’, a déclaré le Président togolais, lors du lancement de la phase pilote du Programme Plateformes Multifonctionnelles financé à hauteur de 476 millions de F CFA par l’Etat togolais et le PNUD au bénéfice de vingt cinq communautés réparties dans les cinq régions du Togo.

Faure Gnassingbé a exhorté tous les groupements choisis pour cette phase pilote ‘à donner l’exemple qui va nous convaincre davantage et convaincre également tous les amis du Togo, les bailleurs de fonds à venir nous aider à financer ce programme [de mille plateformes]’.

**‘L’exemple que vous donnerez
va convaincre tous les amis
du Togo à venir nous aider à
financer ce programme’.**

Faure Gnassingbé, s’adressant aux bénéficiaires des plateformes multifonctionnelles le 24 mai 2011 à Gapé-Dzatikpo.

Photo Erick Kaglan



Faure Gnassingbé, posant avec des responsables de groupements bénéficiaires de plateformes après avoir échangé avec elles. ➔



Photo Erick Kaglan

‘Si vous ne vous impliquez pas dans un tel programme, il ne pourra pas connaître de réussite. C’est vous qui ferez la réussite de ce programme’, a-t-il dit aux responsables de groupements féminins - venus des localités bénéficiaires des plateformes - avec qui il a échangé.

‘Hier, souvenez-vous, c’est le PSAEG. On apportait du matériel pour vous renforcer. Aujourd’hui, ce sont les plateformes multifonctionnelles ; demain, ce sera autre chose’, leur a-t-il promis.

Pour rappel, les localités bénéficiaires de la phase pilote des plateformes sont situées dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouaré.

‘Il est indispensable que la phase pilote des 25 plateformes réussisse’, avait souligné la ministre du développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé, ajoutant : ‘C’est une fois la phase pilote réussie que nous rentrerons dans une autre phase pour conduire toute une étude qui va nous permettre d’élaborer le programme de mille plateformes, et je peux vous assurer que nous prenons toutes nos dispositions pour que cette première phase soit une réussite’.

‘Le gouvernement togolais s’est déjà engagé en finançant les études de faisabilité de la phase pilote; ce qui a poussé les partenaires à accepter de nous accompagner’, a fait observer Mme Tomégah Dogbé, estimant que ‘c’est déjà un facteur de succès, parce qu’il y a un fort engagement politique, un leadership très fort du gouvernement togolais’.

L’implantation de mille plateformes multifonctionnelles devrait coûter environ 10 milliards de F CFA, un financement que l’Etat togolais compte mobiliser avec l’appui de ses partenaires.

‘Nous avons déjà quelques pistes en ce sens, notamment celle de la Banque Ouest Africaine de

Développement (BOAD) qui est déjà prête à nous accompagner dans la mise en place de 200 plateformes’, a indiqué la ministre soulignant qu’une convention de financement a d’ailleurs été déjà signée avec l’institution.

‘Si on sait que dans notre pays, nous avons environ 4.000 villages, installer mille plateformes nous permettra de régler une bonne partie des questions énergétiques, de créer des emplois ruraux et d’augmenter ainsi les revenus des populations vulnérables de notre pays’, a-t-elle ajouté.

Il faut aussi souligner que le président togolais a, lors du lancement de la phase pilote des plateformes, inauguré une Unité de Soins Périphérique (USP) située à côté de la plateforme de Dzatikpo.

‘L’une des illustrations des avantages de la plateforme est l’alimentation en énergie de l’Unité de Soins Périphérique que nous inaugurons également ce jour ici à Dzatikpo, dont le coût est de 35 millions de nos francs. C’est le témoignage du rôle central de la plateforme dans le développement d’une communauté rurale’, a rappelé Mme Tomégah Dogbé■

E.K.

Faure Gnassingbé visitant les installations de l’unité de soins périphérique de Gapé-Dzatikpo qu’il vient d’inaugurer.



Photo Erick Kaglan

Plateformes Multifonctionnelles

Plateformes d'échanges

J'ai véritablement le sentiment d'avoir appris beaucoup de choses. Si je n'étais pas sortie de chez moi, je n'aurais pas appris toutes ces choses', se réjouit Adjovi Azanleko, une jeune dame de Vo-Attivé (préfecture de Vo), l'une des localités abritant une plateforme multifonctionnelle depuis mi-2011. Adjovi vient, en effet, d'effectuer un voyage d'échanges sur les plateformes multifonctionnelles d'Atchintse (Blitta) et de Bétoé (Ogou), en compagnie d'une vingtaine de femmes responsables, comme elle, de plateformes dans une dizaine de localités. Elle en est très émerveillée.

Pour rappel, une plateforme multifonctionnelle est une structure décentralisée d'énergie constituée d'un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxeurs, des concasseuses, des égreneuses, des presses à huiles etc., selon les besoins des communautés.

Ces machines sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales afin d'alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l'autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local. Elles sont équipées d'un alternateur fournissant de l'énergie pour l'électrification des villages et pour des opérations de soudure, d'aiguisage, de menuiserie, de charges de batteries de voitures et de portables, etc. Leur gestion est confiée aux femmes, membres de groupements.

Admiratives de l'expérience d'Atchintse

'Elles ont pourtant les mêmes machines, sinon moins que nous à Vo-Attivé, mais elles se débrouillent plutôt mieux que nous et réalisent plus de bénéfice', s'étonne

Adjovi qui a, du coup, 'l'impression de s'amuser' chez elle.

'J'ai senti que nos pairs, surtout d'Atchintse sont mieux organisées et tiennent non seulement une comptabilité rigoureuse, mais ont de petites astuces qui leur permettent de mieux dompter leurs machines. Alors que nous à Vo-Attivé, nous avons encore beaucoup de lacunes à combler, comme par exemple le maniement des machines pour éviter la surconsommation du carburant', confie la jeune dame.

'Moi, j'y ai par exemple appris aussi que nous devions laver le moteur avec du pétrole, faire le vidange au moins une fois tous les quatre mois ou encore bien aiguiser les meules du moulin', ajoute Akoua Agboyibor, sa camarade.

Akoua entend faire le compte-rendu de leur voyage aux membres de leur groupement une fois de retour chez elles.

'En tout cas, je suis persuadée, en retournant chez moi que quelque chose va changer dans le fonctionnement de notre plateforme', espère-t-elle.

Un succès qui améliore le quotidien

Installées respectivement en avril et juin 2011, les plateformes de Bétoé et d'Atchintse font partie des premières plateformes dont le succès rejaillit sur les communautés respectives.

'Depuis le démarrage de nos activités, nous avons réalisé beaucoup de bénéfices', se félicite Viviane Bimizi, la présidente du groupement Espoir, responsable de la plateforme d'Atchintse qui doit leur succès à la cohésion qui règne au sein de leur groupement.

'Nous avons 400.000 F en banque. Nous avons pu dégager une marge de 144.000 F pour acheter et



Photo Erick Kaglan

Les femmes responsables de la plateforme d'Atchintse (Blitta) se sont montrées assez ouvertes envers leurs pairs des autres plateformes, en leur livrant tous les petits secrets de leur réussite, lors de la visite d'échanges

stocker des céréales que nous revendrons après. Nous avons aussi pu dégager 54.000 F pour la culture du gingembre. En caisse, il nous reste encore 86.000 F', exulte Viviane rencontré en juin dernier lors du voyage d'échanges.

Même satisfaction chez les responsables de la plateforme de Bétoé. Au mois de mai dernier, elles affirmaient avoir gagné 64.595 F CFA de bénéfice net en plus d'un total de 227.000 F en banque, dont 130.000 F uniquement pour la période de janvier à mai. Elles ont même pu s'approvisionner en gari pour 54.000 F qu'elles comptent revendre.

'Avec 20 litres de carburant (soit 14.000 F), nous réalisons 6.000 F au moins de bénéfice en décortiquant du riz. En période d'abondance, nous pouvons aller jusqu'à 11.000 F de bénéfice sur les 20 litres. Avec la mouture du maïs, nous gagnons entre 4.500 et 5.000 F de bénéfice net', renchérit Kouma Noumonvi, le secrétaire général du groupement.

'Si les choses marchent pour nous à cette allure pendant le restant de l'année, nous espérons gagner plus que cela pendant la deuxième moitié de l'année', espère Adjoa Bona, présidente du Comité Féminin de Gestion de la plateforme de Bétoé.

'Nous comptons d'ailleurs nous acheter très bientôt un congélateur afin de pouvoir commercialiser des produits congelés (poisson, volaille) à la plateforme. Cela pourrait nous rapporter aussi un peu d'argent',

annonce Adjoa qui souligne que de tels produits ne sont disponibles pour l'instant que dans le village de Kpékplémé, 11 km plus loin.

'Maintenant, on a une activité permanente avec la plateforme. Nous sentons que notre village bouge et que notre milieu est entrain de changer', affirme pour sa part, Birenem Boyada, meunière à Atchintse. Comme impact sur leur milieu, Birenem note l'allègement de leurs corvées journalières et l'augmentation de leurs revenus.

'Avant, nous allions dans le village voisin pour moudre un seul bol de maïs de 2,5kg à 200 F, voire plus. Mais maintenant avec notre plateforme, la mouture du bol est à 100 F seulement, ce qui nous fait faire des bénéfices. On allait charger les portables chez des privés qui ont des groupes électrogènes à 200 F, voire 250 F avec l'augmentation des prix du carburant. Mais maintenant, nous chargeons nos portables à la plateforme à 100 F seulement. Nous en chargeons entre 15 et 25 chaque soir, ce qui nous rapporte en moyenne 2.000 F quotidiennement', affirme-t-elle.

'Avant, nous allions chez des gens du village qui ont un groupe électrogène pour regarder la télé; mais maintenant, nous suivons chaque soir la télé à la plateforme et regardons tous nos films préférés, notamment les films (nigériens) Ibo', fait remarquer Birenem.

Suite Page 25

Elles étaient obligées de parcourir de longues distances pour mouliner, ne serait-ce qu'un petit bol de maïs.

Mais avec l'installation d'une plateforme dans leurs milieux, les habitants de Bétoué, comme ceux des autres localités bénéficiaires de plateformes voient leurs corvées quotidiennes allégées.



Les plateformes pour rattraper le retard du développement

Pour nombre d'observateurs, les plateformes multifonctionnelles sont un excellent outil de développement qui permettra au Togo de rattraper le retard qu'il a accusé sur son développement.

'10 ans après les indépendances, si on avait commencé ce programme, le Togo ne serait pas dans l'état dans lequel il est aujourd'hui. Les communautés seraient épanouies depuis', fait observer Justin Longa Tagba, vice-président du comité villageois de développement d'Atchintse.

'Mais je pense qu'on peut se rattraper si on multiplie cette expérience des plateformes dans les communautés rurales, et si les communautés s'organisent mieux comme nous on le fait chez nous, la plateforme va être, pour elles, un véritable outil de développement', espère M. Tagba.

Au total, 25 plateformes multifonctionnelles ont été installées au cours de la phase pilote de ce programme en 2011, dans les préfectures de Zio, Vo, Ogou, Blitta, Sotouboua, Tchamba, Kozah, Binah, Assoli, Kéran, Tône et Tandjouare. 25 autres devront être installées avant la fin de cette année dans d'autres localités.

Le Togo ambitionne d'en implanter au total 1.000 dans huit ans avec le soutien de ses partenaires ■

E.K.



A close-up, high-contrast portrait of a woman's face, focusing on her eyes and lips. She has dark skin and is wearing dramatic makeup: bright blue eyeshadow on her eyelids, gold shimmer on her inner corners and eyebrows, and thick, textured gold lipstick on her lips. Her eyes are closed, and her expression is serene. The lighting is soft, highlighting the texture of her skin and the vibrancy of the makeup.

Toutes les couleurs du Togo
Toutes les couleurs de l'info

republicoftogo.com

DOSSIER 2

FORUM NATIONAL DES ACTEURS DU DEVELOPPEMENT A LA BASE (2ème édition)

Leadership Communautaire

Histoire d'Ando & d'escargots 28

Interviews

'Les choses ont bougé': Victoire Tomégah Dogbé, Ministre du
Développement à la base 32

'L'approche participative est celle prônée par la BAD en matière de
développement': Serge N'guessan, Représentant Résident 36



Histoire d'Ando & d'escargots

C'est un petit village d'environ 500 habitants perdu dans la préfecture de l'Avé au Sud-Ouest du Togo : Ando-Kpomey, une communauté essentiellement agricole. Certains spécialistes des questions de développement à l'instar de Komi Mawuko Modzi de l'Association Togolaise pour la Promotion Humaine (ATPH) la décrivent comme 'un nid dans la forêt'.

L'expérience d'Ando-Kpomey est en effet très originale et mérite qu'on s'y attarde. Elle a été initiée sans aucune intervention de l'extérieur. Ce qui lui a valu le Prix Equateur 2012 du PNUD lors du sommet Rio+20 sur le développement durable en juin dernier au Brésil, faisant découvrir du coup ce petit village, tant pas son initiative de protection de l'environnement et de promotion de la biodiversité que par son histoire d'abeilles et d'escargots. Le Togo vient d'inscrire ainsi son nom pour la première fois au palmarès de ce prix qui récompense les initiatives des communautés à la base. Et pourtant, les aspirants à ce prix ne manquaient pas: Au total 812 dossiers de candidatures de 113 pays. Mais au finish, seulement 25 lauréats, parmi lesquels la communauté d'Ando-Kpomey pour laquelle l'ATPH s'est faite très tôt le porte-voix à partir du début des années 90.

Tout commence par un grand incendie qui ravage le village d'Ando-Kpomey en 1973, faisant, selon les témoignages, de nombreuses victimes - un incendie à l'issue duquel la recherche de solutions pour prévenir ce type de catastrophe a conduit les paysans à rechercher des idées pour préserver le peu de ressources biologiques qui leur restait. Après réflexion et concertation, les vieux du village ont proposé l'idée de pare-feux successifs dont la réalisation a mobilisé hommes, femmes et enfants.

Le premier pare-feu communautaire a alors été réalisé en 1974. Dès lors, chaque année, toute la population se mobilise en faisant des pare-feux autour de la ceinture. Les pare-feux annuels sont donc gérés de façon participative par l'ensemble de la communauté qui a défini et respecte scrupuleusement les règles de la gestion et de protection de la forêt autour du village. Au nombre de ces règles, ne jamais couper des arbres sans autorisation sous peine d'une amende : huit bouteilles de boisson locale.

La ceinture verte créée et entretenue par la communauté d'Ando-Kpomey constitue dès lors un réfrigérateur pour la conservation des plantes alimentaires et de cueillette, mais aussi de pharmacie pour les plantes médicinales. L'on estime à plus de 100 hectares la ceinture qui entoure aujourd'hui le village, soit 300 à 800m de bande verte par endroits.

Mais ce qui retient le plus notre attention à Ando-Kpomey, c'est plus ses abeilles et escargots, une immense richesse pour ses habitants.

'Les abeilles, c'est pour nous les hommes. Les escargots, c'est pour les femmes', revendique Komi Dzata, 25 ans, l'un des jeunes du milieu.

'Les abeilles, c'est pour nous les hommes, parce qu'il faut beaucoup de courage pour les élever et approcher les ruches pour extraire le miel, pendant que l'élevage des escargots n'est pas très dangereux. Voilà pourquoi nous avons cédé cette activité aux femmes', explique Komi, qui s'empresse d'ajouter : 'Ils nous procurent de l'argent et font notre authenticité et notre fierté'.

Les abeilles et les escargots procurent en effet des revenus aux habitants d'Ando-Kpomey : C'est une activité génératrice de revenus. C'est d'ailleurs cette activité génératrice de revenus qui leur donne des raisons supplémentaires de ne pas détruire la forêt.

'C'est sacré pour nous. Dès lors qu'on en tire nos revenus avec le commerce des escargots et du miel produit par les abeilles, on n'a pas de raison de la détruire', soutient Komi, tout ravi.

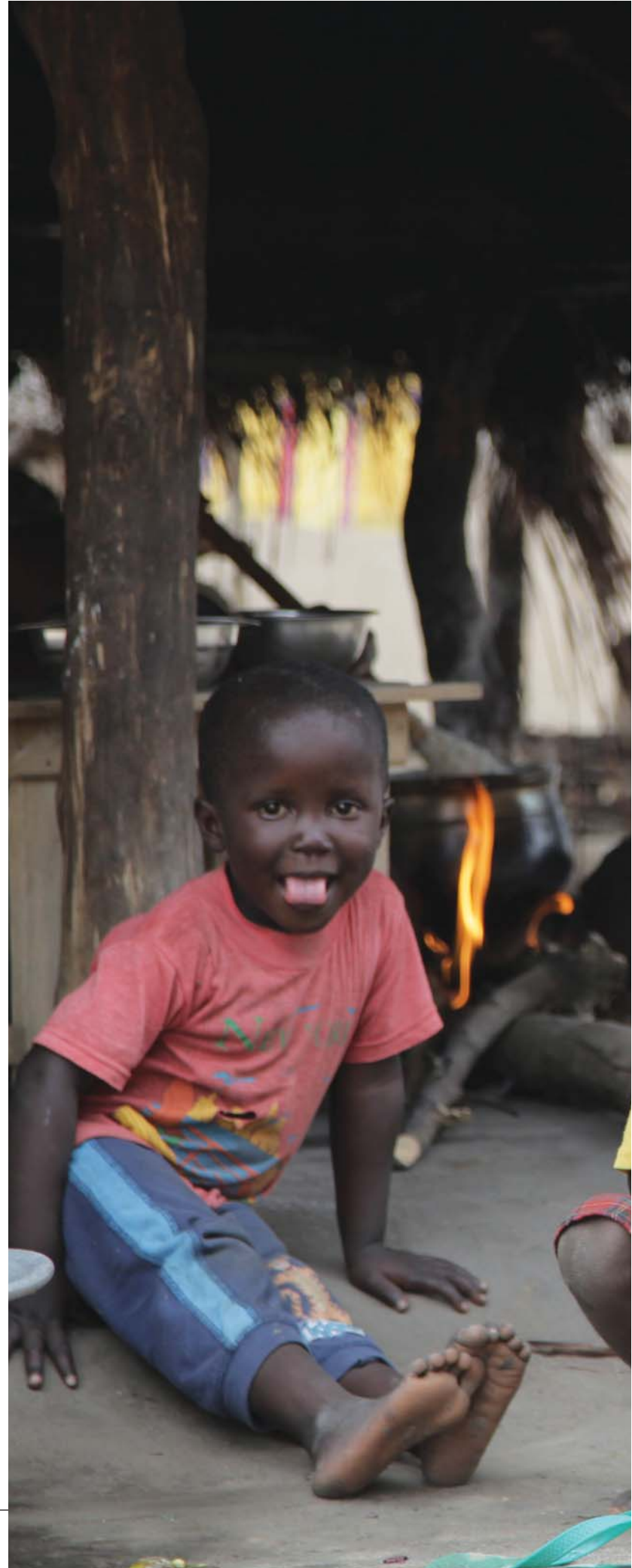
Les abeilles ont en effet besoin de pollen pour produire du miel, et les habitants d'Ando-Kpomey ne l'ignorent pas. Ils n'ignorent pas non plus que les milliers d'escargots rampant au fond de leur forêt ont besoin de fraîcheur pour y vivre et se reproduire.

'Ils ont pris conscience très tôt de la nécessité de protéger leur environnement sans que personne de l'extérieur ne vienne le leur apprendre et c'est ce qui m'a personnellement séduit', se réjouit M. Modzi qui voit ainsi ses efforts dans la promotion des 'savoirs locaux' du village d'Ando-Kpomey 'couronnés' avec le Prix Equateur 2012 obtenu à Rio ■

E.K.

'Le Prix Equateur est destiné à honorer les innovations et le leadership remarquables qui proviennent des communautés locales du monde entier. Par leur action, les lauréats du Prix Équateur montrent que la gestion durable des écosystèmes est non seulement bénéfique pour l'environnement, mais aussi qu'elle autonomise les populations locales, qu'elle accroît leurs capacités et qu'elle élargit leur choix d'options quant aux moyens d'existence'.

Helen Clark, Administrateur du PNUD





Des enfants d'Ando-Kpomey apprendront de leurs aînés et parents à protéger leur environnement pour en tirer tous les bénéfices.

Forum
National de
Développement
à la Base

Victoire T. Dogbé

Ministre du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes

‘Les choses ont bougé’

Initiié pour la première fois en juillet 2009 et institué dans la foulée par l'Etat togolais, le Forum national des acteurs de développement connaît sa deuxième édition ces 4, 5 et 6 octobre à Kara (nord) – l'occasion pour quelque 600 participants issus des quatre coins du pays de faire le bilan des actions de développement à la base menées depuis la mise en route de ce concept nouveau au Togo. Dans cette interview exclusive, Chroniques de la Base évoque l'enjeu de ce forum avec Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du Développement à la base.

Chroniques de la Base : Quel est l'enjeu de ce deuxième forum national des acteurs du développement à la base ?

Victoire Tomégah Dogbé : Il faut noter qu'au moment où nous organisons le premier forum, le ministère venait de naître et n'avait aucun outil de pilotage. C'est vrai qu'il y avait quelques initiatives qui étaient menées ça et là par les partenaires au développement, la société civile, mais il n'y avait véritablement aucun dispositif de coordination et d'harmonisation des outils. Le premier forum avait fait ce constat et souhaité que notre pays dispose d'une véritable politique et qu'il y ait également des mécanismes pour améliorer la mobilisation communautaire et promouvoir le financement des initiatives locales à la base. Cette deuxième concertation nationale va donc permettre de faire le bilan des activités et le point par rapport à la mise en œuvre des recommandations issues du premier forum. Elle permettra également d'échanger sur la politique nationale du développement à la base ainsi que sur les bonnes pratiques en matière d'initiatives locales. Elle intervient certes avec un peu de décalage, mais nous avons tenu à prendre le temps nécessaire pour bien l'organiser et disposer d'un peu plus de matière.

Quelle est justement cette matière ?

Aujourd'hui, nous disposons, d'abord au niveau

stratégique, d'une lettre de politique et d'orientations stratégiques (LPOS). En septembre 2012, la politique nationale de développement à la base a été validée en conseil des ministres.

Nous avons également établi une agence nationale du développement à la base et disposons d'un avant-projet de loi portant création du Fonds National d'Appui au Développement à la Base. Le décret portant organisation des comités de développement à la base est également disponible ainsi que des manuels de formation ont été édités avec l'appui de Plan Togo.

Sur le plan opérationnel, nous avons initié et coordonnons un certain nombre de projets et programmes. Je citerai le PSAEG qui a été par la suite amplifié en ce qui concerne l'accès aux microcrédits à travers des conventions de partenariat avec des IMF, le programme plateformes multifonctionnelles, le programme PRT, le programme de promotion du volontariat national et des projets d'entrepreneuriat et d'insertion des jeunes. Je citerai également le programme des Communes du Millénaire en partenariat avec le système des Nations Unies, le Projet de Développement Communautaire avec la Banque Mondiale, le programme de mise en œuvre des infrastructures communautaires et tout un programme de restructuration et de redynamisation des CDB. Tout récemment, un programme de développement communautaire en faveur



Photo Erick Kaglan

des quartiers vulnérables de Lomé a été lancé fin août dernier.

Donc, nous pouvons nous rendre compte que les choses ont bougé. Les quelques initiatives que nous avons lancées ont produit des résultats que nous aurons l'occasion de partager avec tous les acteurs de développement à la base : les responsables au niveau préfectoral, les services déconcentrés de l'Etat, les chefs traditionnels, les comités de développement à la base, les groupements, les ONG, le secteur privé et les partenaires au développement, les institutions de micro finance.

Principal sujet d'intérêt à ce forum : Comment mettre en place une stratégie de développement endogène et inclusif des communautés à la base dans la lutte contre la pauvreté ?

Il s'agit de réfléchir à comment assurer ce développement endogène et quelles en sont les astuces. Pour y arriver, nous avons prévu quatre communications. La première portera sur les fondements et les orientations de la stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi avec comme fondamental, la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable. La deuxième sera centrée autour de la politique nationale du développement à la base, la troisième sur la mobilisation communautaire et la quatrième communication abordera

les questions de financement du secteur. Tous ces thèmes meublent bien évidemment la stratégie à mettre en place.

Le développement doit être centré sur les besoins fondamentaux des communautés. Tout part de l'Homme, tout passe par lui et tout revient à lui. Les communautés doivent être capables d'exprimer leurs besoins fondamentaux, établir leurs priorités et mobiliser les moyens pour les mettre en œuvre. Ces communautés constituent les premières ressources et compétences à mobiliser. Elles doivent être capables de constater par elles-mêmes les changements intervenus dans leur quotidien et de l'exprimer. Si l'on le comprend ainsi, on peut facilement mettre en place des stratégies de développement de services de base, de création de richesse en se basant sur les forces et les potentialités de chaque localité. Les principes clés qui sous-tendent cette stratégie sont la participation citoyenne, la responsabilité, l'autonomisation, la finance inclusive et la synergie d'actions.

Votre département s'est doté en septembre dernier, il y a quelques jours donc, d'une politique nationale de développement à la base qui fera également l'objet de ce forum. Parlez-nous-en.

Nous voulons absolument saisir l'occasion de ce forum pour parler de la politique nationale de développement à la base (PNDB) qui vient d'être



Photo Erick Kagan

élaborée et validée, et exposer toutes les forces en termes de mobilisation communautaire et d'initiatives locales qui existent.

Il faut rappeler que nonobstant les progrès réalisés par le gouvernement togolais, il apparaît que la situation de la pauvreté reste toujours préoccupante dans notre pays. Face à une telle situation, le gouvernement a exprimé sa volonté de mettre en œuvre une politique pro-pauvre de proximité qui prend en compte les besoins réels exprimés par les populations et de s'attaquer aux déséquilibres régionaux qui sont de nature à amplifier la pauvreté et les inégalités. Le gouvernement considère par ailleurs le développement à la base comme une voie complémentaire du processus préparant progressivement le pays à entrer durablement dans la dynamique de la décentralisation. La prise en compte de toutes ces considérations a abouti à l'élaboration de la politique nationale de développement à la base dont l'horizon moyen et long terme (2013-2016) pour commencer, cadre mieux avec l'ampleur et la profondeur des problèmes à résoudre.

L'objectif visé par cette politique est de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'amélioration de l'accès des communautés et des organisations à la base au minimum vital commun en les dotant de capacités institutionnelles, techniques et financières suffisantes pour concevoir, mettre en œuvre et gérer de manière participative

des initiatives leur permettant une auto-prise en charge. De façon spécifique il s'agira d'accroître les revenus des populations à la base et de promouvoir la réduction des déséquilibres régionaux. Pour ce faire, un programme national de développement à la base est proposé et organisé autour de quatre composantes à savoir le renforcement des capacités à la base, la valorisation des potentialités productives locales, l'amélioration des infrastructures de base et la promotion des filets sociaux.

‘On ne peut pas parler de développement à la base sans donner la parole aux communautés’.

Quelle place accordez-vous aux communautés à la base dans ce débat ?

On ne peut pas parler de développement à la base sans donner la parole aux communautés. Mais il faut d'abord qu'elles soient organisées et mobilisées. Et nous avons, aujourd'hui, des outils qui permettent à ces communautés de savoir comment s'organiser, comment procéder à un diagnostic participatif, comment établir un

plan d'actions villageois; bref jouer un rôle plus actif et plus déterminant dans le processus de développement qui les concerne.

Nous avons donc beaucoup d'acquis en termes de maillage systématique du territoire par les comités de développement à la base et des acquis méthodologiques et opérationnels en matière de renforcement des capacités de ces structures que nous souhaitons partager..

Nous prêterons une oreille attentive aux attentes des participants et leur donnerons plus l'occasion pour des échanges d'expériences. Ce qui leur permettra certainement de repartir avec des exemples concrets d'initiatives qui ont réussi.

Quels résultats attendez-vous au sortir de ce forum ?

Au sortir de ce forum, nous attendons que la politique du développement à la base soit bien partagée par tous les acteurs. Nous pensons également que ce serait l'occasion pour tous les participants d'évaluer les programmes et projets qui sont mis en œuvre par le ministère et recueillir l'avis des participants pour voir comment on peut réajuster ces programmes dont ils sont les premiers bénéficiaires. Ce qui nous permettra d'en tirer les leçons pour améliorer si possible ce qui est entrain d'être fait et nous donner les moyens de créer les conditions pour que chaque communauté dispose d'un minimum vital commun: c'est la santé, l'alimentation, l'éducation, l'énergie, l'eau potable, un environnement sain et protégé. C'est aussi avoir la possibilité de disposer de revenus nécessaires pour accéder à ces services sociaux de base.

Vous savez, le ministère initie pas mal d'actions, mais il y a également d'autres structures qui prennent des initiatives. Ce sera donc l'occasion de comparer les différentes approches et de les harmoniser. Nous allons également nous assurer que les actions prioritaires, telles que nous les avons proposées dans le programme national de développement à la base, sont partagées et recueillir des propositions pour les améliorer. Nous espérons aussi obtenir un consensus national sur les conditions et les modalités de mise en œuvre de la politique nationale de développement à la base.

Quel sera le rôle de l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) que vous avez mise sur pied tout récemment dans la conduite de ces actions ?

L'Agence nationale de développement à la base a été mise en place pour opérationnaliser la politique nationale de développement à la base. C'est une agence qui a démarré ses activités il y a quelques mois après la

validation du décret l'instituant et qui travaille déjà sur tout un programme de mise en place d'infrastructures sociocommunautaires. Cette agence est également chargée de mettre en place le Programme de Développement Communautaire pour les quartiers vulnérables de Lomé. A travers elle, nous mobiliserons davantage de ressources et développerons des synergies avec toutes les autres structures qui opèrent sur le terrain.

Je voudrais saisir l'occasion pour remercier son Excellence, Monsieur le Président de la République pour son impulsion personnelle et ses orientations dans la conduite de nos missions, et les ministères sectoriels pour leur coopération.

Mes remerciements vont à nos partenaires, notamment le PNUD et toutes les autres agences du Système des Nations Unies, Plan Togo, la Banque Mondiale pour leur appui multiforme, à la Banque Africaine de Développement qui travaille déjà avec nous sur la thématique de l'emploi des jeunes et qui est le partenaire clé pour l'organisation de ce forum. Je n'oublie pas les institutions de micro finance, les ONG partenaires, le secteur privé, qui ont tous compris qu'il faut accompagner des actions de développement à la base. Je voudrais saluer enfin l'engagement de toutes les communautés à la base pour leur mobilisation ■

Propos recueillis par E.K.

Forum
National du
Développement
à la Base

Serge N'guessan

Représentant Résident de la Banque Africaine de Développement au Togo

‘L’approche participative est celle prônée par la BAD en matière de développement’

C'est l'un des principaux partenaires en développement du Togo qui marque un coup à travers son appui à l'organisation du deuxième forum des acteurs du développement à la base : la Banque Africaine de Développement (BAD). Une façon de traduire sa conviction que la réussite du développement à la base passe par une concertation de tous les acteurs impliqués dans la dynamique de développement du Togo. Le Représentant Résident de l'institution continentale au Togo, Serge N'guessan s'est prêté aux questions de Chroniques de la Base. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base : Pourquoi la BAD soutient-elle l'organisation du deuxième forum national des acteurs de développement à la base du Togo?

Serge N'guessan : Il s'agit d'un forum national qui va réunir tous les acteurs du développement à la base du pays et qui marque donc le choix de l'approche participative par le Gouvernement pour traiter des questions de développement. L'approche participative est celle prônée par la BAD en matière de développement.

Ce forum est un moment important de concertation et d'échange sur les programmes de développement à la base initiés par l'Etat mais aussi également par les communautés locales, les partenaires techniques et financiers, les ONG et le secteur privé.

Au-delà, c'est aussi le moment d'évaluer l'état d'exécution des recommandations du premier forum et convenir des solutions à apporter aux difficultés rencontrées.

Pour la BAD, ce forum constitue une opportunité de s'informer sur les problèmes et réformes en cours, mais aussi de mieux faire connaître ses politiques et stratégies en la matière.

Quelles sont les actions de développement à la base en cours qui suscitent votre intérêt?

L'action de développement à la base en cours qui suscite l'intérêt de la BAD est surtout le PROVONAT qui permet aux jeunes de s'intégrer au marché du travail et alléger la charge qu'ils constituent pour les parents. C'est aussi le Projet de Développement Communautaire dans les Quartiers vulnérables de Lomé (PDCL) et toutes les autres actions menées à l'endroit des populations les plus démunies pour les aider à subvenir à leurs besoins fondamentaux.

La BAD appuie déjà le Togo dans plusieurs secteurs notamment celui de l'emploi des jeunes avec l'élaboration en cours d'un plan stratégique national pour l'emploi des jeunes. Avec l'appui que vous apportez à l'organisation de ce forum, doit-on entrevoir une implication beaucoup plus forte de la BAD dans les actions de développement à la base?

Le Développement à la base est une priorité de la BAD. Elle a déjà exécuté plusieurs projets de développement à la base dans la sous région ouest africaine



Photo Erick Kagan

et le Togo ne peut pas être de reste. Sa stratégie d'assistance aux pays africains dans ce domaine est surtout orientée vers le développement à partir des communautés à la base qui favorise plus l'inclusion sociale et la participation citoyenne. Cette assistance au Togo est multiforme dans les secteurs des infrastructures, de l'assainissement et de l'éducation et du secteur privé.

Spécifiquement au Togo, la Banque va aussi aider à développer l'entreprenariat social en accompagnant le pays à créer un environnement favorable à l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, capable de développer le secteur privé local endogène.

Quels sont les potentiels secteurs de développement à la base que la BAD pourrait (éventuellement) appuyer?

Les secteurs potentiels de développement à la base que la BAD peut aider le Togo à promouvoir sont l'agriculture qui doit être modernisée, l'industrie de transformation, le commerce, le tourisme, l'artisanat local et le développement financier local à travers la microfinance

Selon vous, en quoi la promotion du développement à la base est-elle déterminante pour améliorer les conditions de vie des populations togolaises?

Le développement à la base suppose d'abord l'identification des ressources naturelles locales pouvant aider au développement économique. Il s'agit essentiellement de mobiliser les facteurs de production pour accroître la richesse de la communauté. Cela nécessite de mieux identifier les ressources disponibles et le potentiel de croissance de chaque région du pays. La diversité dans les productions régionales favorisera un accroissement de la productivité des facteurs de production au niveau national. C'est cette dynamique de production et d'échanges à l'intérieur du même pays qui favorisera la croissance économique et la création d'emplois aussi bien au niveau local que national ■

Propos recueillis par E.K.

*Elles ont le plus souvent besoin
juste d'un petit coup de main
pour réussir leurs activités
génératrices de revenus. Et la
microfinance semble être pour
elles d'un grand soutien.*



DOSSIER 3

SOUTIEN AUX ACTIVITES ECONOMIQUES DES COMMUNAUTES A LA BASE

Microfinance

Le nerf des AGR	40
'Notre vision est de participer de manière active au développement socioéconomique de la base' : Ramanou Nassirou, DG WAGES	44
'Nous avons été encouragés par les actions du ministère du Développement à la base' : Sam P. Békassam, DG Togo Telecom	46
'Notre but est d'intégrer tous les togolais aux services financiers et leur permettre de sortir de la pauvreté' : Kokoumeh Fédy, DG FUCEC	48
Bouffée d'oxygène	50

Entreprenariat

Plus jamais pareils, après Songhaï...	52
Ecole agricole	58

Leadership

'J'ai voulu participer au réveil des consciences', Miss Togo 2011	60
---	----

Plantes à Racines et Tubercules

Les femmes sont emballées par le projet	64
---	----

Transformation de produits agricoles

Les tomates de l'intégration italo-togolaise	66
--	----

Photo Erick Kaglan



Massa Tiza, une habitante de Tchitchao, venue percevoir du microcrédit au siège de la FUGFK à Kara.

Microfinance

Le nerf des AGR

Il est 6h 30. Tous les jours ouvrables à pareille heure, lorsque le soleil pointe à l'horizon, Donga Chango a presque toujours le même réflexe : Ouvrir les bureaux de la Fédération des Unions des Groupements des Femmes de la Kozah (FUGFK) -- fédération dont elle est la secrétaire générale. Elle habite d'ailleurs juste à côté. Une dizaine de femmes, venues des quatre coins de la préfecture, y font déjà le pied de grue, l'attendant. Elles sont bien matinales... Nous sommes à Kara -- environ 420 km de Lomé -- précisément dans le quartier Chaminade.

'Elles viennent ici déjà très tôt, espérant percevoir leur part de microcrédit pour le compte de leur groupement et vaquer à leurs occupations', nous explique Mme Chango, ajoutant : 'On sent qu'elles sont pressées, chacune voulant être satisfaite en premier'.

'Mais, il y a de nombreuses autres femmes qui viennent tous les matins pour des adhésions, ou pour

s'informer des conditions d'obtention du microcrédit. Parmi elles, il y a aussi des curieuses', souligne-t-elle.

Même ambiance tous les jours au siège de la FUGFK; ce, depuis novembre dernier où un fonds de microcrédit de 140 millions de F CFA a été accordé à ladite fédération dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du Développement à la Base.

La micro finance est l'un des volets essentiels du PSAEG, hormis le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des groupements.

Le fonds de crédit accordé à la FUGFK est une subvention du Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, destinée à booster les activités génératrices de revenus de plus de 20.000 femmes membres de 675 groupements regroupés en 26 unions, dont 11 dans Kara-Commune et les 15 autres pour chacun des différents cantons de la préfecture...

Notamment Tchitchao -- canton situé à environ 10 km de Kara -- d'où sont venues ce matin Massa Tiza, 52 ans et sa camarade Naka Samarou, 28, toutes deux, membres du groupement Teou-Vèma (Il fait jour, en langue Kabyè).

'On s'est réveillés très tôt pour pouvoir être là et percevoir vite du crédit. Tellement, nous étions impatientes depuis hier soir lorsque nous avons reçu le coup de fil des responsables de la fédération nous annonçant que nous pouvions passer ce matin chercher notre crédit', avoue Massa. Son groupement, composé de 15 membres, cultive 2 hectares de riz et de maïs à Tchitchao.

Un bref entretien avec les responsables de la fédération, quelques petites signatures, et les voilà qui en ressortent, sourire aux lèvres, avec une enveloppe de 249.000 F ; de quoi booster leurs activités.

‘Nous allons pouvoir acheter des semences, de l’engrais et payer les jeunes qui vont nous aider à cultiver’, se réjouit Naka, pour qui, c’est la ‘première fois’ de percevoir du crédit.

‘Ça va améliorer nos cultures, nous aurons de meilleurs rendements, et ça va nous rapporter de l’argent’, pense-t-elle, toute surexcitée.

‘Si nous gagnons beaucoup d’argent, nous allons en épargner et continuer à investir dans notre activité en achetant plus de semences, plus d’engrais et agrandir notre champs. Après, on peut s’acheter des pagnes; nos enfants pourront avoir des cahiers, de nouveaux uniformes et de nouvelles sandalettes pour aller à l’école. Si nous tombons malades, on peut se soigner également, aller à l’hôpital’, renchérit Massa, son aînée.

‘Cela va nous permettre aussi de subvenir aux besoins alimentaires de la famille. Nos maris seront plus contents de nous et ça va ramener la paix dans nos familles’, espère-t-elle.

A peine le crédit obtenu que Massa et Naka pensent déjà à son remboursement.

‘Nous allons vendre les récoltes de notre dernière campagne pour pouvoir rembourser la moitié du prêt en septembre. Si Dieu le veut, nous rembourserons la deuxième moitié en janvier prochain afin de pouvoir bénéficier d’un autre crédit’, promettent-

elles.

Octroyé à un taux bonifié de 7%, le microcrédit mis à la disposition de la FUGFK a déjà profité aux femmes des 26 unions de groupements de la Kozah, selon le comité de gestion et de suivi du microcrédit qui supervise les activités d’octroi de crédit, en attendant la mise en place d’une mutuelle d’épargne et de crédit devant prendre le relais début 2013.

‘Une première tranche de 70 millions, décaissée en novembre 2011, nous a permis d’octroyer jusqu’en avril dernier, du microcrédit pour un montant total de 66.705.000 F à 19 groupements féminins’, indique Sanda Eugène Amana, président dudit comité et point focal du ministère du développement à la base dans la région de la Kara.

Les crédits octroyés varient entre 200.000 F et 17 millions de F CFA selon la taille et l’activité des groupements.

‘C’était pour l’essentiel du crédit de commerce parce que c’est ce qu’on pouvait leur octroyer en cette période’, ajoute M. Amana, soulignant : ‘Après les premiers crédits de commerce, nombre de groupements ont souhaité avoir du crédit agricole afin de pouvoir acheter de l’engrais et des semences pendant la période de semis [entre mai et juin], vu que la plupart sont des paysannes; un vœu auquel nous avons accédé lorsque la deuxième tranche de 70 millions a été décaissée en mai dernier, au regard des résultats du remboursement de la première tranche de crédit’.

Des femmes de Panalo (canton de Landa, région de la Kara) sentent leurs activités champêtres boostées après l’obtention de microcrédit



Photo Erick Kaglan

Selon ces résultats, plus de 36 millions de F CFA, soit plus de 103% de la moitié de la première tranche de 70 millions, ont été remboursés par les groupements à la première échéance en fin avril dernier; la deuxième échéance étant prévue pour le mois de septembre cette année. Suivant les modalités prévues, les crédits perçus par les femmes sont remboursés en deux échéances.

‘Ces résultats sont plutôt encourageants, rassurants et nous permettent de dire que les femmes ont compris la nécessité de rembourser’, se félicite M. Amana.

‘C’est le fruit d’un travail de sensibilisation qui a été mené par la fédération auprès des groupements avant même la mise à disposition du fonds de crédit de 140 millions’, note-t-il, relevant que ce travail de sensibilisation a été ‘appuyé par les services techniques du ministère de l’agriculture qui ont insisté sur la nécessité pour les femmes de se mettre ensemble’.

‘Et je peux vous assurer qu’aujourd’hui, l’esprit d’individualité est entrain de s’effriter dans la tête des femmes -- ce qui n’est pas le cas chez les hommes -- au profit du travail collectif’, estime M. Amana.

Selon des témoignages recueillis sur place, nombre de femmes ont pu démarrer une activité génératrice de revenus, grâce au microcrédit. C’est déjà un premier résultat, pense M. Amana qui souligne : ‘L’impact économique, on ne peut pas le mesurer maintenant; il faut attendre que les femmes remboursent leurs crédits pour s’en faire une idée. Leur capacité à rembourser totalement les crédits sera un indicateur de l’amélioration de leur quotidien’.

‘Mais ce qu’il faut relever à ce niveau est qu’au suivi, beaucoup de femmes ont estimé qu’avec l’accès au microcrédit, elles ont senti qu’elles arrivent à tirer leurs moyens de subsistance. Celles qui avaient déjà une activité génératrice de revenus elles, avouent que leurs chiffres d’affaires ont augmenté’, ajoute-t-il ■

E.K.

Kpantipou Madi, épouse Soumaila (ci-contre), une habitante de Kara, se réjouit d’avoir perçu du microcrédit pour relancer son commerce de pagnes

Photo Erick Kaglan



WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo

Microfinance

Ramanou Nassirou

Directeur Général de WAGES

‘Notre vision est de participer de manière active au développement socioéconomique de la base’

Institution de micro finance autonome disposant de ses propres organes de gestion, WAGES (Women and Associations for Gain both Economic and Social) offre depuis 1998 des services financiers et non financiers qui regroupent des produits d'épargne et de crédit dont le crédit rural est exclusivement destiné aux populations défavorisées notamment les agriculteurs, les éleveurs et les artisans à l'intérieur du Togo. Elle propose entre autres, le transfert d'argent et la domiciliation de salaire, s'intéresse également aux thèmes transversaux comme le genre, dispense des formations et apporte des appuis institutionnels à ses bénéficiaires. Pour être plus proche de sa clientèle, l'institution dispose de 18 agences dont 11 en milieu rural. WAGES revendique à ce jour environ 200.000 bénéficiaires avec un encours de crédit dépassant les 15 milliards de F CFA et un encours d'épargne estimé à plus de 9 milliards de F CFA. L'effectif du personnel a franchi la barre de 450 salariés. Depuis 2009, WAGES travaille en partenariat avec le ministère du Développement à la base dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements. Dans cette interview, son directeur général, Ramanou Nassirou, relève les bienfaits de ce partenariat ainsi que les résultats obtenus à ce jour.

Chroniques de la Base : De plus en plus, WAGES s'affiche comme l'un des partenaires crédibles du ministère du développement à la base en l'accompagnant dans ses actions. Quelles en sont les raisons ?

Ramanou Nassirou : Il est connu de tous que le ministère du développement à la base est un ministère qui abat un grand boulot pour asseoir une base solide, ferment du développement, en promouvant les groupements et les petites activités économiques sur toute l'étendue du territoire. De ses actions, émergent des initiatives économiques qui constituent en fait le soubassement du développement socio économique de toute la communauté. WAGES étant une institution de micro finance qui offre des services financiers et non financiers en zone urbaine et rurale au Togo, elle a donc saisi cette opportunité créée par le ministère à partir d'un accord de partenariat avec le gouvernement, pour octroyer des crédits à la population à la base. Ce faisant,

en injectant des ressources financières dans ces initiatives, l'institution permet aux bénéficiaires de se réaliser et de vivre dignement. Comme vous pouvez le constater, que ce soit au ministère du développement à la base ou à WAGES, les objectifs poursuivis sont similaires et nous pensons qu'une synergie des interventions ne pourra que contribuer de façon significative au développement socioéconomique des populations à la base. Notre motivation pour soutenir des projets similaires reste forte et entière, car nous y croyons énormément puisque personne ne viendra développer notre pays le Togo à notre place.

Quels sont les résultats obtenus à ce jour ?

Du point de vue couverture géographique, nous finançons et formons les clients dans quatre régions économiques du Togo à savoir la région maritime, la région des Plateaux, la région centrale et la région de la Kara. Dans les faits, WAGES a touché dans le cadre de

Le Directeur Général de WAGES (assis), signant le 22 décembre 2011, une convention de financement destinée à mettre un fonds de garantie à la disposition de son institution dans le cadre de sa collaboration avec le ministère du Développement à la base

Photo Erick Kegan

sa collaboration avec le ministère du développement à la base environ 20.000 bénéficiaires dont au moins 13.000 femmes. Plus de deux milliards de F CFA de crédits ont été débloqués au profit d'environ 1.200 groupements. Le taux de remboursement des crédits se situe à 92%. Les activités financées sont essentiellement l'agriculture, l'élevage, la transformation, la commercialisation des produits agricoles, l'artisanat et le petit commerce. Aussi, voudrions-nous profiter de cette tribune pour remercier le gouvernement pour la confiance placée en WAGES et afficher notre entière disponibilité à soutenir ses actions partout où besoin sera.

Quelles sont vos perspectives d'avenir ?

Avec son déploiement actuel, WAGES s'est lancé le défi de se mettre au service de la communauté de base, porteuse d'espoir pour la relance de l'agriculture et de l'économie togolaise. La priorité de nos actions sera orientée davantage vers les milieux pauvres notamment les milieux ruraux où la pauvreté est persistante. L'interconnexion des agences, les nouvelles technologies, le renforcement du système de contrôle interne et de la sécurité, le développement de nouveaux produits à destination du monde rural et l'amélioration de la performance sociale sont des chantiers importants auxquels WAGES devra s'atteler. Nous allons innover, diversifier nos produits et services de proximité afin de servir au mieux notre clientèle. Notre vision de devenir une institution de micro finance pérenne et modèle

au Togo, une véritable institution financière pour les pauvres et participer activement au développement socio économique de la communauté de base.

Un mot sur le secteur de la micro finance au Togo puisque vous êtes le président de l'Association Professionnelle des Institutions de Micro finance au Togo (APIM-Togo).

Le secteur de la micro finance au Togo est entrain de percer le paysage financier local et de l'UEMOA. Il touche plus de 1.000.000 de bénéficiaires directs et connaît une croissance soutenue. On dénombre 200 institutions qui détiennent un portefeuille de crédit de plus de 95 milliards de F CFA et un encours épargne de 106 milliards de F CFA au 31 mars 2012. Les institutions du secteur font aujourd'hui des efforts remarquables pour l'éducation financière à l'endroit des bénéficiaires et aussi l'extension en milieu rural. C'est vous dire que le secteur devient de plus en plus professionnel, innovateur et compétitif. Le challenge des dirigeants de l'APIM-Togo est d'œuvrer pour un secteur micro financier complètement inclusif, c'est-à-dire accessible à la majorité de la population et de participer de manière active au financement de la communauté à la base, afin de contribuer de façon substantielle à l'amélioration des conditions de vie des ménages au Togo ■

Propos recueillis par E.K.

Microfinance

Sam P. Bikassam

Directeur Général de Togo Télécom

‘Nous avons été encouragés par les actions du ministère du Développement à la base’

En avril 2011, l'opérateur principal de téléphonie, Togo Telecom, a octroyé un financement de 1,5 milliards de FCFA au ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'emploi des Jeunes. S'étalant sur cinq ans, ce financement prévoit 300 millions de FCFA par an dont 200 millions de fonds de garantie aux institutions de microfinance (IMF) pour l'octroi de microcrédit aux groupements et aux jeunes entrepreneurs agricoles et 100 millions de financement direct des activités du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements, PSAEG - un projet initié et mis en œuvre par le ministère du Développement à la base. D'ailleurs, la convention de partenariat destinée à mettre une première tranche de 200 millions de FCFA annuels à la disposition des deux plus importantes institutions de microfinance au Togo, FUCEC et WAGES, a été signée le 22 décembre dernier. Selon les termes de la convention signée avec les IMF, 120 millions de F CFA sont affectés à la FUCEC- Togo et 80 millions de F CFA à WAGES. Ce fonds de garantie devrait leur permettre de mobiliser en tout 1 milliard de microcrédit en faveur des groupements pour le compte de l'année 2012, soit 5 fois le montant du fonds de garantie. Dans cette interview, le Directeur Général de Togo Télécom, Sam Pétchétibadi Bikassam, évoque les raisons qui ont motivé son entreprise à débloquent ce fonds. Il convie par ailleurs les bénéficiaires à en faire bon usage.

Chroniques de la Base : Pourquoi un tel financement ?

Sam P. Bikassam : D'abord, en tant qu'entreprise publique et entreprise de droit privé, nous nous devons de contribuer au développement du pays. Il est vrai que notre mission première est de fournir le téléphone et la communication au plus grand nombre de Togolais. Toutefois, nos activités doivent avoir des impacts sur le développement de manière générale. Pour ce faire, nous avons l'obligation de faire des œuvres sociales par ci et par là, d'accompagner des associations etc. Mais aujourd'hui, les enjeux mondiaux nous démontrent que c'est la création d'emplois qui contribue à la création de la richesse dans un pays.

Nous avons vu à travers les performances réalisées par le ministère du Développement à la Base des réalisations concrètes et encourageantes et nous avons voulu nous aussi accompagner ce ministère pour aider tous les jeunes qui ont des initiatives afin de leur permettre de développer leurs talents et se prendre en charge plutôt que d'attendre d'être recrutés dans une entreprise alors que l'Etat a des capacités limitées en termes d'emploi.

En quoi les jeunes trouvent-ils leur compte ?

Disons que c'est pour combler l'attente permanente d'un plus grand nombre de jeunes qui veulent être aidés. Si nous faisons des aides sociales à court terme, cela n'aide ni les jeunes, ni les gouvernants.



Photo Erick Kagan

‘En tant qu’entreprise publique de droit privé, nous nous devons de contribuer au développement du pays’.

Ce qui veut dire qu’il faut que les gens se battent pour leur vie et c’est comme cela qu’ils peuvent contribuer au développement du pays. Nous avons fait l’analyse et nous avons compris que les aides que nous faisons directement aux associations qui venaient en appui à certaines collectivités n’étaient plus suffisantes pour accompagner le développement du pays. Nous avons donc été encouragés par les actions du ministère du Développement à la base et c’est ce qui a motivé notre choix.

Peut-on présumer que votre action donne le ton à d’autres entreprises ?

Oui, d’autres actions devraient suivre. La remarque que nous avons faite est que malgré leur pauvreté, les gens sont créatifs. Ils n’attendent pas grand-chose. Ils attendent juste un appui pour démarrer et améliorer leurs activités. Pas des montants astronomiques. Et nous devons tous contribuer à cela en

tant qu’entreprises.

Aujourd’hui, c’est 1,5 milliards pour 5 ans. Peut-on espérer un financement beaucoup plus important après cette échéance ?

Si les résultats sont performants, nous allons convaincre nos organes de gestion pour revoir l’enveloppe à la hausse, pourquoi pas ?

Un mot à l’endroit de ceux qui vont bénéficier de ce financement.

Ce que je leur demande, c’est qu’ils prennent conscience que ce sont des opportunités qui leur sont offertes et qu’ils doivent savoir en profiter. Quand on a une opportunité, il faut la saisir et non tricher. S’ils ratent cette opportunité, peut-être qu’ils le regretteront toute leur vie car peut-être qu’ils n’en auront plus. C’est pour cela que nous avons été très rigoureux sur la convention en ce qui concerne surtout le choix des groupements ou des entrepreneurs qui vont bénéficier de cette aide ou des retombées de ce programme. C’est important parce que les gens ne doivent pas prendre l’argent juste pour se nourrir, mais pour travailler, s’épanouir et aider les autres membres de leurs communautés ■

Propos recueillis par E.K.

Microfinance

Kokoumeh Fédy

Directeur Général de FUCEC-Togo

‘Intégrer les Togolais aux services financiers pour les sortir de la pauvreté’

Institution de microfinance exerçant ses activités au Togo depuis environ 42 ans, la Fautière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo, FUCEC-Togo, est un véritable réseau financier disposant de 39 caisses de base démultipliées en points de services -- soit au total 96 représentations de Lomé à Dapaong -- desservant directement un peu plus 500.000 clients, à travers ses différents programmes et produits. En plus de permettre à ses adhérents d'épargner leur économie, la FUCEC propose une mutuelle d'assurance, le transfert d'argent, les changes manuels, ainsi que la domiciliation de salaire. Elle revendique un encours estimé à plus de 60 milliards de F CFA collectés à fin octobre dernier. Des performances qui lui valent la confiance du ministère du Développement à la Base avec qui elle travaille depuis 2009 dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements, PSAEG. Intégrer tous les Togolais aux services financiers et leur permettre de sortir de la pauvreté, telle est la mission que s'assigne la FUCEC-Togo, selon son Directeur Général, Kokoumeh Fédy. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base : Comment est né le partenariat entre la FUCEC Togo et le ministère du Développement à la Base ?

Kokoumeh Fédy : Il y a 3 ans, nous avons été sollicités à déposer une proposition pour participer à une sélection. Mais, il faut souligner que nous avons été présélectionnés parmi un certain nombre d'institutions de micro finance de notre pays. Nous avons déposé cette proposition de services. A l'issue de cela, on a été retenu pour délivrer des services de crédit dans le cadre du PSAEG [projet de soutien aux activités économiques des groupements initié par le ministère du développement à la base] dans les régions de la Kara, la région centrale et la région des plateaux. Mais chemin faisant, nous nous sommes vus confiés la région des savanes et une grande partie de la région maritime et Lomé Commune. Donc, si on prend le Togo, dans le cadre du PSAEG, la seule partie de notre pays où on n'intervient pas, c'est la préfecture du Golfe en dehors de Lomé Commune. Voilà comment nous avons été sélectionnés et nous sommes rentrés en partenariat avec le ministère du Développement à la base.

En quoi est-ce utile, nécessaire, opportun pour les populations de disposer de microcrédit ? Je suppose que c'est l'essence même de votre activité.

L'essence même de notre activité, c'est d'abord intégrer dans le circuit financier un certain nombre de personnes, la majorité d'ailleurs, qui est exclue des services financiers classiques. C'est d'intégrer ces personnes, leur donner accès aux services financiers, notamment le service de crédit et d'épargne. C'est ce à quoi nous voulons parvenir parce que l'une des manifestations de la pauvreté, c'est l'exclusion financière. Il y a beaucoup de gens qui peuvent faire des choses, qui savent faire des choses, mais parce qu'ils n'ont pas de moyens financiers, ils ne peuvent pas exercer les activités qu'ils savent faire et en vivre. Cela fait qu'ils végètent et sont dans la pauvreté, dans le dénuement. Au Togo aujourd'hui, il y a environ 80% de personnes qui n'ont pas accès aux services financiers. Donc, notre but, c'est intégrer ces personnes aux services financiers et leur permettre d'exercer des activités et de se sortir progressivement de la pauvreté. C'est un énorme défi, mais c'est un défi passionné.



Photo Erick Kaglan

En quoi le microcrédit que vous accordez à ces personnes change-t-il leur quotidien ?

Cela change leur quotidien sur des choses qui peuvent nous paraître aussi banales, mais qui sont des choses fondamentales. Du moment où quelqu'un peut exercer une activité grâce au microcrédit, cela lui permet à lui-même et à ses enfants d'en vivre, de s'assurer au moins les 3 repas du jour. Pour dire les choses plus simplement, cela leur permet de manger, d'avoir de la nourriture sur leur table. Parfois, nous qui avons l'habitude d'avoir la nourriture sur nos tables, nous ne réalisons pas que pour certains, c'est un exercice extrêmement difficile que de rester affamés. Cela fait très mal. L'autre chose est que cela leur permet de se soigner. Ça permet également de scolariser les enfants. Aujourd'hui, nous faisons du petit crédit à l'habitat à ces personnes. Cela leur permet d'avoir leur petite maison et d'y vivre. Bref, cela leur permet d'avoir une certaine dignité humaine.

Quels sont les profils des bénéficiaires de vos crédits ?

Les profils sont aussi variés que vous pouvez l'imaginer. Vous avez la dame qui demande 5.000, 10.000 ou 15.000F pour acheter quelque chose et revendre ; vous avez la dame ou le monsieur qui veut du crédit pour sa petite agriculture... Les profils sont

variés et les montants sont très indicatifs. Il y en a qui ont besoin de 5 millions ou de 10 millions. Ceux qui ont aujourd'hui besoin d'un crédit de 10 ou 15 millions ont commencé avec 15.000 ou 20.000 F CFA. Leurs activités prospérant, ils ont prospéré aussi.

Après plus de 42 ans d'activités, quelles sont aujourd'hui vos perspectives ?

Nos perspectives sont des perspectives d'approfondissement de ce que nous sommes en train de faire depuis 42 ans. Nous touchons aujourd'hui un peu plus de 500.000 personnes directement. Mais au Togo il y a plus de 6 millions d'âmes. Faites la différence et vous constaterez qu'il y a encore une marge importante de progression à faire. Nous voulons que la FUCEC, qui est une entreprise coopérative appartenant à ses utilisateurs, soit connue de ses clients afin que le plus grand nombre possible de Togolais adhère à cela. Plus nous serons nombreux, plus l'entreprise s'enracinera plus profondément. Je peux vous donner un exemple. Si vous allez au Canada et plus précisément dans la province du Québec, ils sont en tout 7 millions là-bas. Mais l'entreprise coopérative d'épargne et de crédit est si implantée que 6 millions de Québécois sont membres ou clients des coopératives d'épargne et de crédit. Notre ambition est d'aller vers ce résultat. On est à 500.000 aujourd'hui. Mais demain on veut aller à 700.000 puis 800.000 puis un million de Togolais qui croient à la coopérative d'épargne et de crédit. Pourquoi pas deux millions? La deuxième chose que nous voulons en termes de perspectives, c'est d'innover dans nos produits. En 1997, nous avons repris un peu ce que les gens faisaient à l'époque, ce qu'on appelait communément «yes yes», et nous l'avons modernisé. Cela a été une innovation majeure. Notre perspective pour 2012, 2013 en allant, c'est de permettre à tous ceux qui veulent opérer dans le cadre du produit que nous appelons le système de collecte sur place, et que d'autres appellent généralement la tontine, de le faire aisément. Aujourd'hui nous l'avons mis à 100 F CFA et cela a exclu encore certains. Nous sommes en train de travailler fortement sur la technologie pour permettre à tous ceux qui veulent épargner même un franc par jour de le faire. Donc, l'innovation rentre dans les perspectives les plus importantes pour nous. La dernière perspective, c'est assurer la sécurité de la petite épargne que nous collectons. Pour nous à FUCEC, la sécurité consiste à ce que tu viennes trouver exactement, quand tu le veux, la somme que tu as déposée chez nous ■

Propos recueillis par E.K.

Microfinance

Bouffée d'oxygène

Quelque 17 groupements d'activités génératrices de revenus issus des cinq régions du Togo se sont vus octroyés fin mars dernier des chèques dont les montants varient entre 232.800 F et 3.000.000 F CFA (soit un total d'environ 26 millions F CFA); ceci dans le cadre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du développement à la base depuis 2008.

Ces chèques représentent 60% du financement total alloué à ces groupements. Les 40% restants leur seront versés après une évaluation du démarrage effectif de leurs activités. Ils ne rembourseront que la moitié des crédits qui leur sont octroyés.

Les groupements bénéficiaires mènent des activités génératrices de revenus variées allant de la fabrication de savon antiseptique à la production de miel, en passant par l'élevage de poules pondeuses, de porcs ainsi que le maraîchage, la riziculture etc.

Les fonds accordés aux groupements dans le cadre du PSAEG ont été prélevés d'un 'financement direct' de 100 millions de CFA mis à la disposition du ministère par l'opérateur principal de téléphonie Togo Télécom dans le cadre d'une convention de financement global de 1,5 milliards de F CFA signée en avril 2011.

Le financement global qui s'étale sur 5 ans prévoit 300 millions/an, soit 200 millions de fonds de garantie aux institutions de micro finance pour l'octroi de microcrédits aux groupements et 100 millions de financement direct des activités dudit projet.

Au titre de ce financement direct, une subvention non remboursable de 20 millions de F CFA avait été octroyée en décembre dernier au groupement IS

SALINTO situé à Kéta-Akoda, préfecture des Lacs, pour financer une partie de son projet d'extraction de sel marin. De même, le groupement agricole des producteurs d'anacarde de Tchamba (GAPAT) a reçu, en février dernier, des équipements composés de 100 vélos, 100 coupe-coupe et 100 paires de bottes pour une valeur totale de 5.130.000 F CFA.

Ce financement direct de Togo Télécom a également permis au ministère du Développement à la base d'entreprendre la construction et l'équipement de quatre unités modernes de transformation de manioc dans les localités de Dalavé (Zio), Kpové (Haho), Pagala (Blitta) et Daoudè (Assoli), pour un montant de 25 millions de F CFA, dans le cadre de la redynamisation de son projet Plantes à Racines et Tubercules (PRT).

Une vingtaine de jeunes entrepreneurs ont également reçu dans la foulée des chèques allant de 350.000 F à 700.000 F CFA (soit un total de 9.450.000 F CFA, représentant une moyenne de 50% du financement total), pour démarrer leur micro entreprise dans le cadre du Fonds national d'insertion des jeunes ; un fonds initié par l'Etat pour appuyer le Fonds d'insertion pour les jeunes (FIJ) de la CONFEJES, la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays francophones.

25 autres jeunes entrepreneurs ont reçu début août dernier des chèques d'un montant total de 6 273 000 F CFA pour la mise en œuvre de leurs projets d'entreprises. Parmi eux, 9 sont bénéficiaires d'une subvention du FIJ. Les 16 autres sont appuyés directement par l'Etat togolais.

Tous ces jeunes recevront à terme un montant de 1.000.000 F CFA destinés à mettre en œuvre leurs projets agricoles et commerciales, notamment l'élevage de lapins, de moutons, de dindons, de production de biscuits, de commercialisation d'articles scolaires et de produits agricoles, de fabrication de claustra et de vente de gravier. Ce montant leur est versé en tranches successives après des suivis-évaluations.

32 jeunes avaient déjà bénéficié, en décembre dernier, d'une subvention partielle de 17 millions de F CFA au titre de l'année 2011.

Soulignons que les jeunes entrepreneurs ne devront rembourser que 20% des financements qui leur sont accordés ■

E.K.



LA MAISON DE LA CHANCE



2470, Avenue de la chance - BP: 895 - Tél: +228 22 53 57 00 - Fax: +228 22 51 35 08 Lomé - TOGO

LOTO

BENZ - DIAMANT - KADOO - SPORT

Lundi

Mercredi

Vendredi

Samedi



Jouez petit et Gagnez **GROS**

Plus jamais pareils, après Songhaï...

Du nom du prestigieux empire ouest-africain Songhaï fondé entre le 14^e et le 15^e siècle, le centre de formation agricole Songhaï basé à Porto-Novo au Bénin se veut un centre de référence d'où ne sortent que de jeunes entrepreneurs agricoles aux idées expansionnistes et progressistes. Manapawai Awesso, 38 ans et Aboulaye Issifou, 32, y sont passés entre mai et août 2011. Layi Salami, 33 ans, lui, y a appris 3 ans plus tôt, à valoriser les produits agricoles par la transformation de fruits périssables en jus de fruits, sirop et confitures naturelles. Tous se sentent aujourd'hui suffisamment armés, de retour de leur formation et comptent se mettre au service de leurs communautés. Reportage...





A

vant, je faisais les choses en véritable amateur. Aujourd'hui, grâce au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses de façon professionnelle', avoue, toute heureuse, Awesso.

Son Certificat d'Aptitude Pédagogique en poche, elle débute d'abord en 1997 une carrière d'enseignante vacataire dans une école privée de Notsé dans l'espoir d'être un jour intégrée dans la fonction publique. Mais cet espoir va s'évaporer au fil des années. Et pour cause, malgré ses multiples tentatives aux concours d'entrée dans la fonction publique, point de réussite à l'horizon.

'La diversité de formations que nous a dispensées le centre m'a ouvert les yeux sur les possibilités de faire d'autres expériences que celles que je faisais déjà'.

'Après ces échecs répétés, je me suis dite que l'agriculture pouvait être un créneau porteur. J'ai donc décidé de me lancer dans cette aventure', confie Awesso.

C'est ainsi que la 'fonctionnaire ratée', comme elle se présente elle-même, commencera à donner des coups de main à ses grands frères qui s'occupaient d'une petite entreprise agricole familiale produisant du riz, du maïs, du soja, des ignames et d'autres cultures à petite échelle.

'Tout se faisait de façon désorganisée au sein de notre petite entreprise. L'essentiel était de récolter quelque chose après la culture. L'élevage se pratiquait un peu n'importe comment. Bref, nous n'avions aucune notion des techniques d'organisation pour augmenter nos rendements et avoir plus d'argent si possible', affirme Awesso.

Mais, heureusement, le meilleur était devant elle.

Un jour, le secrétaire de notre association dénommée AJAM, qui veut dire Association des Jeunes Agriculteurs Modernes, a lu dans Togo-presse une annonce relative au recrutement et à la formation de jeunes entrepreneurs agricoles. Nous avons rapidement réuni les dossiers et grâce à Dieu, j'ai été retenue».

Une trentaine de jeunes entrepreneurs agricoles togolais ont ainsi été sélectionnés par le ministère du

Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes pour renforcer leurs capacités entrepreneuriales au Centre Songhaï entre mai et octobre dernier. Les formations ont été prises en charge d'une part, par l'Etat togolais et d'autre part, par le Centre de Développement de la Jeunesse et des Sports (CDJS) de la CEDEAO, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest -- l'objectif final étant de promouvoir l'entrepreneuriat agricole dans les secteurs de la production animale et végétale et de la transformation agroalimentaire notamment.

'Au cours de cette formation au Centre Songhaï, j'ai appris beaucoup de choses. Je ne connaissais presque rien de la production animale en dehors de ce qui se fait traditionnellement. On élevait à la maison de la volaille et c'est juste cette expérience que j'avais. J'ai choisi de suivre la formation en production animale parce que d'une part, cela faisait partie de nos projets et d'autre part, parce que je me disais qu'en acquérant des connaissances en la matière, nous pourrions facilement mettre en œuvre le projet d'élevage qui nous tenait beaucoup à cœur et dans lequel nous comptons nous lancer', confie la jeune entrepreneure. Elle qui, dans un passé récent, n'apportait aucun entretien à la petite volaille qu'elle élevait, compte maintenant changer de fusil d'épaule et y apporter un grand soin.

'On ne faisait pas de projet sur papier et on faisait les choses de façon amateur et archaïque. Mais au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses avec rigueur'.

'Avant je ne pensais pas qu'on puisse construire des abris bien propres pour les poules, pintades, dindons et autres. On disposait juste quelques claies et paille dans lesquelles ces volatiles dormaient sans qu'on ne se soucie de leur santé, leur alimentation etc. Le matin, on se réveillait et si c'est du maïs pourri qu'on trouve, on le leur jetait. Parfois on oubliait de leur servir de l'eau et ils buvaient à même le sol. Aujourd'hui, ma mentalité a changé après la formation que j'ai suivie', confie Awesso.

'Le simple fait de les voir attachées sur des vélos aujourd'hui, la tête pendue vers le bas me fait mal. Car, on gagnerait mieux à élever ces animaux de façon



Une unité de transformation de jus d'ananas

plus professionnelle. On peut vivre de cela et éviter de continuer à survivre de l'élevage de ces bêtes. Je me sens désormais plus aguerrie. Quand on va démarrer notre activité, les gens seront séduits par notre technique et progressivement, cela induira un changement de comportement. Je sais que dans mon entourage, beaucoup de personnes apprendront de moi. Il y aura une révolution progressive dans le domaine de l'élevage de poules pondeuses', pense-t-elle.

Grâce aux notions acquises au cours de sa formation, Awesso compte également se lancer dans la pisciculture et le maraîchage.

'La pisciculture et le maraîchage étaient également dans nos projets, mais nous n'avions pas eu l'idée de suivre une formation en la matière. Toutefois, la diversité de formations que nous a dispensées le centre m'a ouvert les yeux sur les possibilités de faire d'autres expériences que celles que je faisais déjà'.

En plus d'avoir appris l'importance de l'intégration des activités qui permet d'utiliser les résidus d'une production agricole pour les besoins d'une autre, la jeune entrepreneure a également acquis la notion d'organisation des activités. Le planning étant d'une importance capitale dans tout travail.

'On ne faisait pas de projet sur papier et on

faisait les choses de façon amateur et archaïque. Au centre Songhaï, j'ai appris à faire les choses avec rigueur. Avant, on s'absentait de nos activités comme on le voulait sans penser aux inconvénients. Maintenant, plus question de répéter tout cela. Nous avons appris à travailler dans l'endurance et à mieux gérer les ressources humaines et matérielles essentielles à la bonne marche d'une entreprise'.

Nantie, à son retour de Songhaï, d'un ambitieux plan d'affaires se chiffrant autour de 20 millions de F CFA dont un financement sollicité de 9 millions de F CFA, Awesso reste confiante que son projet retiendra l'attention des institutions de micro finance.

'Les institutions de micro finance n'ont aucune raison de s'inquiéter. J'ai désormais les outils nécessaires pour mettre en œuvre ce projet après mon passage au centre Songhaï. Nous croyons en la rentabilité de notre projet et on sait qu'on va y arriver', laisse entendre Awesso avant de conclure:

'Aujourd'hui, on peut me proposer n'importe quel poste dans l'enseignement; je n'irai pas parce que grâce au centre Songhaï, je crois plus que jamais en l'agriculture'.

Même conviction chez Aboulaye Issifou, un autre jeune bénéficiaire de cette formation au Centre

Songhaï. C'est dans son village natal Tchavadè, que nous le retrouvons, à 8 km au Nord-Est de Sokodé.

A la différence d'Awesso, c'est en agroforesterie que lui a choisi de se perfectionner. Et pour cause, Aboulaye a un grand penchant pour la culture du Moringa, un arbre tropical à usages multiples, utilisé comme complément nutritionnel, flocculant pour le traitement des eaux, huile cosmétique, légume, fourrage, mais dont les habitants de son village ignorent l'importance.

‘Mon passage au centre Songhaï m’a ouvert les yeux sur les différentes utilisations que je peux faire du Moringa’.

La formation au Centre Songhaï lui a notamment permis d'en savoir un peu plus sur les vertus de cette plante. Elle lui a ouvert les yeux sur la nécessité d'intensifier sa production de Moringa. Abdoulaye se donne pour mission de vulgariser cette plante ; tant mieux si le Moringa devient la première culture chez lui. Ce sera sa façon à lui de participer au développement de sa communauté.

‘Mon passage au centre Songhaï au Bénin m’a ouvert les yeux sur les différentes utilisations que je peux faire du Moringa, une plante que j'affectionne particulièrement et dont la culture sera d'une grande utilité pour ma communauté. Et donc, c'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi cette formation’, indique Aboulaye.

Mais les acquis de notre jeune entrepreneur agricole ne s'arrêtent pas à l'agroforesterie. Loin de là. Aboulaye a également acquis des notions sur la transformation agroalimentaire et la production du biogaz.

C'est ainsi qu'il a appris à faire du yaourt et du lait, de la pâtisserie, des biscuits à base du soja, des sandwiches, des gâteaux, pour ne citer que ceux-là. Le centre Songhaï lui a également permis de cerner les notions sur l'utilisation des produits végétaux et animaux pour produire du gaz bio.

‘De façon générale, cette formation me sera utile pour poursuivre et développer davantage mon activité agricole en mettant en valeur le système intégré pour une agriculture durable’, se félicite-t-il.

Comme Awesso, Aboulaye dispose d'un plan d'affaires qu'il a intitulé ‘Projet de production et de transformation du Moringa, des mangues, des agrumes

associées à l'élevage des bovins’.

‘Le projet est évalué à 32 millions de F CFA, mais l'appui que je sollicite est de 11 millions 300 mille F CFA. Cette somme va servir à exploiter une superficie de 3 hectares de Moringa, 2 hectares de mangues et un hectare d'agrumes associés à l'élevage des bovins durant trois ans avec la transformation de ces produits’, explique-t-il.

Fort des expériences acquises au Bénin et croyant dur comme fer que son projet a un avenir certain, Aboulaye ne pense qu'à une chose : réussir dans son domaine et être un exemple pour les autres.

‘Avec toutes ces connaissances acquises au centre Songhaï, mon rêve est de m'auto suffire financièrement et aider les autres jeunes à emboîter mon pas. En plus, j'ambitionne d'être un expert en agriculture et un pionnier, un modèle dans mon domaine’.

‘J’y ai également appris à utiliser les produits végétaux et animaux pour produire du gaz bio, et à fertiliser le sol aussi avec les déchets du gaz’.

Outre la formation de la trentaine de jeunes à Songhaï, quelque 60 autres jeunes ont été retenus en 2011 et 2012 pour suivre des formations similaires au sein de trois centres nationaux à savoir le Centre International de Développement Agropastoral (CIDAP) à Niamtougou, le centre Opportunity Industrializer Center (OIC) basé à Notsè et l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, à Kpalimé.

Ces jeunes ont été sélectionnés par l'Institut africain pour le développement économique et social (INADES-Formation) -- une institution spécialisée dans la formation -- à la suite d'appels à candidatures.

A la fin de leur formation, tous ces jeunes, nantis de leurs propres plans d'affaires, sont mis en contact avec des institutions de financement pour la mise en oeuvre de leurs projets ■

E.K



CECA

La microfinance qui vous rassure

IMCCM/CECA à Lomé - Kadjoviakopé - BP: 12874

Tél.: (228) 22 22 64 93 / 22 20 41 25 / 22 25 01 14 / 22 27 70 70 - Fax: (228) 22 22 62 70

Entreprenariat

Ecole agricole

Une trentaine de jeunes entrepreneurs agricoles togolais suivent depuis le 16 juillet dernier une formation de quatre mois destinée à 'renforcer leurs capacités entrepreneuriales' dans les filières de la production végétale et animale, de la transformation agroalimentaire et de l'agriculture intégrée. Ils sont répartis dans trois centres nationaux de formation, à savoir le Centre International de Développement Agro Pastoral, CIDAP de Baga, l'Opportunity Industrialization Center (OIC) de Notsè et l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové.

'Nous entendons, par cette formation, renforcer les capacités entrepreneuriales de ces jeunes et les aider à créer leurs propres emplois pour être des modèles de développement agricoles au niveau de leurs localités respectives', a indiqué Mensah Agbogbazé, le coordonnateur du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) piloté par le ministère du développement à la base, un projet qui prévoit la formation des groupements et des jeunes entrepreneurs, outre les appuis technique et financiers qui leur sont apportés.

'Ces jeunes, dont l'âge est compris entre 21 et 34 ans, ont été sélectionnés sur la base de leurs motivations au métier de l'agriculture', a souligné M. Agbogbazé.

Quelques participants interrogés par Chroniques de la Base n'ont pas caché leur joie.

'Cette formation va me permettre d'enrichir mes connaissances dans le domaine de la production des épices, notamment du gingembre', se réjouit Wessa Gagnon, 23 ans.



Photo Erick Kaglan

La jeune entrepreneure espère pouvoir s'auto employer très bientôt, gagner sa vie et faire développer l'agriculture togolaise.

François Dovi, 26 ans, lui, avait déjà certes un pré requis dans la production avicole, mais sa curiosité est encore grande : 'Peu importe le bagage qu'on puisse avoir déjà, il y a toujours mieux à apprendre ailleurs'.

'Je compte diversifier mes compétences et ne pas seulement me cantonner à l'aviculture, mais peut-être aller voir la pisciculture, le maraîchage etc.', souligne François.

Cette vague de trente-et-un jeunes est la deuxième après une première vague de 28 jeunes formés aux mêmes techniques agricoles en 2011 dans les mêmes centres nationaux. D'autres jeunes encore plus chanceux ont pu bénéficier de cette formation au Centre Songhaï au Bénin, réputé être l'un des meilleurs en Afrique de l'Ouest ■

E.K.

Equipements agricoles

Une quarantaine d'organisations paysannes ainsi qu'une dizaine de jeunes entrepreneurs agricoles ont bénéficié en fin avril dernier à Wahala, préfecture de Haho (environ 125 km de Lomé), d'un lot d'équipements agricoles dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Soutien aux Activités Economiques des Groupements (PSAEG) initié par le ministère du Développement à la Base depuis décembre 2008.

Le lot d'équipements évalué à 60 millions de F CFA se compose notamment de motopompes (pouvant tirer jusqu'à 100 m³ d'eau par heure), d'égreneuses de maïs (800 – 1000 kg de grains par heure), de décortiqueuses de riz de grande capacité, de moulin à maïs, de motoculteurs, de rappeuses et presses à manioc, de malaxeuses, de bac de torréfaction, de tonneaux et seaux plastique, de marmites, de coupe-coupe, de pioches, de pelles, de râpeaux, d'arrosiers et de pulvérisateurs.

La dizaine de jeunes entrepreneurs bénéficiaires -- dont la plupart ont été formés au Centre Songhaï au Bénin en 2011 et dans les centres nationaux de formation agropastorale -- et les organisations paysannes sont issues des cinq régions économiques du Togo. Leurs activités varient du maraîchage à la culture de maïs, de riz, de manioc ainsi qu'à la transformation agroalimentaire.

Rappelons que le PSAEG vise à renforcer les capacités techniques, organisationnelles et de gestion des groupements. Il vise par ailleurs à faciliter l'accès des membres des groupements au microcrédit pour le développement de leurs activités génératrices de revenus (AGR).

Plus de 7500 groupements ont ainsi bénéficié de soutien dans le cadre de ce projet depuis son démarrage en 2008.

Pour le compte du financement des AGR, les Institutions de micro finance partenaires du projet, FUCEC et WAGES, ont mobilisé, en trois ans, environ 4 milliards de F CFA de microcrédit au profit de plus de 27.000 bénéficiaires, sur la base des fonds de garanties déposés auprès d'elles par l'Etat ■

E.K.



*Un jeune agriculteur de Yadè
(Région de la Kara) de retour
du champ avec une grappe de noix
de palme sur la tête*

Photo Erick Kaglan

Leadership

Monique Handlos

Miss TOGO 2011

‘J’ai voulu participer au réveil des consciences’

Sacrée Miss Togo en septembre 2011, Monique Quizi Handlos, 20 ans, est la première reine de beauté togolaise à avoir dédié son mandat à la promotion du développement à la base à travers son projet social qui s’articule essentiellement autour de l’autonomisation de la femme rurale. Son mandat d’un an arrive à terme après l’élection de son successeur, Camih Epiphane Gantin, début septembre dernier. Dans cette interview, Chroniques de la Base fait le bilan avec Mlle Handlos dont le seul souci était de contribuer au réveil des consciences. Lisez plutôt.

Chroniques de la Base: Vous êtes la première Miss Togo à avoir consacré son mandat à la promotion du Développement à la base. Pourquoi ?

Monique Quizi Handlos: Aujourd’hui, il est clair que le développement du Togo est une affaire de tous. Il est tout aussi évident que tout développement doit se construire sur une bonne base. Partant de là, mon engagement dans un tel projet social a pour but de participer au réveil des consciences, attirer plus d’attention sur cette politique du développement à la base qui, je le crois, va apporter un développement harmonieux à notre pays. Il faut avouer qu’au début, je ne connaissais pas grand-chose dans ce domaine. Mais aujourd’hui, la réalisation de ce projet m’a permis d’acquérir de nombreuses connaissances dans ce secteur et je suis très contente de m’y être essayée. Je voudrais ici saluer la constante sollicitude de la ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomégah Dogbé, qui n’a ménagé aucun effort pour la réussite de ce projet. Elle a même accepté de temps en temps de bousculer son programme pour être avec moi dans mes

diverses sorties. Et je voudrais lui témoigner ici toute ma reconnaissance ainsi que celle du Comité Miss Togo.

Comment concrètement vous en êtes-vous prise pour réveiller ces consciences ?

Le Comité National Miss Togo, avec le soutien du sponsor officiel Moov-Togo, s’est adressé au Ministère du Développement à la Base, qui nous a aidés à recenser plus de trois cent (300) femmes réparties à travers les cinq régions économiques du pays. A ces femmes, nous avons eu à remettre du capital matériel pour le démarrage d’une activité génératrice de revenus. Au-delà des 300 femmes, le ministère du Développement à la base nous a également permis de sélectionner dix (10) groupements de femmes déjà constitués à raison de deux groupements par région. Nous avons alors remis à chacun de ces groupements un chèque de un million (1.000.000) de francs CFA pour leur permettre de démarrer un projet ou encore de renforcer les activités génératrices de revenus qu’elles menaient déjà.



Photo Comité National Miss Togo

Pourquoi avez-vous ciblé les femmes?

Nous avons choisi la femme parce que d'une part, le concours Miss Togo célèbre la femme, et d'autre part, vous savez qu'en Afrique, la femme est souvent le pilier central de la famille. Dans une famille où la femme se porte bien, c'est toute cette famille qui est en forme. C'est ce qui nous a motivés dans le choix de cette cible principale vers laquelle nos actions ont été dirigées. La Corée a axé son développement sur l'éducation à la base d'où son succès aujourd'hui. Le Comité Miss Togo est également dans cette ligne d'autant plus l'année dernière, le thème se consacrait à la scolarisation de la jeune fille. C'est toujours dans cette même lancée que ce projet est initié dans la mesure où la femme qui se porte bien est en mesure d'assurer une bonne éducation à ses enfants. Ce projet ne vise entre autre qu'à contribuer à l'amélioration de la condition de la femme afin que cette dernière puisse en toute sérénité assurer son rôle de mère éducatrice des enfants dans le foyer.

‘Améliorer la condition de la femme pour qu'elle puisse assurer son rôle de mère éducatrice des enfants’. *Mlle Handlos*

Comment évaluez-vous votre bilan au regard des réalités que vous avez constatées sur le terrain ?

Les lettres de remerciements et de félicitations qui nous parviennent au Comité et les nombreux autres sollicitations qui nous sont également envoyées depuis le début de ce projet social sont le témoignage que nous avons fait notre modeste part, mais que les défis de développement sont encore énormes et que c'est avec la contribution de tous, de l'Etat, du secteur privé, que nous arriverons à relever ces défis. Grâce à notre petite contribution, aujourd'hui les 300 femmes retenues ont pu démarrer chacune une activité génératrice de revenus ; ce qui leur permet aujourd'hui d'apporter un plus à l'équilibre financier de leurs familles respectives.

Un an de mandat semble être relativement court pour relever le défi du développement à la base. Qu'auriez-vous fait si vous aviez eu plus de temps ?

J'aurais certainement fait plus, mais je considère que le fait d'avoir touché le problème du doigt est déjà un déclic. L'objectif visé n'était pas de régler le problème par une baguette magique. Il s'agissait d'attirer l'attention de tous sur l'importance du développement

Une équipe du ministère du développement à la base, faisant le suivi du financement accordé par Miss Togo au groupement de femmes transformatrices de soja, 'Givide' à Douga-Eni, Niamtougou, juillet dernier

à la base et susciter une prise de conscience au niveau national. Bien que mon mandat fait douze mois officiellement, je continuerai à m'employer, avec le soutien du comité Miss Togo et ses partenaires, dans cette dynamique dans la mesure des moyens qui seront à ma disposition.

Maintenant que vous avez cédé votre couronne à votre successeur, Camih Epiphane Gantin, qu'est-ce qui vous a le plus marqué durant votre mandat ?

Beaucoup de choses... D'abord ma vie a grandement changé. Je ne passe plus inaperçue. Ma présence partout suscite curiosité des uns et des autres. De plus, j'ai eu la chance de rencontrer des sommités, de représenter mon pays à des rencontres internationales. Ma vie de jeune fille a changé au profit d'une maturité et d'une sagesse. Comme on le dit, on est Miss une seule fois dans sa vie et la chance n'a qu'un seul cheveu. Je ne regrette pas d'avoir saisi cette chance.

J'imagine que beaucoup d'hommes vous ont tourné autour au cours de votre mandat dans le but de vous apprivoiser... Une belle femme et de surcroît une reine de beauté, ça se désire n'est-ce pas ?

C'est vrai qu'une belle femme est toujours désirée mais en tant que Miss Togo, j'ai de très bons amis. Malgré tout, le Comité National Miss Togo est resté mon seul mari. J'aurai tout le temps de me laisser apprivoiser après.

Votre statut de Miss Togo vous a donné l'occasion de voyager à travers le monde, en Afrique et en Europe. Vous avez certainement enrichi votre carnet d'adresses et vous avez fait montre de qualités de leader. Comment comptez-vous mettre à profit vos nouveaux contacts pour poursuivre votre projet social, même au-delà du cadre Miss Togo ?

Un mandat de Miss est très mouvementé. C'est vrai aussi que nous avons eu à faire quelques sorties notamment dans certaines capitales africaines : Abidjan, Bata, Brazzaville... et européennes : Paris, Bruxelles, (...) qui m'ont permis de faire des connaissances. C'est sûr que cela va peser pour quelque chose dans le futur et surtout pour la suite de l'exécution de mon projet.

Que ferez-vous après votre mandat. Quels sont vos projets ?

Je vais me consacrer à mes études. Pour le reste, on verra bien■

Propos recueillis par E.K.

moovprivilège

Plus besoin de stresser avec vos
nouveaux tarifs



79 f/min vers tous
les réseaux au Togo

99 f/min vers France, USA,
Canada, Chine, Liban,
Allemagne, Inde, Pakistan

>Composez le
***106*4#**

disposer d'au moins 5000 f
sur son compte principal

groupe
etisalat 

Plantes à Racines et Tubercules

Les femmes sont emballées par le projet

La farine de manioc communément appelée 'gari', celles de tapioca et de fofou sont désormais conditionnées (photo) par les femmes dans les villages du Togo à la faveur de la mise en place de quatre unités modernes de transformation à Pagala-Gare (Blitta), Dacko (Assoli), Kpové (Haho) et Dalavé (Zio) dans le cadre du projet Plantes à Racines et Tubercules piloté par le ministère du développement à la base. Il s'agit d'un conditionnement moderne destiné à valoriser cette denrée produite et commercialisée par les femmes. Ces dernières sentent leurs activités boostées du coup.

Le lancement officiel des activités de ces unités de transformation de manioc s'est déroulé le 16 juillet dernier à Pagala-Gare, 270 km au nord de Lomé, cérémonie présidée par le directeur de cabinet dudit ministère, Yawotse Vovor.

Lesdites unités se composent d'un abri, d'un moteur diesel, de râpeuses et presses en inox, de fours, de cuiseurs à gaz, de tables de séchage, de machines à souder et d'un groupe électrogène. Elles sont destinées à moderniser la transformation du manioc en gari (farine) et en tapioca. Autrefois, la transformation se faisait de façon traditionnelle avec du bois de chauffe. Désormais, elle se fera à base de gaz.

Évalués à 34 millions de F CFA, ces équipements ont été installés dans les quatre localités avec l'appui des opérateurs de téléphonie Togo Télécom et Togo Cellulaire.

'Ils permettront d'une part de porter à échelle la production du gari et du tapioca et d'autre part de faciliter l'écoulement des produits des groupements producteurs bénéficiaires du projet PRT afin de leur permettre de rembourser leur crédit agricole à la

banque', espère le coordonnateur du projet PRT, André Pantom.

Pour rappel, les groupements producteurs de manioc -- désormais clients potentiels des transformatrices de manioc -- avaient reçu des microcrédits auprès de la Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit (BPEC), partenaire du ministère, pour optimiser leurs rendements.

'Nous entendons par la mise en place de ces unités de transformation créer des emplois au profit des femmes des localités ciblées et contribuer ainsi à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales', a affirmé M. Pantom qui a annoncé par ailleurs que d'autres unités de transformation seront installées dans d'autres localités avant la fin de l'année, 'afin de pouvoir définir réellement une chaîne de valeurs autour du manioc à travers sa production, sa transformation et sa commercialisation'.

Soulignons qu'en prélude au démarrage des activités de transformation, une formation à l'autogestion de ces unités a été organisée du 28 février au 03 mars à l'intention des responsables de groupements de ces localités ; formation assurée par des cabinets d'études spécialisés dans la formation et la transformation agroalimentaire.

Initié depuis 2009, le projet PRT vise à promouvoir l'auto-emploi des jeunes et des groupes vulnérables -- parmi lesquels les femmes -- freiner l'exode rural et favoriser l'autosuffisance alimentaire à travers les cultures des plantes à racines et tubercules, notamment le manioc et l'igname. Les producteurs de manioc bénéficiaires du projet PRT sont en majorité des jeunes, membres de plus de 570 groupements agricoles ■

E.K.

(Pour toute information, contactez les numéros sur les emballages)



Les tomates de l'intégration italo-togolaise

ADapaong, région des Savanes, au Nord-Togo, se développe une extraordinaire dynamique d'intégration à partir de la culture de la tomate. Une intégration culturelle ou culturelle, serait-on tenté de dire, mais elle est avant tout économique, en ce sens qu'elle permet aux jeunes filles déscolarisées du milieu de se faire une place au soleil. A l'origine de cette dynamique, une fondation italienne, la "Fondazione Milano per Expo 2015" qui, avec la facilitation et l'accompagnement du gouvernement togolais, ambitionne de sortir la culture de la tomate au Togo des sentiers battus : Difficultés pour les paysans du milieu de conserver, transformer, conditionner et commercialiser leur tomate, faute d'organisation et d'appui technique suffisants... La tomate, cultivée en contre-saison, est pourtant l'une des plus importantes cultures dans cette région où la subsistance de presque toutes les familles dépend de l'agriculture ; d'où l'implantation du projet Jeunes Filles Pour Agro, J.F.P.A. Déjà, un label : Tomatogo, produit, conditionné sur place et présenté bientôt au prochain Expo 2015, qui aura lieu dans la ville de Milan, en Italie.





Le projet, selon ses responsables, vise l'intégration économique des jeunes filles déscolarisées à travers la transformation de la tomate et d'autres produits agricoles de la région des Savanes.

'Les enquêtes effectuées sur le terrain nous ont permis de remarquer que la tomate constitue la principale culture de contre-saison de la région des Savanes. Seulement, la grande production est souvent gaspillée en fin de saison, faute de moyens de conditionnement et de conservation. C'est pour mettre un terme à cette situation que la 'Fondazione Milano per Expo 2015' s'est fixée pour objectif d'appuyer la création d'un débouché durable pour la production régionale de tomate, à travers la transformation de cette denrée en produits commercialisables au Togo et dans le reste de la sous-région', explique Marco Galligani, ingénieur agronome italien et chef du projet.

'L'économie togolaise est essentiellement basée sur le secteur agricole et, dans une moindre mesure, sur le tertiaire, avec une absence quasi-totale du secteur industriel, exception faite pour une poignée de grandes industries installées au Sud du Togo et dans la Zone Franche ; cette situation est l'une des causes principales du déséquilibre de la balance commerciale du pays et de la constante diminution du pouvoir d'achat des citoyens togolais', fait-

il remarquer.

En ce qui concerne la production de la tomate, le projet sensibilise et appuie les producteurs sur les techniques et l'échantillonnage de la production, pour avoir une offre constante de tomate de la fin du mois de septembre jusqu'au mois d'avril. Avec l'appui technique de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (I.T.R.A.), deux nouvelles variétés de tomate adaptées à la transformation sont entrain d'être testées.

Des formations théoriques et pratiques sur les techniques de transformation, l'hygiène, la qualité et les normes de fabrication sont par ailleurs organisées au profit des bénéficiaires du projet.

'Nous renforçons aussi leurs capacités entrepreneuriales, de gestion des coopératives et les sensibilisons sur les questions de genre. En vue de mettre à leur disposition des instruments pratiques pour bien mener leurs activités. Le projet contribue en outre au financement d'un Centre d'Innovation et de Formation des Femmes (C.I.F.F.) dans la Ville de Dapaong et de sept unités de transformation en zone rurale', indique M. Galligani.

Au total 51 jeunes filles de la localité, dont 12 choisies en milieu urbain et 39 en milieu rural, sont bénéficiaires du projet. Mais ce chiffre pourrait doubler

dans les mois à venir, après l'identification de 4 autres coopératives, à en croire le responsable du projet.

‘Les jeunes filles bénéficiaires du projet vont participer à deux stages d’alphabétisation fonctionnelle leur permettant de renforcer leurs capacités de communication. Ensuite, grâce au processus d’auto emploi dont elles seront les actrices principales, elles auront accès à des revenus stables leur permettant d’améliorer leurs conditions de vie, aussi bien à un niveau économique que social. Ces revenus vont contribuer à la stabilité économique de leurs familles, ainsi qu’à leur indépendance économique au sein de leur foyer’, souligne Marco Galligani.

Selon lui, la présence au sein d’une communauté rurale ou urbaine d’une telle activité économique animée par des autochtones, suscitera l’intérêt des autres membres de la communauté, même dans les domaines autres que celles de la production agricole ou de la transformation semi-industrielle et industrielle de produits agroalimentaires.

‘Cela fera émerger une nouvelle génération d’entrepreneurs qui susciteront in fine l’admiration de leurs communautés et partant de tout le Togo et encourageront les Togolais à consommer les produits de leurs pays’, pense-t-il ■

E.K.



Photo Erick Kaglan



En haut

Le Chef de l'Etat, Faure Gnassingbé (costume gris), visitant le stand du Projet Jeunes Filles pour l'Agro où sont exposées les tomates en conserves 'Tomatogo' lors du Forum National du Paysan le 26 février 2011 à Dapaong en compagnie de la ministre du développement à la base, Tomégah Dogbé

Ci-contre

Une unité de transformation de tomates installée par le Projet Jeunes Filles pour l'Agro à Dapaong

Réussir ensemble



Déjà plus de 25 nationalités
pour bâtir une compagnie aérienne solide

ASKY Airlines, la compagnie aérienne communautaire créée par les institutions financières de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le secteur privé (BOAD, BIDC, le groupe ECOBANK, ...) est née de la volonté des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO et de l'UEMOA de se doter d'un important outil d'intégration : Une compagnie aérienne solide.

ASKY Airlines exploite des avions de nouvelle génération B737-700 et Bombardier Q400 d'une moyenne d'âge de 4 ans et a pour partenaire stratégique Ethiopian Airlines.

ASKY Airlines a son siège à Lomé (Immeuble CEDEAO), emploie plus de 25 nationalités et dessert 20 pays en Afrique de l'Ouest et du Centre.

Notre expansion, inlassablement, se poursuit.
Ensemble, bâtissons une compagnie aérienne communautaire solide.

www.flyasky.com





*Les chefs traditionnels et
gardiens des us et coutumes
sont mis à contribution dans
la réalisation des microprojets
sociocommunaux*

DOSSIER 4

DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Restructuration des CDB

A la rescousse des CDB 73

Qu'est-ce qu'un CDB ? 76

Microprojets communautaires

A l'Abri 78

Projet de Développement Communautaire

Le goût de l'école 84

Retenus in extremis 88

La 'Wangari Maathai' de Pagouda 92

PDCplus

'Bien plus que le PDC': Hervé Assah, Banque mondiale 96

PDC Lomé

3 ans pour expérimenter le PDC à Lomé 99

Communes du Millénaire

'Il y a des résultats, mais il reste beaucoup à faire': K. Lo N'Diaye,
Coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo 100

Programme 'Self Help'

Aide-toi, le Ciel t'aidera 104



Restructuration des CDB

A la rescousse des CDB

Il n'y a pas de centre de santé chez nous ici. Pour accoucher, les femmes doivent se rendre à l'hôpital jusqu'à Bè, Adakpamé à environ 10 km d'ici. Surtout, lorsqu'il y a des urgences, c'est dramatique parfois', révèle Komla Mensanvi, un jeune d'Attiégou, l'un des plus grands quartiers de Lomé situé dans la banlieue Est.

Selon nos recoupements, Attiégou serait le 3ème ou 4ème plus grand quartier de la capitale. Mais ici, il n'y a non plus d'adduction publique d'eau potable.

'Pour avoir de l'eau potable, il faut se rendre chez les privés pour acheter la bassine d'eau à 25 F CFA. Les habitants du quartier qui n'ont pas assez de moyens sont obligés d'aller puiser l'eau de la rivière qui n'est pas totalement potable. Il y a les bœufs qui sont là, qui boivent, qui font les défécations, urinent, etc. Mais ils n'ont pas trop le choix', poursuit Komla, un anthropologue de formation qui prête main forte de temps à autre au CDQ d'Attiégou, le comité de développement de son quartier.

Un quartier 'assailli' par des dépotoirs 'sauvages', des eaux de ruissellement verdâtres ça et là, avec des enfants, torsos nus, qui ont l'air de se plaisir dans cet environnement insalubre. Plus loin, des constructions anarchiques... Autant de défis auxquels fait face le CDQ d'Attiégou depuis quelques années. Ses responsables ont maintenant le sentiment d'être à bout de force.

'Maintenant on n'en peut plus. On est assailli de tous côtés : pas de moyens financiers pour faire face à toutes ces difficultés, pas d'équipements, pas

de formation', avoue Mawouko Koudjou Azianka, le président dudit CDQ, lors d'un entretien de collecte de données effectué par une équipe du ministère du développement à la base en juillet dernier, dans le cadre d'un projet de restructuration et de consolidation des Comités de Développement à la Base (CDB).

Les comités de développement à la base sont des institutions de développement local constitués des Comités de Développement de Quartiers (CDQ) et des Comités Villageois de Développement (CVD). Ces institutions qui existaient déjà un peu partout à travers le pays, ont été consacrées par décret fin février dernier, avec pour vocation de 'susciter chez les populations locales, l'esprit de participation au développement de leur village ou quartier dans une perspective de lutte contre la pauvreté et l'exclusion'.

Elles ont également pour rôle de 'mobiliser les énergies locales pour la résolution collective des problèmes de développement du village ou du quartier et d'aider à identifier les problèmes touchant à leur développement'.

Elles sont chargées en outre 'd'aider à la conception et à la réalisation des projets locaux, de canaliser et soutenir les initiatives locales de développement économique, social et culturel axées essentiellement sur une auto-assistance, d'entreprendre et encourager la mobilisation des ressources internes et externes et d'assurer l'interface entre les partenaires au développement intervenant dans le village ou le quartier'.

Une collectrice de données de restructuration des Comités de Développement à la Base, surprise en plein échange avec les responsables du CDQ d'Attigou, l'un des plus grands quartiers de Lomé

‘Nous collectons les données relatives à l’identification, la formalisation institutionnelle, la gouvernance et fonctionnalité, les relations extérieures et les problèmes qu’ils rencontrent dans l’exercice de leurs activités’, affirme Yao Sossou, l’un des agents de collectes rencontrés sur le terrain, soulignant que ‘les entretiens ont lieu principalement avec les autorités traditionnelles, les autorités administratives, les élus locaux, les ONG et organismes de développement qui sont un peu les porte-paroles de leurs communautés’.

‘Il s’agit d’une opération de grande envergure qui touche environ 500 localités pour permettre au ministère de disposer d’une base de données devant permettre au gouvernement et aux partenaires

techniques et financiers d’assister les CDB pour que leur fonctionnalité puisse être beaucoup plus efficace et aussi les amener à beaucoup plus d’actions concrètes sur le terrain’, explique Kouami Egah, le coordonnateur de l’opération dans la préfecture du Golfe.

‘Jusqu’à présent, nous avons recensé beaucoup plus de besoins financiers c’est-à-dire que la plupart de ces comités n’ont pas de ressources financières et n’ont pratiquement pas de ressources matérielles pour la réalisation de la plupart de leurs activités. C’est principalement le problème. Mais les besoins en formation sont récurrents dans tous les Comités que nous avons eu à rencontrer’, indique Hèzouwè Bagnan, un autre agent de collectes qui juge les requêtes des CDB



‘franches et sincères’.

‘Beaucoup n’ont pas mâché leurs mots et nous ont dit de façon franche et sincère, les problèmes qu’ils rencontrent et leurs sentiments d’avoir été oubliés jusqu’à présent’, confie Mlle Bagnan qui s’était déjà rendue dans les cantons de Baguida, Zanguéra, Togblékopé et Zogbégan pour le même exercice.

Mais ils ont aussi le sentiment d’en être pour quelque chose, selon des témoignages recueillis à Attiégou.

‘Nous avons approché entre temps le ministère de la santé qui a voulu nous construire un centre de santé de 77 lits. Mais le hic est que nous n’avons plus de parcelle disponible dans notre quartier. Ils nous ont

demandé de mettre à leur disposition un espace de 6 lots que nous n’avons pas été en mesure de trouver, tellement les gens ont construit de façon anarchique. Même, les réserves administratives sont toutes occupées’, avoue M. Azianka, le président du CDQ dudit quartier.

Autre défi à relever dans ce quartier de plusieurs milliers d’habitants : l’alcoolisme et le tabagisme qui rendent ‘insensible’ la jeunesse d’Attiégou aux questions de développement.

‘Ici, la pauvreté fait que les parents n’arrivent pas à gérer leurs enfants, à avoir la maîtrise sur eux; ça fait qu’il y a totalement un laisser-aller qui expose ou plonge les jeunes à l’alcoolisme et au tabagisme’, explique Komla Mensanvi, qui nous confie se sentir ‘très mal de ne pouvoir faire grand-chose pour les en sortir’.

‘Lorsque vous leur parlez, ils ne vous écoutent même pas. Ils restent insensibles à tout ce que vous dites pour les ramener à la raison’.

‘Si le gouvernement peut faire quelque chose pour les sortir de cet état, notamment par un programme de réinsertion sociale, ce serait bien’, suggère Komla qui se dit convaincu que la participation de la jeunesse de son quartier sera ‘déterminante pour relever les défis de développement’.

A la suite de l’opération de collecte des données, des sessions de formation seront organisées dans un premier temps au profit desdits CDB pour une meilleure appropriation de leurs rôles.

Un manuel de formation a été élaboré à cette fin début mai dernier avec l’appui de Plan-Togo et de Handicap International. Il s’agit d’un document de référence national destiné à assurer le renforcement des capacités des organisations à base communautaire pour qu’elles puissent conduire leur propre développement dans le contexte de la décentralisation. Il est constitué d’un guide du formateur et d’un livret du participant.

Treize modules traitant des thèmes divers ont été développés dans ce manuel, notamment, la protection de l’enfance et le rôle des CDB, l’élaboration, la gestion, le suivi d’un projet communautaire, mais aussi la promotion de la santé au niveau des CDB ou encore l’approche genre et comité de développement à la base.

Ces modules traitent également de la communication sociale, de l’animation communautaire, de la gestion des conflits au sein de la communauté ou encore de l’implication des personnes en situation de handicap dans le développement local. Ils avaient été validés à l’issue des réunions techniques et d’un atelier national en 2011 par les partenaires communautaires, les ONG locales et internationales, les services techniques ■

E.K.

Restructuration des CDB

Qu'est-ce qu'un CDB ?



Photo Emile Kenkou/PNUD

Les Comités de Développement à la Base (CDB) regroupent les comités de développement de quartiers (CDQ) et de comités villageois de développement (CVD), chargés d'organiser et de préparer les populations locales pour leur implication progressive et entière dans leur quête d'un minimum vital commun.

Pour permettre à ces regroupements de mieux jouer leur rôle, le ministère du développement à la base a officiellement lancé la vulgarisation d'un manuel de formation des comités de développement à la base (CDB).

Le manuel de formation - élaboré avec l'appui de plan Togo et de handicap international - est un document de référence national destiné à assurer le renforcement des capacités des organisations à base communautaire pour qu'elles puissent conduire leur propre développement dans le contexte de la décentralisation. Il est constitué d'un guide du formateur (350 pages) et d'un livret du participant (environ 250 pages).

Une dizaine de modules traitant des thèmes divers ont été développés dans ce manuel, notamment, la

protection de l'enfance et le rôle des CDB, l'élaboration, la gestion, le suivi d'un projet communautaire, mais aussi la promotion de la santé au niveau des CDB ou encore l'approche genre et comité de développement à la base.

Ces modules traitent également de la communication sociale, de l'animation communautaire, de la gestion des conflits au sein de la communauté ou encore de l'implication des personnes en situation de handicap dans le développement local. Ils avaient été validés à l'issue des réunions techniques et d'un atelier national en 2011 par les partenaires communautaires, les ONG locales et internationales, les services techniques.

L'intérêt de ce manuel est de mettre à la disposition du facilitateur non pas un produit fini sur le renforcement des capacités des CDB mais des informations essentielles susceptibles de l'aider à mieux cerner l'organisation générale du CDB et les transferts de compétences utiles et efficaces pour un développement local participatif.

Dans ce numéro de votre revue, Chroniques de la Base, nous vous présentons les généralités sur les CDB. Le comité de développement à la base (CDB) est cette structure locale de développement mise en place

démocratiquement par la population et dont la mission est de susciter la participation de la communauté, de canaliser et de soutenir une auto-assistance et une autopromotion.

On distingue deux types de CDB :

Au village, le comité villageois de développement (CVD)

En ville, le comité de développement du quartier (CDQ).

Le CDB est composé de personnes représentant les différentes couches sociales d'une communauté élue démocratiquement, résidant au sein de cette communauté et chargé de promouvoir la participation des populations pour résoudre les problèmes de la communauté.

La composition du bureau d'un CDB

Selon le décret 2012-005/PR du 29 février 2012 relatif aux CDB, en son article 19, recommande un bureau de 7 membres par CDB à savoir, le président, le vice président, le secrétaire, le trésorier général, le trésorier général adjoint et deux conseillers.

Les avantages d'un CDB:

1. La communauté définit elle-même ses priorités et reste motivée pour les réaliser ;
2. Chaque membre ou groupe de la communauté se sent engagé ;
3. Les décisions sont prises collectivement pour obtenir l'adhésion de tous ;
4. La réalisation des projets ne doit pas déséquilibrer la communauté ;
5. Les membres de la communauté renforcent leurs capacités ;
6. Le rythme de travail ou le calendrier saisonnier, le niveau de mobilisation des ressources et les coutumes de chaque communauté sont respectés ;
7. Les communautés apprennent à négocier ;
8. Les communautés suivent mieux l'évolution de leurs projets.

Mise en place du Comité de Développement à la Base

La mise en place d'un CDB nécessite des étapes suivantes :

1. **Organisation de l'étude du milieu participative**
 - Collaboration intersectorielle
 - Restitution de l'étude du milieu
2. **Rencontre préliminaire pour discuter avec les autorités traditionnelles**

3. Rencontre avec la population

4. Election des membres du comité

5. Installation solennelle du comité de développement à la base

Les différentes activités du CDB ?

La liste des activités des CDB est très longue.

Pour citer quelques unes nous parlerons de :

- La sensibilisation sur divers sujets relatifs au développement de la communauté
- La gestion des projets communautaires
- La mobilisation des fonds au sein de la population pour la réalisation des projets communautaires
- La gestion des conflits au sein de la communauté
- La convocation des réunions
- Recherche de financements des projets communautaires auprès des bailleurs de fonds
- La gestion des fonds alloués à la communauté

Importance des documents juridiques : statuts et règlement intérieur

- Les statuts et règlement intérieur sont des outils de référence sans lesquels la gestion d'un CDB est foncièrement impossible. Ils déterminent les règles de conduite et les normes pour le bon fonctionnement du CDB.
- L'élaboration des statuts et du règlement intérieur fait appel d'une part au consensus des membres des CDB et d'autre part à des compétences techniques, soit de toute personne avertie.
- Cependant c'est surtout l'adhésion de la collectivité qui confère à ces documents de référence leur valeur juridique.
- Les statuts et règlements intérieurs garantissent l'existence des CDB. C'est le fondement d'une institution ou structure bien organisée.

Les statuts et règlement intérieur définissent les règles de conduite qui régissent la vie des CDB. Ils doivent tenir compte des réalités de chaque milieu et être bien élaborés.

L'adhésion des populations aux clauses des statuts et du règlement intérieur est indispensable pour leur application ■

Microprojets communautaires

A l'abri !

Marchés, magasins de stockage, bâtiments scolaires, latrines, unités de soins périphériques : La liste des infrastructures communautaires réalisées dans le cadre du PSMICO ne cesse de s'allonger, mettant les communautés ainsi que leurs biens à l'abri des intempéries et des aléas de toutes sortes. Témoignage...

Notre nouveau marché est une première dans le milieu. Cela fait un moment qu'on l'attendait. C'est un trésor pour nous les femmes', s'exclame Victoire Abi, présidente des femmes revendeuses du marché de Sotouboua (environ 290 km au Nord de Lomé), région centrale.

Construit au pied du mont Foukpa, juste à côté de l'ancien en délabrement avancé, le nouveau marché de Sotouboua aux murs beiges coiffés de tôles rouges s'étend sur une superficie de 3,5 hectares ; une 'fierté' pour Mme Abi et les autres revendeuses de la localité qui se félicitent de s'être investies et d'avoir apporté leur pierre à sa construction.

'Nous avons puisé de l'eau, fait le remblai et participé activement à presque toutes les étapes de la construction du nouveau marché', affirme-t-elle.

'On s'attendait juste à de petits hangars, pas des hangars aussi grands. Mais finalement, on a eu beaucoup plus que ce qu'on espérait. Et quand la construction tirait à sa fin, nous étions déjà toutes pressées de nous y installer', ajoute-t-elle.

Ce nouveau marché, Victoire Abi et les siens n'ont pas que le sentiment de l'avoir construit de leurs mains, mais d'en avoir avant tout eu l'initiative.

'Nous avons réalisé une vidéo qu'on a soumise au ministère du Développement à la base. Cette vidéo présentait l'état de délabrement déplorable de

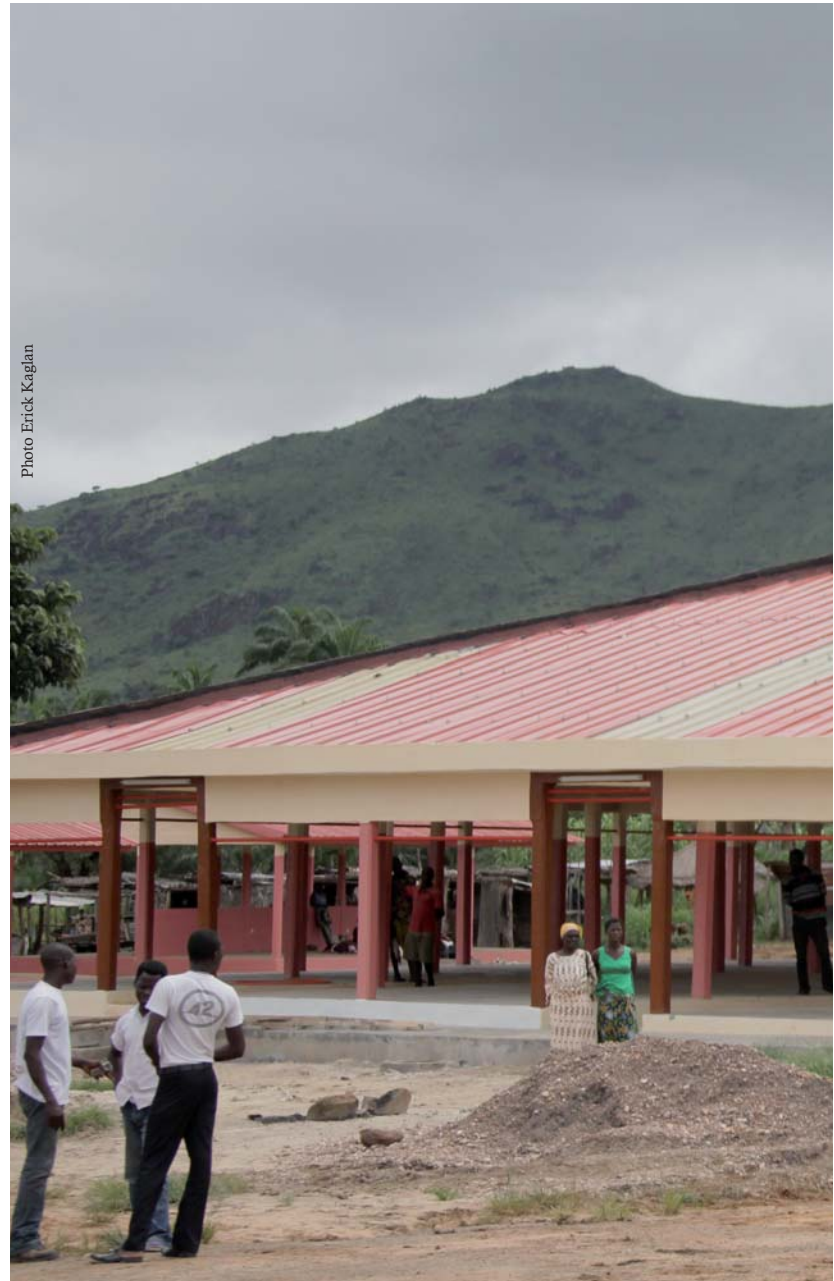


Photo Erick Kaglan

notre ancien marché. Nous avons ainsi pu convaincre le ministère qui s'est alors engagé à financer sa reconstruction', souligne-t-elle.

D'une enveloppe initiale de 150 millions de FCFA, les travaux de reconstruction de ce marché coûteront finalement la bagatelle de 218 millions de FCFA.

Quatre autres marchés – notamment de Tabligbo (Yoto), Dagbati (32 millions), Akparé (27 millions) et Solla (environ 27 millions) -- ont reçu en même temps que celui de Sotouboua des financements pour leur reconstruction, à la faveur de la signature à Lomé, les 28 décembre 2010 et 17 février 2011, de conventions de financements avec le ministère du Développement à la base, dans le cadre du PSMICO.

Selon les termes de ces conventions, Tabligbo (165 millions contre 150 millions initialement) et Sotouboua bénéficient chacun d'un nouveau marché comprenant dix hangars, dont un grand modèle, un



Le nouveau marché de Pya-Laou, construit par le PSMICO, sur le point d'être réceptionné

bloc administratif, un magasin de stockage et une latrine d'une valeur unitaire de 150 millions de Francs CFA.

Ceux d'Akparé et Solla sont évalués à 30 millions de F CFA chacun, pendant que celui de Dagbati est estimé à 33,5 millions de F CFA ; des infrastructures venant compléter la quinzaine de marchés modernes déjà construits dans le cadre du PSMICO depuis septembre 2009 à travers le Togo, notamment à Kpalimé, Vogan, Aného, Anfoin, Mandouri, Bassar (plus de 195 millions de FCFA), Badou (plus de 195 millions de FCFA), Notsè (130 millions), Agoè-Assiyéyé (218 millions) ainsi que la réhabilitation des bâtiments du Groupement Inter-professionnel des Artisans du Togo, GIPATO (170 millions).

'Quand on a annoncé la bonne nouvelle du financement aux femmes, de retour de Lomé, c'était une grande fête, les femmes étaient en joie. Elles étaient venues de tous les cantons de la préfecture. On a organisé des caravanes pour saluer cela parce que c'était

un événement pour nous', ajoute Mme Abi. Réputé pour la vente du maïs, de l'igname, du soja, du haricot et du niébé, le marché de Sotouboua est tenu par quelque 1.600 femmes auxquelles s'adjoignent à chaque jour de marché des revendeuses venues de localités voisines comme Tabendè, Tchoidè, Somiéda, Titigbé, Kpendjelsi, Adjengré.

'Notre marché est un grenier pour le Togo au regard de ce que nous vendons ici. Les bonnes femmes viennent de Lomé, d'Anié, de Sokodé, de Kara, de Dapaong et même du Burkina, pour s'approvisionner chez nous ici', revendique pour sa part Amina Nouhoum, une autre responsable des femmes dudit marché, estimant qu'il était 'à ce titre important qu'on ait un marché digne de ce nom'.

'Nos affaires seront forcément meilleures avec le nouveau marché parce que nos marchandises seront plus en sécurité et ne seront plus à la merci des intempéries», pense Mme Nouhoum. Faits de hangars de fortune



Des bâtiments scolaires, comme ici à Hamavou (Ogou), remplacent progressivement les toits en paille, à la faveur du PSMICO

en claies, paille ou tôles rouillées, l'ancien marché de Sotouboua, un peu comme tous les autres marchés délabrés à travers le pays, sont souvent ravagés par des feux de brousse et 'attaqués par de dangereux reptiles'.

'Depuis 20 ans, ce sont les mêmes hangars en paille et quelques rares hangars en tôle qu'on avait, dépendant des moyens de tout un chacun. Celles d'entre nous qui avaient des hangars en tôle étaient considérées comme les plus riches commerçantes», affirme-telle, ajoutant : 'En période sèche, la moindre étincelle suffisait pour faire partir nos appâtâmes et nos marchandises en fumée et lorsque nous rentrons en saison pluvieuse, nous ne savons vraiment où donner de la tête, sans oublier les voleurs qui venaient nous visiter souvent. Les voleurs attendent juste que vous convoyiez vos marchandises au marché la veille pour venir tout ramasser'.

'Mais aujourd'hui, nous avons un magasin pour ranger nos marchandises en toute sécurité', dit-elle, confiante, et soulagée, avant de proposer que 'chaque femme devrait pouvoir contribuer à hauteur de 500 F ou 1000 F par mois, selon qu'elle occupe une place ou deux, afin d'assurer la maintenance des installations, les tôles, le sol ou l'extension du marché au besoin'.

Même sentiment de soulagement à Bougou, (préfecture de Tandjouare, région des Savanes), et Koumté Maison (préfecture de la Kéran, région de la Kara). Ces deux localités, viennent de bénéficier chacune d'un magasin de stockage de céréales devant leur permettre de mettre leurs produits agricoles à l'abri

des intempéries. Les deux ouvrages, pouvant contenir chacun environ 10 tonnes de marchandises (soit 100 sacs de 100kg), ont été réalisés à la demande des groupements féminins des deux localités, toujours dans le cadre du PSMICO pour un coût total de 17 millions de F CFA.

'Nous allons désormais pouvoir mieux conserver nos céréales contre les intempéries, afin de mieux les commercialiser et augmenter nos revenus', se réjouit Lankoab Laré, présidente du groupement de veuves 'Lantigle' à Bougou.

'La pluie était notre plus grand souci, et chaque fois que le ciel s'assombrissait, nous commençons à nous inquiéter pour nos récoltes. Mais maintenant, nous sommes plus rassurées avec le magasin', souligne Mme Laré.

'Nous sommes convaincus que c'est à travers des actions de ce genre, réalisées à moindre coût, mais qui ont un impact réel sur les revenus des femmes, que nous contribuerons progressivement à améliorer les conditions de vie des populations rurales', estime Victoire Tomégah Dogbé, la ministre du développement à la base.

Un peu plus au Sud, à Hamavou, village voisin de Bété dans la préfecture de l'Ogou, 70 km à l'Est d'Atakpamé, région des plateaux, un nouveau bâtiment scolaire de trois grandes classes suscite déjà l'excellence et l'assiduité chez certains élèves, dégoûtés du coup de leurs conditions d'étude sous les appâtâmes en paille, à en croire Moussa Sédou, le directeur de cet



Une habitante de Dzatikpo (Zio) se faisant consulter à la nouvelle unité de soins périphérique construite dans le milieu par le PSMICO

Photo Erick Kaglan

établissement de 246 élèves, dont 95 filles.

‘Vu que tous ne pourraient pas intégrer le nouveau bâtiment en raison de leur effectif, nous leur avons dit que seuls ceux qui travailleraient bien au premier trimestre auraient la chance d’y trouver une place, mais les paresseux, eux continueraient d’étudier sous les appâtâmes. Du coup, nous les avons sentis plus assidus et plus motivés’, estime M. Sédou qui croit avoir compris le désir de ses élèves de s’extraire de sous les pailles.

‘Personne mieux que ces enfants ne peut vous dire le calvaire que c’est d’étudier sous ces toîts de paille. Quand il y a des nuages dans le ciel, on ne fait plus cours’.

‘Personne mieux que ces enfants ne peut vous dire le calvaire que c’est d’étudier sous ces toits en paille ; sauf nous qui sommes leurs enseignants et bien sûr aussi ceux qui ont une fois étudié dans ces conditions’, pense-t-il.

‘Quand il y a des nuages dans le ciel, on ne fait plus de cours. Toutes les activités pédagogiques sont stoppées. Quand il pleut la nuit, nous venons retrouver

nos appâtâmes tout mouillés le lendemain, de même que les bancs de fortune et le sol. Même le toit goutte’, affirme le directeur.

‘Le vent décoiffe souvent les toîts en paille, pendant que les élèves sont encore en classe’, ajoute-t-il, faisant remarquer : ‘Vous imaginez quel danger cela représente pour eux ?’.

Cette situation est l’une des causes de la déperdition scolaire dans la plupart des villages où les conditions d’étude sont similaires et où l’hostilité des parents à la scolarisation de leurs enfants est très prononcée. L’école primaire publique de Hamavou, elle, a enregistré au total 3 abandons au cours de l’année scolaire dernière 2010- 2011.

‘Vu que les intempéries forcent les enfants à quitter l’école ou à rester souvent à la maison, les parents préfèrent les avoir plutôt dans les champs, surtout lors des saisons pluvieuses parce qu’ils sont sûrs que, là bas au moins, leurs enfants leur seront utiles’, explique M. Sedou. Abel Kona, 6 ans, en classe de CP2 avoue combien il lui était difficile de voir ce qui était écrit au tableau, lorsque le soleil y projette ses lueurs à travers le toit de paille, rendant illisible ce qui y est écrit. Il piaffait déjà d’impatience lorsque le bâtiment était en construction.

‘Nous étions en vacances quand le bâtiment était encore en construction et je priais que les vacances finissent vite’, confie t-il le petit Abel.

Abla Danou, 11 ans, élève au CM2, quand à elle, priait que l’intégration de leur nouveau bâtiment

ne fût pas repoussée à l'année prochaine, elle qui ne voulait pas avoir à quitter cette école à l'obtention de son certificat d'études du premier degré à la fin de l'année, sans avoir 'goûté' au nouveau bâtiment. Mais pour Abla, c'est un sentiment mitigé.

'Mon souhait, c'est d'étudier dans la nouvelle classe où je pourrai apprendre mieux. Mais si on ne nous autorise pas à y aller avant la fin de l'année, je serai au moins soulagée d'avoir réussi à mon CEPD qui m'ouvrira les portes du collège à Ountivou où il y a un bâtiment comme celui en construction chez nous', nous avouait-elle en novembre dernier lorsque les travaux étaient toujours en cours. Seulement, Ountivou est à au moins 5 km de sa maison, distance qu'elle devra parcourir tous les jours, deux fois en aller-retour -- ce qui la décourage un peu tout de même.

L'anecdote de l'étude de texte à Hamavou

'Les épreuves d'étude de texte demandent qu'on copie tout le texte de l'épreuve ainsi que les questions au tableau et les y garder jusqu'à la correction. Mais, comme les tableaux que nous utilisons actuellement sont assez petits, nous sommes obligés de nettoyer le texte après l'avoir copié pour mettre les questions au tableau ; et donc, lors de la correction, les élèves perdent souvent le fil et ont de mauvaises notes', explique Komlan Sossou, l'enseignant des classes de CM1 et CM2.

'En principe, le texte doit rester au tableau pour que les enfants puissent répondre aux questions. De même, quand on dessine un croquis ou une carte, il faut les laisser sur le tableau pendant 3 jours au moins et ne l'effacer que lorsque les élèves auront fini de dessiner', souligne l'enseignant de 26 ans. En dépit des conditions d'étude difficiles, l'école primaire publique de Hamavou a enregistré des résultats relativement satisfaisants ces dernières années au CEPD.

'De 2008 à 2011, notre établissement a toujours obtenu 100%', affirme son directeur, soufflant leur secret : 'On fait de notre mieux en maximisant les heures de cours supplémentaires pour rattraper les heures perdues'.

'Mais nous pensons que les résultats seront meilleurs avec le nouveau bâtiment à la fin de l'année académique 2011-2012', lance t-il, soulignant : 'Et cela, nous le devons aux femmes de Bétoé (village voisin) qui ont pris sur elles de mener les démarches auprès du ministère du développement à la base pour la construction de ces nouvelles salles de classe'.

Évalué à 21 millions de F CFA, le nouveau bâtiment est équipé de tables bancs. Des salles de classes ont été également construites au lycée de la commune de Kouma, (Kloto) toujours dans le cadre du PSMICO pour un montant de 25 millions de F CFA (latrines y compris).

Pour le compte de l'année 2012, treize nouvelles localités à travers le pays ont bénéficié d'infrastructures socio communautaires pour un coût de plus de 813 millions de F CFA à la suite de la signature le 19 janvier dernier de conventions de financement avec le ministère du Développement à la base. Il s'agit de Tchiéglé (région des Savanes), Pya-Laou, Landa, Atchonta (dans la Kara), Tindjassé, Atchintse (Centrale), Okougnohou, Avétonou, Agou-Gare et Anié (Plateaux), Vokoutimé, Gapé-Avélibé et Adétikopé (Maritime).

Ajoutons que le PSMICO a permis de réaliser à ce jour une quarantaine de microprojets créant près de 4.000 emplois.

Le deuxième forum national des acteurs de développement à la base à Kara a été également l'occasion pour une dizaine de communauté de bénéficier d'infrastructures communautaires pour un montant de 467 millions de F CFA, portant à environ 3 milliards de F CFA les microprojets financés par le PSMICO, dont 1,3 milliards pour le compte de l'année en cours ■

E. K.

TOGO CELLULAIRE

Du **NOUVEAU** chez le N°1
de la téléphonie mobile au TOGO :

LEADER
Libertis



1F/SEC*

Autres avantages :
ACCÈS AUTOMATIQUE AUX SERVICES 3G

*Appels TOGOCEL vers TOGOCEL

**Téléphonez sur le réseau leader à 1F/SEC* soit 60F TTC*
la minute avec le profil Libertis Leader**

AVANTAGES : AVEC LE PROFIL LEADER, VOUS BÉNÉFICIEZ :

■ DES TARIFS PRÉFÉRENTIELS

DESIGNATIONS	FACTURATION [EN TTC]
• Appels Voix	
- Togocel vers Togocel	60F/min (1F/scds)
- Togocel vers Autres réseaux nationaux	95F/min (48F/30 scds)
- Togocel vers l'international	180F/min (90F/30 scds)
• Appels Vidéo	90F/min (30F/20 scds)
• SMS	
- Togocel vers Togocel	30F/SMS
- Togocel vers Autres réseaux nationaux	50F/SMS
- Togocel vers l'international	90F/SMS

■ D'UN ACCÈS AUTOMATIQUE AUX SERVICES 3G.

DESIGNATIONS	FACTURATION [EN TTC]
• Connexion Internet (GPRS/EDGE/3G)	Tarification de base : • 600 F/h (10 F/min) en HP, 300 F/h (5 F/min) en HC ; Forfaits : • Forfait 1J : 1500 F (validité : 1 j) • Forfait 7J : 5 500 F (validité : 7 j) • Forfait 1M : 20 000 F (validité : 30 j)
• Navigation WAP (GPRS/EDGE/3G)	
• Streaming (GPRS/EDGE/3G)	
• MMS (GPRS/EDGE/3G)	Facturation à l'acte : 125F/MMS envoyé

HC : Lundi à samedi (de 22h00 à 04h59 ; dimanche et jours fériés (24h/24).

COMMENT Y ACCÉDER ?

Achetez un kit Libertis leader ou souscrivez au profil Libertis Leader dans toutes nos Agences et Boutiques TOGOCEL :

Kit Libertis Leader : 2500 F TTC avec 2000 F de crédit de communication

Souscription Profil Libertis Leader : 2000 F TTC

RECHARGES AUTORISÉES : 22 500 F et plus



LE LEADER

Projet de Développement Communautaire

Le goût de l'école...

Ecole primaire publique de Tchébébé Sud B. 16 km au Sud de Sotouboua. Encore une vingtaine de minutes avant la sortie prévue pour 11h30. Un supplice pour les élèves. L'heure n'est visiblement plus à l'écoute du maître... Inattentifs, fatigués et surtout impatients de sortir des classes, ils ont tous le regard tourné vers la cour de l'école où des bonnes femmes manient très indiscretement casseroles, gobelets et bassines. Elles distraient les élèves à la fin ! Ces derniers eux-mêmes semblent y prendre goût, jetant des coups d'œil ostensibles par les fenêtres dans l'espoir d'apercevoir ces bonnes femmes, les 'femmes mamans', ou même de renifler les effluves des repas qui leur parviennent jusque dans leurs classes. Même scénario tous les jours à pareille heure. Ils n'attendent que le premier coup de cloche. Ils n'auront pas le temps de ranger leurs affaires. C'est à qui sera servi le premier...

'C'est à cette scène que nous assistons tous les jours de la semaine depuis que la cantine scolaire est installée dans notre établissement. Après 11 heures, les élèves ne suivent plus les cours. Ils n'ont plus la tête en classe et n'attendent que la cloche pour aller manger', témoigne un instituteur.

Les bousculades qu'on remarque dans la queue formée par les élèves, de même que toutes les peines que ressentent les encadreurs pour éviter qu'ils n'en viennent aux mains montrent jusqu'à quel point les enfants ont faim.

'On leur demande de former une queue afin que la distribution se fasse dans l'ordre. Mais ils ne l'entendent jamais de cette oreille. Chaque jour, ils se bousculent parce que chacun voudrait être le premier servi', indique un autre enseignant.

Premier réflexe : Se diriger vers des poteaux en forme de cage de football dont les barres transversales retiennent, à l'aide de fils bleus, des bidons jaunes qui débitent de l'eau. Une femme maman passe dans les allées où chaque élève tend la main pour recevoir de l'eau savonneuse. Après quoi, ils se font laver les mains par d'autres femmes mamans plus sévères qui tentent en vain de les discipliner juste par des regards dissuasifs. Mais les enfants sont imperturbables.

'L'opération de lavage des mains est un détail très important, car il participe à la bonne santé des

enfants. Très souvent, les notions d'hygiène les plus élémentaires ne sont pas respectées dans nos villages. Quelqu'un qui touche par exemple à un déchet doit bien se laver les mains avant de toucher à la nourriture. Or, les enfants ont la plupart du temps les mains sales. Il faut donc veiller à ce qu'ils se lavent bien les mains pour leur éviter des maladies'', explique Yao Essè, assistant d'hygiène déployé à Sotouboua dans le cadre du programme de volontariat national.

'Il y a des défis sanitaires à relever dans la zone en général, notamment la non-couverture des aliments, le rejet des déchets et des eaux usées aux alentours des cantines, ainsi que la consommation des aliments à même le sol. Ce sont des choses qu'il faut revoir', fait-il remarquer, soulignant toutefois avoir mené une opération de déparasitage à l'Albendazole 400mg tout récemment dans les établissements scolaires à sa charge.

'Certains aspects spécifiques de la cantine scolaire nous recommandent d'avoir un spécialiste pour un suivi rapproché des règles d'hygiène. Il était bienséant qu'on ait un professionnel en la matière qui doit se charger de voir les choses de près. C'est pour cela que l'assistant nous est utile. Il sensibilise les femmes afin que les repas soient préparés suivant les normes d'hygiène', ajoute Justin Pana de l'ONG Radar (Regroupement des associations pour le développement appliqué des ruraux), chargée de la coordination du



Pour nombre d'élèves comme ceux-ci, rencontrés à l'école de Tchébébé Sud B, le repas scolaire est une source de motivation pour mieux travailler en classe.

Photo Erick Kaglan

projet dans les préfectures de Sotouboua, Blitta et dans la sous-préfecture du Mô.

Le repas servi, les élèves prennent d'assaut les seuils de leurs salles de classe, la terrasse ou s'installent à l'ombre des arbres, ou encore sur une bâche pour déguster leur repas. Menu du jour : de la pâte de maïs accompagnée de sauce de gombo au poisson.

‘Certains jours, nous préparons de la pâte avec de la bonne sauce. D'autres jours, nous leur servons du spaghetti. Ils mangent également du riz blanc plus la sauce de poisson ainsi que du haricot-riz. Nous essayons autant que possible de varier les nourritures pour qu'ils ne soient pas fatigués de prendre un seul repas tous les jours', affirme Tchiam Henou, une 'femme maman' de 42 ans.

‘C'est une aubaine pour ces enfants qui sont contraints de manger de la pâte de maïs des semaines durant, chez eux à la maison', ajoute Tchiam.

‘Chaque jour d'école est un jour de fête. Car, en venant, ils sont au moins sûrs de trouver à manger une fois par jour. Et des repas de bonne qualité', poursuit-elle.

Pourtant, ce n'était pas le cas il y a encore quelques années. Considérée comme l'une des communautés les moins nanties du Togo, les habitants de Tchébébé, en majorité très pauvres, sont souvent frappés par les crises liées à l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Pendant ces périodes de soudure, les enfants mangent à peine une fois par jour et sont obligés de se rendre à l'école le ventre vide. Par ailleurs, leurs parents préfèrent les avoir avec eux au champ pour partager le peu de nourriture qu'ils trouvent avec eux.

A la faveur de la phase pilote du volet repas du Projet de Développement Communautaire (PDC) financé par la Banque Mondiale, l'EPP Tchébébé Sud B bénéficie, depuis 2008, comme 13 autres écoles de la

région Centrale Sud, de la fourniture de repas à travers les cantines scolaires. Au titre de l'année scolaire 2011-2012, au total, 182 écoles ont été couvertes par le projet sur l'étendue du territoire pour un montant de plus de 822 millions de F CFA.

'Le programme 'd'urgence' de fourniture de repas a pour objectif principal de permettre aux communautés les plus pauvres, qui sont particulièrement affectées par la crise des prix des produits alimentaires, d'assurer un minimum de nourriture aux écoliers du cours primaire', indique Yawavi Agboka, la coordinatrice du PDC.

'De façon spécifique, il s'agit de fournir un appui à la distribution d'environ 40.000 repas par jour. Ces repas sont préparés localement conformément aux normes d'hygiène alimentaire et de qualité nutritionnelle

En plus de réduire nettement le taux de déperdition scolaire dans le village de Tchébébé, ce programme contribue également à améliorer le taux de réussite à l'école de la localité.

'Puisque les élèves n'abandonnent plus, ils ont désormais de meilleurs résultats depuis les quatre dernières années et le taux de réussite s'est amélioré. Avant la cantine, en 2007-2008, le taux de réussite était de 50,22%. Mais, à partir de 2008-2009, la réussite a connu une augmentation et est passée à 64,34%. En 2009-2010, elle est arrivée à 71,05% et en 2010-2011, elle a atteint 83,82', se félicite Bawlam Yabla, 54 ans, directeur de l'école depuis 1999.

'Après avoir mangé à l'école, les élèves ont le temps d'apprendre, ils ne souffrent plus de rien. Ceux qui sont loin campent à l'école à midi après avoir mangé.



Photo Erick Kaglan

Opération de lavage des mains obligatoire avant la dégustation des repas

et donnés aux enfants fréquentant l'école primaire dans certaines communautés pauvres', précise Mme Agboka.

'A l'EPP Tchébébé Sud B, l'effectif total qui bénéficie de ce repas est de 248 d'élèves s'il n'y a pas d'absents. Dans la centrale Sud, ils ont été en tout 3.136 dans 14 écoles pour l'année passée', indique Komi Ahé, 41 ans, superviseur du projet PDC, volet repas dans Sotouboua par le biais de l'ONG Radar.

'Les enfants des communautés pauvres sont en général réticents à venir à l'école non seulement parce qu'ils parcourent des kilomètres pour y venir, mais aussi parce qu'ils y viennent le ventre vide. L'opportunité de la mise en œuvre de ce programme de cantines scolaires ici à Sotouboua se trouve dans le fait que ce projet contribue à améliorer les taux de fréquentation et de maintien des écoliers à l'école', affirme M. Ahé.

Les menus sont variés ; ce qui est rare dans leurs familles et c'est ce qui fait qu'ils aiment rester. Un enfant qui n'a pas mangé à la maison le matin sait qu'il va manger à l'école à midi', ajoute-t-il.

La cantine scolaire de l'EPP Tchébébé soulage si bien les élèves que ceux d'entre eux qui sont au CM2 regrettent de passer leur dernière année au cours primaire. Pour ceux qui sont passés en classe de Sixième l'année dernière, M. Yabla craint de les voir abandonner l'école 'pour la simple raison que des repas ne sont pas servis dans leur nouvelle école'.

'C'est un travail qui ne doit pas s'arrêter au niveau du primaire. Ce programme doit se poursuivre au niveau secondaire', souhaite aussi Komla Kebalo, enseignant à l'EPP Tchébébé, ajoutant : 'Certains de nos élèves qui ont eu le CEPD l'année dernière et qui



Photo Erick Kaglan

Les 'femmes mamans' (comme ici à Tchébèbé) s'activent chaque jour de classe, à préparer des repas pour les écoliers dans le cadre du PDC; ce qui constitue pour elles une activité génératrice de revenus

sont passés en Sixième passent souvent ici à midi. Et lorsqu'ils voient leurs petits frères manger, on lit sur leurs visages une certaine nostalgie. C'est dire combien de fois le programme est utile dans la vie des bénéficiaires'.

'La cantine scolaire nous décharge beaucoup, nous les parents. Les mamans ne préparent plus à midi. A l'école, on varie les repas alors qu'à la maison, c'est toujours la pâte. Certains parents donnent à manger deux fois ou une fois ou carrément ne donnent pas à manger aux enfants en période de soudure. C'est donc un véritable soulagement pour nous', indique pour sa part, visiblement soulagé, Habio Balawiya, 45 ans, président du Comité des parents d'élèves et père de six enfants, dont 4 filles, toutes scolarisées.

Outre ces avantages pour les élèves, le programme profite également aux 'femmes mamans' qui vendent dans les écoles. Par l'intermédiaire de l'ONG Radar, le projet les subventionne avec une somme variant entre 165.000 et 167.000 F CFA par semaine pour offrir des repas, de façon gratuite, à tous les enfants des établissements sélectionnés. En retour, les femmes jouissent pleinement du fruit de leurs services. Et c'est l'un des objectifs que s'est fixé le projet.

'Nous vendions de petites nourritures. Maintenant que le programme nous subventionne, le

petit bénéfice que nous dégageons va dans notre porte-monnaie. Cela nous procure beaucoup d'avantages', fait observer la responsable des femmes mamans.

Comparativement à un passé récent, leur situation financière s'est nettement améliorée.

'Avant, quand j'étais à mon propre compte, mes revenus n'étaient pas fixes parce que ce n'est pas tous les jours que les enfants ont de l'argent pour acheter. Aujourd'hui, ma situation financière s'est nettement améliorée. J'obtiens 5.000 F ou 6.000 F CFA comme bénéfice à la fin du mois', affirme Henou, autrefois vendeuse de watché (haricot-riz).

'Moi, je vendais du Kuklui (galette d'arachide). Je ne gagnais pas grand-chose avec ça. Mais maintenant, je me consacre à la cantine. Et ça va de mieux en mieux', renchérit Essohanam Sodou, 28 ans.

Garantissant un repas de qualité aux élèves et permettant aux femmes d'avoir une autonomie financière, le Programme d'urgence de fourniture de repas est une expérience dont la pérennisation et l'élargissement sur les autres localités du pays, apportera à coup sûr, un soulagement à des milliers de communautés ■

E.K.

Projet de Développement Communautaire

Retenus in extremis

Lorsque la saison des pluies fera bientôt place à la saison sèche dans le nord du Togo, les jeunes d'Asséré, ne seront plus près de vider leur village au profit du phénomène 'Zémidjan' en ville, notamment à Pagouda ou encore à Kara, 50 km plus loin. Ce qui les retient chez eux depuis bientôt deux ans, c'est bien leur retenue d'eau qu'ils ont réussi à réhabiliter eux-mêmes, à la faveur du Projet de Développement Communautaire -- un coup de pouce pour leurs cultures de contre saisons.

Photo Erick Kaglan

Le Projet de Développement Communautaire a permis aux habitants d'Asséré (Binah) de réhabiliter une retenue d'eau utile pour leurs cultures de contre-saison et pour leurs ménages

Asséré. Préfecture de la Binah. 50 km au Nord- Est de la ville de Kara. Ce village de paysans se vide souvent de ses bras valides à l'approche de la saison sèche. Destination, Pagouda, à une dizaine de kilomètres au Sud ou encore Kara où la plupart deviennent des conducteurs de taxi-motos 'Zémidjan' ; histoire de gagner de l'argent 'cash', pour subvenir à leurs besoins quotidiens, en attendant la prochaine saison des pluies. La plupart n'y retourneront pas cultiver la terre...

'Beaucoup de jeunes étaient partis comme ça du village et ne sont plus revenus (...)', fait remarquer, triste, Kpatcha Simfétchéou, un ancien du milieu, soulignant que deux de ses fils ont dû le quitter ainsi pour la ville.

Comme nombre de ses camarades jeunes

agriculteurs d'Asséré, Komi Patassé, 36 ans, avoue qu'il était également sur le point de grossir le lot des déserteurs de la campagne.

Mais aujourd'hui 'soulagé', la saison sèche n'est plus un alibi pour l'exode rural, selon lui.

'La pénurie d'eau était la raison principale du départ massif de nos frères vers la ville, mais désormais, nous avons ce qu'il faut pour rester chez nous. Avec notre retenue d'eau, nous n'avons plus aucune envie de quitter notre village', affirme Komi qui a participé, il y a quelques mois, à la réhabilitation d'une retenue, grande de la taille d'un terrain de handball, avec certains de ses camarades jeunes du milieu -- ceci à la faveur du Projet de Développement Communautaire, PDC, dont l'un des volets consiste à aménager des retenues, de sorte que les communautés puissent disposer d'eau pour leurs besoins





▲ Des jeunes d'Asséré arrosant leur champ grâce à la retenue d'eau qu'ils ont pu réhabiliter dans le cadre du PDC

de cultures de contre-saisons, d'utilisation domestique, d'abreuvement des animaux, voire y pratiquer la pêche.

Financé à hauteur de 32,9 millions de dollars US, soit plus de 15 milliards de F CFA par la Banque Mondiale, le PDC est mis en œuvre par le Secrétariat Technique du PDC et les Agences d'Appui aux Initiatives de Base, placés sous la tutelle du Ministère du Développement à la Base, de l'Artisanat, de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes.

Ce programme quinquennal 2008-2013 s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté initiée par le gouvernement togolais en faveur des communautés vulnérables, avec pour objectif de leur fournir un accès amélioré aux infrastructures communautaires et contribuer à l'amélioration de leurs revenus et conditions de vie.

Au total, 31 microprojets sur 39, dont des retenues d'eau et des pistes rurales, ont été réalisés dans le cadre du volet non-forestier de novembre 2010 à octobre 2011 dans plusieurs villages à travers le Togo, pour un montant total de 150 millions de F CFA.

La réalisation de retenues d'eau et la réhabilitation ou la construction de pistes rurales sont inscrites dans le PDC comme des travaux à Haute Intensité de Main-

d'œuvre, HIMO, destinés à assurer une protection sociale aux jeunes des villages pauvres.

'On recrute, de façon temporaire, des hommes et des femmes très pauvres pour leur donner un travail d'intérêt communautaire pour qu'ils gagnent de l'argent et régler leurs problèmes immédiats', explique Piabalo Kamang, point focal HIMO à Kara.

Les travaux HIMO s'adressent à tout jeune âgé de 18 à 35 ans, diplômé ou non, pourvu qu'il soit disponible, mais il peut y avoir des jeunes plus âgés, 'pourvu qu'ils soient valides'.

'Dans la pratique sur le terrain, on a eu à travailler avec des gens plus âgés', reconnaît-il, soulignant que 'les travailleurs sont recrutés pour 6 heures quotidiennement et doivent habiter dans le rayon le plus proche pour éviter qu'ils parcourent de longues distances'.

Chaque travailleur gagne 1.350 F CFA par jour et doit systématiquement faire le travail pendant 40 jours ; ce qui lui rapporte à terme 54.000 F CFA. Komi Patassé et ses camarades ont ainsi pu gagner chacun les 54.000 F avec la réhabilitation de leur retenue, une aubaine pour lui qui n'a que le niveau CM2. Des semaines de durs labeurs

qui lui valent bien cette rémunération au-dessus de la moyenne.

‘54.000 F, cela représente beaucoup d’argent pour moi. Ici au village, c’est très rare de gagner cette somme au bout de 40 jours’, avoue-t-il, affirmant: ‘J’ai pu m’acheter de l’engrais et des herbicides pour entretenir mon champ et j’ai même pu acheter les fournitures scolaires de mes deux enfants avant la rentrée’.

Comme Komi, Koumbérabalo, 25ans, un autre jeune d’Asséré, a pu se constituer un fonds de roulement pour faire face aux coûts de production, notamment le labour des champs et l’achat des intrants. Il compte par ailleurs intensifier le maraîchage durant la période sèche, notamment la culture du piment, de la tomate, du gombo, des épinards et d’autres légumes.

Quant à N’na Wallah, 27 ans, sa participation à la réhabilitation de la retenue s’est révélée très bénéfique pour sa famille. Mère de deux enfants, N’na a travaillé aux côtés des hommes lors de la construction de la digue en curant la boue et en la transportant dans des cuvettes hors de l’emprise.

‘C’était un travail un peu difficile mais en fin de compte, j’ai pu me faire un peu de sous qui m’ont permis d’acheter les

fournitures scolaires de mes enfants et de les soigner à deux ou trois occasions quand ils sont tombés malades’, affirme la jeune dame.

‘J’ai pu acheter aussi de l’engrais pour mon propre champ de même qu’un stock de maïs pour soutenir mon mari et contribuer aux charges alimentaires de la famille, en période de soudure’, ajoute-t-elle.

Mais N’na est également revendeuse de repas au sein de sa communauté et elle peut désormais se frotter les mains.

‘Les gens venaient manger un peu de tout chez moi : du macaroni, du riz avec poulet, du gari, du haricot. Mais ils ne payaient pas et ont accumulé des dettes au fil du temps. Mais Dieu merci, certains de mes débiteurs qui ont participé à la réalisation du projet, ont pu rembourser leurs dettes’, se réjouit la jeune dame.

Si la réhabilitation de la retenue d’eau offre des avantages considérables aux jeunes d’Asséré, elle ne l’est pas moins pour les femmes du village.

Ces dernières s’en servent pour la lessive. Les bœufs y viennent s’abreuver et les artisans du milieu ont désormais de l’eau pour mouler des briques devant servir à la construction des maisons ■

E.K.

*Des habitants
d’Asséré dont des
femmes participent
aux travaux de
réhabilitation de leur
retenue d’eau*



Projet de Développement Communautaire

La 'Wangari Maathai' de Pagouda

Disparue, il y a un an, des suites d'un cancer à l'âge de 71 ans, la Kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix en 2004 pour son engagement en faveur de l'environnement, continue de séduire plus d'un à travers le monde, notamment au Togo, où un de ses inconditionnels, Rose Boba Balouki (photo), tente de s'approprier son combat à Pagouda, préfecture de la Binah, région de la Kara -- Ceci à la faveur du Projet de Développement Communautaire, PDC, qui prévoit le reboisement d'espaces communautaires. Portrait...

Photo Erick Kaglan



Allure mince mais robuste, taille d'environ 1m75, Rose Boba Balouki est native de Pagouda où elle réside avec sa petite famille. Agée de 41 ans, cette mère de quatre enfants est une passionnée de la nature. C'est d'ailleurs cette passion qui la conduira à travailler avec l'ONG CAP-EJR (Complexe Agro Pastoral Echo des Jeunes Ruraux) spécialisée dans l'environnement dans la Binah. Une structure auprès de laquelle elle acquerra beaucoup d'expérience sur les notions de protection de l'environnement.

'Quand j'étais encore plus jeune, la nature de notre milieu était très jolie. Je me souviens encore, il y a vingt ou trente ans, de toutes ces verdure que l'on pouvait observer pendant une bonne partie de l'année aussi bien sur nos plaines que sur nos montagnes. C'était merveilleux et très attirant. Mais aujourd'hui, c'est un désastre', constate cette fêrue de la nature, visiblement attristée. La verdure qui couvrait la région de Pagouda a progressivement laissé place à un environnement desséché et dépourvu d'arbres. Les quelques-uns qui sont encore debout ont perdu la presque totalité de leur feuillage.

'Les gens ont anarchiquement abattu les arbres ici. Ce qui fait que la nature a perdu de sa beauté', déplore Rose. D'après ses explications, la pratique qui s'est généralisée à Pagouda consiste à se servir du bois pour préparer du 'Tchoucoutou' (une boisson locale à base de mil très prisée) et faire la cuisine.

'On en vend également,



Rose Balouki, la Wangari Maathai de Pagouda, entretenant ses jeunes plants

même si c'est à très faible échelle', indique-t-elle. L'autre pratique très répandue, poursuit Rose, consiste à se débarrasser des grands arbres sous prétexte que leur ombre ne favorise pas la culture des ignames, de l'arachide, du sorgho, du vouanjou.

'Les gens se voient donc dans l'obligation d'éliminer les arbres soit par des feux de brousse, soit en les coupant carrément. Finalement, notre environnement s'est desséché au fil des années. Pour moi qui suis éprise de la nature et qui ai vu comment les choses étaient auparavant, cela m'est difficile à supporter. Bref, c'est un drame', affirme la brave dame.

'Pire, des problèmes de pluviométrie commencent à découler de cette malheureuse situation', ajoute-t-elle.

Heureusement que quelque chose viendra mettre du baume au cœur de Rose : le Projet de Développement Communautaire qui prévoit le reboisement des espaces communautaires à travers son volet forestier.

Financé par la Banque Mondiale et mis en œuvre par le Secrétariat Technique du PDC, les Agences d'Appui aux Initiatives de Base (AGAIB), et l'Office de Développement des Eaux et Forêts (ODEF), placés sous la tutelle du ministère du développement à la base, le volet forestier du PDC vise à réhabiliter l'environnement et réduire

la vulnérabilité de la population rurale face aux conséquences de dégradation des sols; le but final étant de restaurer et valoriser les forêts détruites par les populations. Ce projet a été mis en œuvre dans plusieurs localités du pays dont Pagouda.

Compte tenu de ses expériences acquises dans le domaine et surtout de son dévouement pour la cause environnementale, Rose Balouki sera retenue comme chef d'équipe du site de reboisement des terres communautaires de son milieu. Il ne lui appartenait plus qu'à faire appel à son sens du leadership.

'Dès que j'ai été désignée pour être le chef d'équipe du site de reboisement, j'ai eu des séances de travail avec les acteurs de la communauté. Ce qui nous a permis de recruter des travailleurs. Des listes ont été ouvertes et les jeunes se sont inscrits pour les opérations. L'idée était de permettre que les jeunes aient les mêmes chances dans la communauté en participant aux travaux de reboisement. Depuis lors, de grands espaces ont été reboisés chez nous', se réjouit-elle.

'Nous avons eu des problèmes de pluviométrie ces trois dernières années. Il y a eu moins de pluie. Donc les gens ont pris conscience des effets néfastes du déboisement et ils s'engagent désormais à réparer le tort qu'ils ont causé à la nature', poursuit-elle.

Parallèlement, le projet permet à Rose Balouki de gagner sa vie et de s'occuper de sa famille.

'Avec ce projet, nous avons pu gagner quelque chose pour scolariser nos enfants. D'habitude nous vendons d'abord les récoltes pour avoir de petits sous afin de scolariser nos enfants, et dans ces conditions, il est souvent difficile de payer les frais de scolarité à temps. Mais avec la mise en œuvre de ce projet, j'ai pu obtenir de l'argent cash', se réjouit-elle.

Entre autres plants mis en terre, l'on note des tecks, du kayah, de l'albizzia, du dalbergia, du cassia, de l'acacia, de l'anacardier, et du néré.

'La mise en œuvre de ce programme m'a permis d'aller vers la communauté et d'échanger avec elle. Les gens retiendront demain que quelqu'un du nom de Rose, les a encouragés à restaurer leur végétation. Je pense que les gens me voient comme la Wangari Matthai de Pagouda, parce que franchement notre nature était désespérée et il fallait suivre les pas de cette grande dame pour permettre à notre environnement de retrouver sa beauté', affirme Rose.

'Je sens que la communauté est fière de ce qu'on a fait, et qu'il y a un début de changement de comportement', poursuit-elle avant de conclure, confiante que 'notre végétation retrouvera sa beauté dans quelques années'.

Au titre du volet forestier, plus de 2.000 hectares de terre communautaires et de forêts d'Etat ont été reboisés par environ 21.000 jeunes des différentes communautés pour la première campagne allant de juin à septembre dernier. Chaque jeune a pu percevoir la somme de 54.000 F CFA au bout de 40 jours d'activités.

Ce programme triennal démarré en 2011 s'inscrit dans la stratégie de réduction de la pauvreté initiée par le gouvernement togolais en faveur des communautés vulnérables, avec pour objectif de contribuer à l'amélioration de leurs revenus et conditions de vie.

Sur 395 microprojets initialement prévus, 580 ont été réalisés. En termes de bénéficiaires directs, le projet a touché plus de 200.000 personnes pour les microprojets, 40.000 personnes pour les repas scolaires, 14.000 producteurs agricoles, 21.000 personnes pour le volet HIMO et environ 5.000 membres de CVD pour les formations ■

E.K.



*L'un des arbres qui
redonneront à la végétation
de Pagouda sa verdure*

WAGES

Women and Associations for Gain both Economic and Social

Institution de microfinance

Epargne

Crédit

Formation

Appui Institutionnel

Transfert d'argent

Domiciliation de Salaire

www.wagestogo.org



B.P.1339 Lomé - Togo - Tél. (228) 222 54 71 / 220 13 26 - Fax: (228) 222 78 99

Email: wages@cafe.tg - Convention n° 002-MEF/SG/CAS-IMEC

WAGES, un outil de développement au service de la communauté de base pour la relance économique au Togo

PDCplus

Hervé Assah

Représentant Résident de la Banque mondiale au Togo

‘Bien plus que le PDC’

Mis en œuvre depuis 2008 avec l'appui de la Banque mondiale, le Projet de Développement Communautaire (PDC) est l'une des mesures de réduction de la pauvreté adoptées par le gouvernement togolais. Des repas scolaires fournis aux écoliers des régions pauvres du Togo, aux opérations de reboisement et de réhabilitation ou de construction d'infrastructures sociocommunautaires (écoles, centres de santé, pistes rurales, marchés, etc.), en passant par les activités génératrices de revenus, le PDC -- financé par la Banque mondiale à hauteur de 16 milliards FCFA -- s'est révélé être un instrument efficace de réduction de la pauvreté, selon de nombreux spécialistes des questions de développement. Dans la suite des actions du PDC, un nouveau projet, dénommé "PDCplus" a été officiellement lancé le 21 septembre dernier par la ministre du développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé, à Dapaong (extrême nord). Financé à hauteur d'environ 7 milliards FCFA, le PDCplus est destiné, entre autres, à assister les enfants à risque de malnutrition ou déjà gravement sous-alimentés dans les régions de la Kara et des Savanes (Nord), comme l'indique dans cette interview, le Représentant Résident de l'institution internationale, Hervé Assah.

Chroniques de la Base : En quoi consiste exactement le PDCplus ?

Hervé Assah : Le PDCplus a été conçu dans la continuité des activités que nous avons initiées dans le cadre du Projet de Développement Communautaire et dont les résultats ont été satisfaisants. Le PDCplus est destiné à renforcer ces actions, et à accroître, par conséquent, l'accès des populations les plus pauvres aux services sociaux de base, à savoir les services de santé, d'éducation, l'accès à l'eau potable et en plus de cela, l'accès à des filets de protection sociale.

Le PDCplus prévoit justement le renforcement des filets de protection sociale avec l'introduction du transfert monétaire. Pourquoi mettez-vous l'accent cette fois-ci sur le transfert monétaire ?

Ce transfert monétaire est très important parce qu'il va permettre deux choses : la première chose, c'est de lutter contre la malnutrition des enfants âgés de 6 à 24

mois. Ce programme va donc permettre d'octroyer, durant 18 mois, des ressources financières de l'ordre de **5.000 F CFA/mois/enfant** aux familles les plus pauvres dans les régions de la Kara et des Savanes qui ont les taux de malnutrition les plus élevés dans le pays. Ce programme va également encourager les familles à enregistrer leurs enfants. L'une des incitations que ce programme apporte, c'est que pendant que l'enfant est pris en charge, l'agent de protection sociale appuie la maman pour qu'elle puisse engager les procédures nécessaires en vue de la délivrance d'un acte de naissance à l'enfant. Et lorsque la maman engage ainsi l'effort pour que son enfant ait un acte de naissance, elle recevra un bonus de 10.000 FCFA. Le programme a également pour objectif de donner aux parents les moyens pour qu'ils puissent garder leurs enfants avec eux, et ne pas être contraints de les confier à d'autres personnes qui les utiliseraient à d'autres fins.

Le trafic des enfants par exemple ?



Photo Erick Kaglan

En effet, l'esclavage moderne ou le trafic des enfants par exemple.

Comment s'opéreront les transferts monétaires de sorte que les enfants pour qui les subventions sont destinées puissent effectivement en bénéficier ?

On imaginerait mal les enfants percevoir la somme eux-mêmes, donc il faut absolument que les parents soient impliqués ; la mère naturellement parce qu'elle a la charge des enfants mais souvent, les documents administratifs sont quelque fois sous la tutelle du père. Donc, il y a certainement une attention particulière qui sera portée à ce que ces ressources financières soient données à la mère peut-être en présence du père, si c'est lui qui a les documents. Je comprends votre souci et je pense que c'est une chose sur laquelle on s'attèlera pour que l'argent bénéficie aux mères et aux enfants quelque soit la manière administrative dont cela puisse se faire.

Si nous comprenons bien, une famille de cinq enfants aura droit à 25.000 F CFA par mois, à raison de 5.000 F par enfant et ainsi de suite ?

C'est exact, mais il faut que les enfants soient âgés de 6 à 24 mois. C'est la période pendant laquelle les enfants sont les plus sujets à la malnutrition, d'après les statistiques que nous avons et d'après les études de santé que nous avons réalisées.

L'autre raison du financement additionnel, c'est le renforcement des Activités Génératrices de Revenus et des travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre. Pourquoi est-il opportun de renforcer ces deux volets ?

Les activités génératrices de revenus d'une part, et les activités à haute intensité de main d'œuvre, d'autre part, sont deux types d'activités qui, surtout en milieu rural pauvre, ont leur importance. Dans ce cadre particulier du PDCplus, nous allons avoir près de 10.000 opportunités d'emplois nouveaux généralement dans les couches les plus vulnérables, à savoir les jeunes gens et les femmes ; ce qui a quand même une importance particulière. Que ce soient les activités à haute intensité de main-d'œuvre comme la réfection des pistes rurales, ou que ce soient d'autres génératrices de revenus comme des activités maraîchères, le but est d'accroître les revenus des familles pour qu'elles aient les moyens de s'occuper de leurs familles, de réduire la pauvreté, surtout l'extrême pauvreté en milieu rural et qui sont des choses très importantes.

De façon synthétique, quels sont les résultats attendus du PDCplus ?

Avec le PDCplus, vous aurez près de 170 infrastructures qui seront créées, 10.000 possibilités d'emplois nouveaux dans le cadre des activités à haute intensité de main d'œuvre, et près de 70.000 personnes qui vont bénéficier directement de ce projet. Je voudrais juste rappeler que 580 microprojets sociocommunitaires ont été réalisés dans le cadre du PDC, avec plus de 8.000 emplois créés dans les travaux à haute intensité de main-d'œuvre au profit des jeunes. Je pense que dans un cadre de pauvreté rurale que nous connaissons difficile, ce sont de bonnes avancées et nous espérons bien entendu que ceci n'est qu'encore qu'une étape et qu'à l'avenir, d'autres programmes de la Banque mondiale dans le cadre des programmes gouvernementaux pourront se renforcer et faire encore plus pour les populations rurales■

Propos recueillis par E.K

Le Projet de Développement Communautaire dans les quartiers vulnérables de Lomé (PDCL) prévoit, entre autres, des opérations d'assainissement, à l'instar de celle à laquelle prennent part ces jeunes Loméens aux abords du marché de Hanoukopé.



PDC Lomé

3 ans pour expérimenter le PDC à Lomé

La phase pilote du Projet de Développement Communautaire de Lomé (PDCL) est déjà en cours dans quatre quartiers 'vulnérables' de Lomé, notamment Bè Agodogan, Kodomé, Agbalépédogan et Agoènyivé-Kitidjan.

Prévu pour durer 3 ans, le projet est inspiré du PDC et est destiné à accompagner les initiatives de développement des communautés de ces quartiers et amener leurs populations à mieux se prendre en charge pour assurer leur auto-développement.

C'est le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu qui a officiellement lancé ce projet fin septembre dernier au Centre communautaire de Bè.

'Ce projet vise à réduire la pauvreté dans les quartiers ciblés à travers l'amélioration de l'accès des communautés au minimum vital commun. Ils seront dotés de capacités institutionnelles, techniques et financières suffisantes pour concevoir, mettre en œuvre et gérer de manière participative des initiatives', a indiqué la ministre du développement à la base, Victoire Tomégah Dogbé.

Dans sa phase expérimentale, le PDCL devra amener les populations de ces quartiers à se définir une vision de leur développement et à renforcer leur organisation communautaire.

'Au total, 600 emplois seront créés dont 250 emplois temporaires et 350 activités génératrices de

revenus. Six ouvrages seront réalisés (rue, bâtiment scolaire, centre polyvalent et latrine publiques entre autres). Les constructions et réhabilitations seront réalisées par consultation locale', a souligné Mme Tomégah-Dogbé.

Financé à hauteur d'environ 80 millions de francs, le PDCL est mis en œuvre par l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB), la structure opérationnelle du ministère du Développement à la base.

Pour le Premier ministre, le gouvernement a le devoir d'accompagner les communautés pour le développement à la base ;

'Il est important de mettre en place des actions de proximité et d'accompagner les communautés', a souligné M. Ahoomey-Zunu.

'Le gouvernement est disposé à accompagner les quartiers pour leur auto-développement. Nous reconnaissons humblement que certains quartiers ont été exclus du développement', a-t-il avoué avant d'indiquer: 'Avec le PDCL, nous verrons comment vous aider pour que vous puissiez vous prendre en charge, pour que le fruit de la croissance soit équitablement partagé. Nous ne viendrons plus chez vous pour faire des discours, mais pour connaître vos besoins, organiser les jeunes pour un développement meilleur'■

E.K.

Communes du Millénaire

K. Lo N'Diaye

Coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo

‘Il y a des
résultats,
mais il reste
beaucoup à faire’

*Deux femmes de Naki-Est (ci-dessous)
en attente de consultation à leur centre
de santé réhabilité et étendu dans le
cadre des Communes du millénaire.*





La Coordinatrice du Système des Nations Unies, Mme Lo N'Diaye, pose devant un forage construit à Naki-Est dans le cadre des Communes du Millénaire.

Il y a des résultats, mais il reste beaucoup à faire” pour réduire la pauvreté à Naki-Est et Kountouaré, les deux ‘Communes du Millénaire’ choisies dans la région des Savanes pour la phase expérimentale du Programme Conjoint des Communes du Millénaire (PCCM), a estimé Khardiata Lo N'Diaye, la coordinatrice du Système des Nations Unies au Togo après ‘une mission conjointe d’évaluation’ du Comité d’orientation et de Suivi dudit Programme, effectuée fin mai dernier dans lesdites communes.

Démarré en 2009 dans les deux localités du Nord-Est du Togo -- considérées comme les plus vulnérables -- le PCCM est un paquet intégré de services visant à améliorer la productivité agricole, l’accès aux soins de santé, l’accès à l’éducation, la lutte contre l’inégalité entre les sexes dans le but d’atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Huit autres “Communes du Millénaire” identifiées dans les régions des Savanes, de la Kara, Centrale et Maritime, devront bénéficier du PCCM dans sa phase opérationnelle.

Alors que la phase pilote de ce programme arrive à son terme à la fin de cette année, la “mission d’évaluation” - organisée conjointement par l’ensemble des agences du Système des Nations Unies et le ministère du développement à la base (qui assure la tutelle du Programme) - est allée toucher du doigt l’état d’avancement des activités sur le terrain.

“Il y a des résultats, mais il reste beaucoup

à faire. Cette mission a été une belle occasion pour nous rendre compte de la façon dont les actions de développement sont implantées à la base. Nous avons vu des projets qui touchent directement aux besoins prioritaires des populations dans les domaines de l’agriculture et des aménagements piscicoles, les plateformes multifonctionnelles qui sont en phase de démarrage au Togo etc.”, a indiqué Mme Lo N'Diaye.

La coordonnatrice du Système des Nations Unies au Togo et sa suite ont visité une dizaine de projets réalisés dans les deux localités: des cantines scolaires et écoles d’initiatives locales, des forages, des plaques solaires, des centres de pisciculture, des centres de santé, des infrastructures routières, des bas-fonds aménagés pour accroître le rendement des producteurs et des plateformes multifonctionnelles, l’un des projets ayant retenu l’attention des membres de cette mission.

“Nous avons vu que ces équipements répondent réellement aux préoccupations des populations, notamment l’allègement des travaux des femmes, mais également à l’énergie solaire. Nous avons aussi écouté l’appréciation des populations et des autorités locales. Il est permis sur un autre volet, de renforcer les capacités des organisations locales. Nous avons vu des plans de développement locaux mis en place de façon participative et l’ensemble des investissements non seulement des Nations Unies, mais des partenaires qui s’intègrent dans ces plans de développement”, a-t-elle précisé.

(Suite page 102)

Communes du Millénaire

‘Nous allons profiter de l’achèvement de cette phase, en rapport avec le ministère du développement à la base pour voir quelle suite nous pouvons ensemble donner à ce projet en améliorant, mais en poursuivant des activités qui ont démontré un réel impact sur la lutte contre la pauvreté. Nous savons que le Togo va bénéficier de l’expérience des autres pays comme le Burkina qui ont une expérience de plus de 10 ans’, a indiqué Mme Lo N’Diaye.

Un programme à poursuivre...

‘Grâce à la plateforme multifonctionnelle installée dans notre milieu, nous ne faisons plus des kilomètres pour moudre nos céréales. En plus, le système nous a permis d’électrifier le nouveau marché que nous avons installé. En plus, nous chargeons nos téléphones portables’, se réjouit N’nani, responsable d’un groupement de femmes chargé de gérer la plateforme multifonctionnelle installée à Kountouaré.

Pour rappel, les plateformes multifonctionnelles sont des structures d’énergie décentralisées constituées d’un moteur diesel entraînant divers modules de transformation de produits agricoles notamment des moulins, des décortiqueuses, des malaxieuses, des concasseuses, des égreneuses, des broyeurs, des presses à huiles, selon les besoins des communautés.

Elles sont également équipées d’un alternateur fournissant de l’énergie pour l’électrification des villages et pour des opérations de soudure, d’aiguisage, de menuiserie, de charges de batteries de voiture et de portable.

Les plateformes sont conçues pour se substituer à la force motrice des habitants dans les zones rurales,

d’alléger leurs corvées quotidiennes, de renforcer l’autonomie financière des femmes et de générer des emplois au niveau local.

Un autre projet ayant marqué la mission d’évaluation : le Centre de pisciculture installé à Kangounou dans la Commune de Kountouaré depuis février 2011 et géré par un groupement dont des membres ont été formés pour l’implantation du projet.

‘Nous n’avons jamais pensé élever des poissons dans notre milieu. Nous maîtrisons toutes les techniques pour la composition de leurs nourritures’, se vante Yaya, l’un des responsables de ce groupement composé de 29 membres dont 16 femmes.

Tout comme les bénéficiaires et organisations locales, les membres du comité de pilotage du Programme conjoint des Communes du Millénaire appellent à la poursuite de ce Programme.

‘Nous n’avons pas encore mesuré les effets, parce qu’il faut encore attendre 4, voire 5 ans. Quand on s’en tient aux résultats immédiats, le projet a été bien réalisé’, a pour sa part souligné Pakédame Nam, président du Comité régional de pilotage du Programme.

‘Notre position au niveau du comité régional de pilotage est claire: il va falloir qu’il y ait une phase d’extension, c’est-à-dire une phase de consolidation. Nous souhaitons que ce Programme atteigne les 10 Communes comme cela a été prévu’, a-t-il ajouté.

Le Programme des Communes du Millénaires est financé par le Système des Nations Unies à hauteur de 9,5 milliards de F.CFA. Ce Programme mis en œuvre dans d’autres pays africains vise le développement des communautés rurales dans les domaines de la santé, de l’éducation, de l’agriculture, de l’environnement, de l’économie, de l’énergie, et l’autonomisation des femmes ■

E.K

Le Projet Conjoint des Communes du Millénaire apporte également un grand soulagement aux agriculteurs des milieux ciblés notamment Naki Est et Kountouaré

Photo Emile Kenkou/PNUD





Photo Erick Kaglan

La foire d'auto promotion des acteurs de développement à la base, est aussi une occasion pour les personnes handicapées de faire montre de leur savoir-faire.

Programme 'Self Help'

Aide-toi, le Ciel t'aidera

Grâce au programme Self Help, l'ambassade des USA a contribué aux côtés du gouvernement togolais à soulager les populations démunies de notre pays, mais surtout à les organiser', a estimé Victoire Tomégah Dogbé à l'ouverture le 30 mars dernier de la deuxième édition de la foire d'autopromotion des acteurs de développement à la base organisée dans le cadre du projet d'auto assistance 'Self-Help' de ladite ambassade.

C'était en présence du Chargé d'Affaires de l'ambassade, Simon Hankinson et de plusieurs exposants, acteurs de développement à la base.

'Par cette initiative, les différents acteurs de développement à la base ont l'occasion d'exposer à cette foire leurs œuvres, les produits de leur génie créateur, le fruit de leurs durs labeurs. Par ce fait, ces talentueux jeunes, ces dynamiques femmes de tous âges venus de divers horizons se sentent encouragés, soutenus et valorisés', a estimé Mme Tomégah Dogbé, à l'ouverture de la rencontre de trois jours.

Lancé pour la première fois au Togo en 1964 pour assister les communautés à la base dans la réalisation des projets de développement, le programme d'auto-assistance 'Self Help' du gouvernement américain s'est très vite étendu à toute l'Afrique et est devenu l'un des programmes les plus visibles et les plus efficaces sur le continent.

Self Help finance des microprojets de développement communautaire à concurrence de 5.000 dollars pour améliorer les conditions de vie des communautés rurales en général et soutenir l'intégration professionnelle des jeunes filles et des jeunes garçons. Ce programme permet également la promotion de l'autonomisation des personnes handicapées et l'intégration économique et sociale des communautés.

Depuis son lancement, le programme a financé des centaines de microprojets au Togo, dont des activités génératrices de revenus et des infrastructures sociocommunautaires ■

E.K



Vigilance – Travail – Discipline



Vigilance – Travail – Discipline

Transitaires, Transporteurs, Importateurs, Exportateurs et autres Opérateurs Economiques

Du nouveau dans le traitement des marchandises en transit :

**Le SYSTEME DE SUIVI ELECTRONIQUE DES
MARCHANDISES (SSE)** est désormais opérationnel au Togo.

Avec ce nouveau système de géolocalisation basé sur les
nouvelles technologies de l'information et de la
communication,

- **Fini l'escorte douanière physique des camions,**
- **Fini les pertes de temps préjudiciables au transport
des marchandises en transit.**

Pour plus d'informations, contactez la Direction Générale des Douanes au
22-23-00-00 ou au **22-23-00-42.**

L'ANADEB en marche...

Voilà qui va permettre au ministère du Développement à la Base d'être assisté dans sa mission. Créée par décret pris en Conseil des ministres le 19 janvier 2011, l'Agence Nationale d'Appui au Développement à la Base (ANADEB) se met progressivement en place. Entre autres missions, elle sera chargée d'ancrer les initiatives de son ministère de tutelle dans la durée et de manière structurelle, puis de capitaliser les pratiques optimales développées afin de porter à échelle les résultats et les impacts pour réaliser l'objectif d'un Minimum Vital Commun. Selon Doki-Zama Ali-Tagba, le responsable de cette nouvelle structure, l'ANADEB ne vient pas se substituer au ministère du Développement à la Base, loin de là.



‘Sur le plan institutionnel, le ministère du Développement à la Base est une administration centrale dirigée par une personne d’État au sein du gouvernement. Il dispose de son organisation composée d’un cabinet, d’une administration centrale, d’institutions, de services et d’organismes rattachés. Quant à l’ANADEB, elle est un établissement public doté de la personnalité morale et de l’autonomie financière placée sous la tutelle du ministère et est pour ainsi dire, une des institutions qui lui est rattachée’, explique M. Ali-Tagba.

‘Le ministère du Développement à la Base, étant responsable au sein du gouvernement de la mise en œuvre de la politique de l’État en matière de promotion du développement à la base, a défini des orientations stratégiques que l’ANADEB met en œuvre. En somme, l’ANADEB est le bras opérationnel du ministère sur le volet du développement à la base’, souligne-t-il.

En ce qui concerne sa mission sur le terrain, l’ANADEB se chargera d’apporter aux services déconcentrés, aux collectivités territoriales, aux organisations communautaires à la base, aux structures privées et aux ONG, un appui technique en matière de promotion et de gestion d’initiatives de développement à la base. Elle mettra en œuvre des actions d’information, d’éducation, de communication et de formation relatives au développement à la base.

En plus, la nouvelle Agence entreprend et réalise en tant que maître d’ouvrage délégué, directement ou par l’intermédiaire de sous-traitants, dans un cadre

règlementaire ou contractuel approprié, toute activité de promotion, de formulation, de gestion ou de suivi-évaluation en rapport avec son objet. L’ANADEB recherchera et mobilisera avec l’appui des partenaires au développement des ressources financières et techniques nécessaires à l’exécution de ses missions.

‘Nous avons pleinement conscience que les défis à relever sont multiples, variés et importants les uns tout autant que les autres. Les actions de l’ANADEB découlent de la vision du ministère du Développement à la Base dont le rêve est d’assurer, de manière durable à l’horizon 2032, aux communautés à la base ainsi qu’aux individus qui les composent, la satisfaction des besoins fondamentaux, en leur facilitant l’accès au Minimum Vital Commun’, indique M. Ali-Tagba.

‘Le Minimum Vital Commun est l’ensemble des besoins de base légitimes de la population notamment l’alimentation et la nutrition, la santé, l’éducation, l’accès à l’eau potable et à l’hygiène, le développement des capacités des populations à générer la richesse, le désenclavement des localités, la réalisation des infrastructures de base’, explique M. Ali-Tagba, relevant que le champ d’actions de l’Agence est donc, pour ainsi dire, ‘vaste et très diversifié’.

‘Pour permettre à l’ANADEB d’être opérationnelle et atteindre ses objectifs, le gouvernement a pris des mesures institutionnelles et financières comme par exemple l’autonomie financière et la maîtrise d’ouvrage déléguée dont jouit l’Agence. Elle travaillera avec les



Doki-Zama Ali-Tagba
*Directeur Général de l'Agence
 Nationale d'Appui au
 Développement à la Base
 (ANADEB)*

‘Notre rêve est d’assurer, de manière durable à l’horizon 2032, aux communautés à la base, l’accès au Minimum Vital Commun’.

structures qui interviennent pour le développement des communautés à la base et bâtira ses interventions sur ces dynamismes existants qui constituent des moyens d’action importants’, rassure-t-il.

Par ailleurs, dans la perspective de l’appropriation et de la pérennisation des actions de développement par les bénéficiaires, une participation locale, évaluée à un minimum de 5% du coût des réalisations, leur est demandée. Cette contribution locale constitue aussi un des moyens adéquats de l’Agence pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés.

Où en est l’ANADEB ?

Pour atteindre les objectifs qui lui sont assignés, l’équipe de l’ANADEB s’est dotée de deux documents de travail à savoir le plan de travail annuel (PTA) duquel a découlé le plan opérationnel annuel (POA).

Ces documents permettent une bonne organisation et une exécution harmonieuse des activités de l’Agence.

Ainsi depuis le mois d’Avril, les activités du projet de soutien aux microprojets d’infrastructures communautaires (PSMICO) ont démarré dans treize communautés.

Les communautés bénéficiaires de ces appuis sont Tchiéglé (Cinkassé), Tindjassé (sous préfecture de la plaine de Mô), Pya et Landa (Kozah), Atchintse (Blitta), Anié (Anié), Adétikopé et Avélébé (Zio) Agou et Avétonou (Agou) ; Vokoutimé (Vo), Okougnohou

(Ogou), Atchonta (Doufelgou).

Les ouvrages en cours de réalisation dans ces communautés sont des hangars de marché (économie), des latrines (assainissement), des bâtiments scolaires et équipements (éducation) des Unités de Soins Périphériques (santé).

Par ailleurs, deux autres projets sont en cours d’élaboration, notamment le projet d’accompagnement du développement communautaire dans des quartiers vulnérables de Lomé et le projet d’accompagnement du développement dans le canton de Pagala en vue de contribuer à l’amélioration des relations entre la communauté et la société POMAR qui exploite les marbres dans la localité.

‘Comme une pieuvre, la pauvreté a plusieurs tentacules et les partenaires au développement, en fonction des moyens dont ils disposent, engagent des actions sans toujours tenir compte des besoins réels et des aspirations au développement de la base. L’ANADEB a pour mission de veiller à l’intégration de la dimension développement à la base dans les politiques, plans, programmes et projets de développement nationaux. A ce titre, elle va impulser la dynamique nécessaire pour promouvoir et soutenir le développement harmonieux des communautés à la base et s’assurer de la prise en compte des préoccupations de toutes les couches socioprofessionnelles et vulnérables dans les politiques et stratégies de croissance pour réduire leur pauvreté’, conclut M. Ali-Tagba ■

E.K.

Politique de
Développement
à la base

E. Hounzangbé

Consultant

‘Vers des interventions plus cohérentes et plus efficaces’

Créé en septembre 2008 avec pour mission de mettre en œuvre un concept, jusque là, nouveau pour les Togolais, le ministère du développement à la base a initié jusqu'ici plusieurs projets et programmes au profit des communautés à la base. Mais il compte désormais inscrire toutes ses actions dans le cadre d'une politique nationale de développement à la base pour des interventions plus 'cohérentes et plus efficaces'. Un document a été validé en ce sens en mai dernier à Lomé et a été adopté en septembre dernier en Conseil des ministres. Le document adopté présente l'objectif visé par le Togo à l'horizon 2032, celui de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers l'amélioration de l'accès des communautés et des organisations à la base au 'Minimum vital commun', en les dotant de capacités institutionnelles, techniques et financières suffisantes pour concevoir et gérer de manière participative des initiatives leur permettant une auto prise en charge. Décryptage avec Emmanuel Hounzangbé, le Consultant qui a été commis pour l'élaboration dudit document.

Chroniques de la Base : Quelles sont les orientations fondamentales du document de politique nationale du développement à la base validé?

Emmanuel Hounzangbé : Elles sont au nombre de deux. La première orientation porte sur l'accroissement des revenus de la population. Ce faisant, la politique nationale de développement à la base va participer à la réalisation de l'objectif gouvernemental de promouvoir l'accélération de la croissance économique, par une contribution à l'augmentation des revenus des populations à la base, en mettant en œuvre des actions visant à renforcer les capacités et les opportunités des communautés à la base et à générer de la richesse dans la perspective d'une amélioration sensible du niveau de vie des individus qui les composent.

La deuxième orientation s'adresse à la

réduction des déséquilibres régionaux. A ce niveau, il s'agit de participer aux efforts consentis par d'autres départements ministériels pour la réduction des déséquilibres inter et intra-régionaux constatés dans le domaine des infrastructures sociocommunautaires et socio-économiques. Ceci, en vue de permettre à toutes les communautés à la base du pays de disposer d'un environnement propice à l'émergence des opportunités de développement et à leur renforcement de manière durable.

Quelles stratégies sont envisagées pour donner corps à ces orientations ?

Elles sont de plusieurs ordres, mais deux nous paraissent primordiales. La première approche stratégique consistera à construire sur les dynamismes existants, notamment la dynamique associative qui



existe déjà en milieu rural et périurbain. Dans cette perspective, la place des comités de développement que sont les Comités Villageois de Développement et les Comités de Développement de Quartiers qui cherchent à promouvoir le développement autocentré des communautés à la base est importante. En fait, il s'agira au tout premier plan stratégique d'inscrire les actions de développement sur ces dynamismes existants, de manière à assurer la responsabilisation et l'autonomisation des bénéficiaires.

Pour la deuxième, il s'agira de promouvoir les microréalisations ou des microprojets identifiés par les communautés à la base. Le grand avantage des micro-actions de développement à la base est qu'elles sont vite réalisables et n'exigent pas une mobilisation importante de ressources financières. Mais, elles produisent rapidement des résultats recherchés avec une incidence significative sur la vie des populations bénéficiaires qui obtiennent ainsi une satisfaction élevée lorsque le ciblage est bien fait.

J'imagine qu'un pareil document ne manque pas d'accorder une place à la décentralisation...

Tout à fait, l'approche prévoit la promotion de la décentralisation des actions de sorte que les CVD, les CDQ et les organisations professionnelles soient assez autonomes et qu'ils bénéficient directement et davantage des appuis qui leur seront offerts. Dans la même veine, l'on suscitera et fera la promotion d'un développement communautaire intégré, en

concentrant les investissements dans les communautés d'extrême pauvreté notamment dans les secteurs clés de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, des infrastructures rurales, de l'approvisionnement en eau potable, du microcrédit, des activités génératrices de revenus et de la micro-entreprise rurale.

D'un autre point de vue, il est important de souligner que toute la démarche du développement à la base s'inscrit dans la perspective de la décentralisation qu'elle contribue à préparer, en favorisant l'émergence de conditions optimales pour son succès.

Quelle place pour les femmes dans cette politique ?

Cette politique envisage de promouvoir l'intégration des femmes. Elles représentent plus de la moitié de la population totale du Togo (51,4%). Plus de 75 % d'elles vivent en zone rurale où elles fournissent environ 80 % de la production vivrière. Les femmes rurales pratiquent une agriculture de subsistance et ne perçoivent pas une rémunération pour leur travail et ne peuvent contrôler les ressources générées par les cultures, même si elles apportent une force de travail considérable. En milieu urbain et semi-urbain, la grande majorité des Togolaises pratiquent le petit commerce et s'adonnent à l'artisanat principalement, pour subvenir aux besoins fondamentaux de la famille. Il importe donc de favoriser entre autres l'accès des femmes aux ressources productives notamment le capital, les technologies améliorées, les plateformes

multifonctionnelles, etc. Il importe aussi d'appuyer les femmes dans leurs activités de commercialisation et de transformation artisanale des produits locaux.

Si les femmes constituent une frange importante, les jeunes ne sont pas non plus une frange négligeable. Que prévoit le document ?

La politique de développement à la base validée prévoit la promotion de l'insertion socio-économique des jeunes. Une des tendances lourdes de l'évolution démographique au Togo porte sur sa croissance rapide de la population dont une première conséquence est l'accélération de l'urbanisation du fait d'une part, de la non-valorisation de l'espace rural et d'autre part, en raison du pouvoir d'attraction que continuent d'exercer les villes sur les campagnes. Ce mouvement, portant principalement sur les jeunes et qui détermine un vieillissement de la force de travail en milieu rural, constitue une des préoccupations majeures des responsables du pays qui, à terme, peut affecter la productivité des exploitations agricoles. La nécessité d'inverser la tendance appelle la mise en œuvre de mesures idoines telle la formation et l'insertion des jeunes dans les filières agricoles, y compris celles liées à l'élevage.

En quoi ce document est-il pertinent ?

Tout d'abord, il faut noter que la période d'élaboration du document de politique nationale de développement à la base coïncide parfaitement avec celle de la conception de la deuxième génération du Document de stratégie de réduction de la pauvreté qui porte sur la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi. De ce fait, il s'est avéré plus facile d'intégrer les données de la politique de développement à la base dans la nouvelle stratégie nationale globale, notamment l'intégration des éléments de son plan d'action prioritaire dans le tableau d'ensemble et conséquemment sa budgétisation. Mais de façon intrinsèque, le document permet plus facilement d'encadrer les interventions en faveur du développement à la base et de les rendre plus cohérentes et plus efficaces ■

Propos recueillis par E.K

Le PRADEB, bientôt...

Financé à hauteur d'environ 6 milliards de F CFA par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), avec une contribution de l'Etat togolais, le Programme d'Appui au Développement à la base (PRADEB) est certainement l'un des programmes qui contribuera à donner un coup d'accélérateur au développement à la base dans les prochains mois. Son lancement est prévu avant la fin de cette année. Une convention de financement a été signée avec la BOAD en août dernier.

Ce programme, prévu pour durer 5 ans, a pour objet le soutien aux activités des groupements d'intérêt économique (GIE), l'installation de plateformes multifonctionnelles et la promotion de l'emploi des jeunes.

L'objectif global du Programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté à travers

l'appui au développement à la base et la promotion de l'emploi des jeunes.

Ses objectifs spécifiques sont de consolider les bases institutionnelles et professionnaliser les groupements d'intérêt économique, de faciliter l'accès des populations rurales à des services énergétiques modernes et de réduire le chômage des jeunes.

La stratégie d'intervention du PRADEB repose sur une approche par la demande qui consiste à intervenir en réponse à une demande expresse des bénéficiaires. L'approche participative qui consiste à associer les différentes parties prenantes dans la conception et l'exécution des actions prévues est également inscrite dans la stratégie d'intervention de ce programme de même que le principe du 'faire faire' qui consiste à privilégier la contractualisation avec des acteurs de proximité disposant des capacités requises pour l'exécution des actions prévues ou encore la prise en compte des acquis techniques et méthodologiques des projets similaires aux niveaux national et sous-régional ■

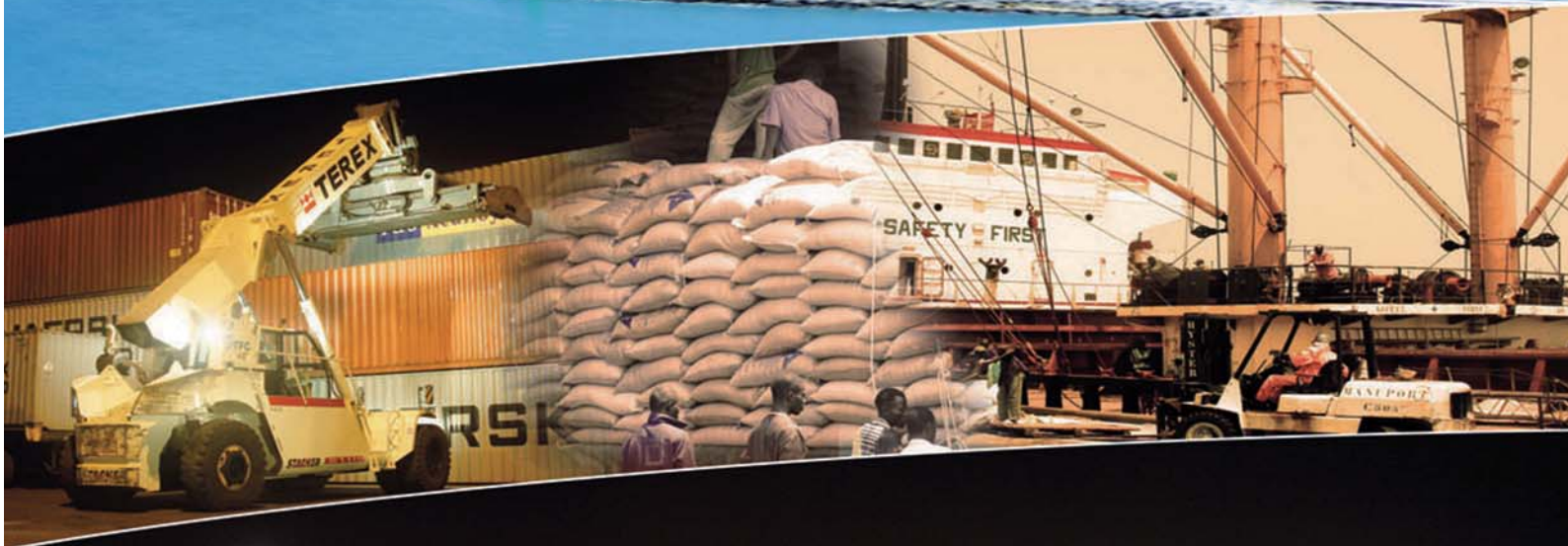
E.K

PORT AUTONOME DE LOME

La passion de l'Efficacité



- Port en eau profonde de la côte ouest africaine, 14 mètres de profondeur ;
- Des services de manutention très compétitifs assurés par des opérateurs privés ;
- « Solidarité sur la Mer » : un service exceptionnel de convoyage sous escorte des marchandises à destination des pays du Sahel (Burkina Faso, Mali et Niger).



B.P. : 1225 Lomé - TOGO Tél. : +228 227 47 42 Fax : +228 227 26 27 / 227 02 48 E-mail : togoport@togoport.tg

Site web : www.togoport.tg

FADEB

Le Fonds d'Appui au Développement à la Base

Ce qu'il faut en savoir

La fragilité de l'économie togolaise a été fortement accentuée par la chute drastique des investissements au cours des deux dernières décennies. Due en grande partie à la crise socioéconomique qu'a connue le pays, et qui a provoqué un repli significatif de l'aide au développement, cette chute a entraîné des dégradations macroéconomiques importantes dont l'un des coûts sociaux est la hausse du chômage, en particulier chez les jeunes et les femmes. Il en a résulté une aggravation sans précédent de la pauvreté. Selon les récentes données du QUIBB (2011), environ deux tiers (2/3) des Togolais vivent en dessous du seuil de pauvreté; une pauvreté qui sévit surtout en milieu rural où environ trois ménages sur quatre sont pauvres (74,3%), contre deux sur cinq (36,8%) en milieu urbain.

Par son ampleur, il apparaît clairement que la situation de la pauvreté au Togo est toujours critique. Ainsi, l'enjeu principal de la nouvelle stratégie nationale en élaboration, qui est d'accélérer la croissance économique, porte en elle l'objectif de la réduction de la pauvreté qui sera atteint, entre autres, par des actions appropriées visant la génération de richesses au sein des catégories les plus défavorisées de notre pays.

C'est dans ce contexte qu'à partir de 2008, le gouvernement a développé un nouveau paradigme centré sur l'accès des populations au minimum vital commun, à travers l'approche de développement à la base et l'inclusion de groupes délaissés ou vulnérables, tels que les femmes, les artisans et les jeunes.

La création du ministère chargé du développement à la base traduit la volonté du gouvernement de mettre en œuvre une politique propauvre de proximité qui prend en compte les besoins réels exprimés par les populations elles-mêmes et qui s'adresse également aux déséquilibres régionaux qui sont de nature à amplifier la pauvreté et les inégalités.

En janvier 2011, le dispositif institutionnel a été enrichi d'un nouvel outil, l'Agence nationale d'appui au développement à la base (ANADEB) dont la mission fondamentale est de veiller à l'intégration de la dimension « développement à la base » dans les politiques, plans, programmes et projets de développement.

Cependant, cette nouvelle structure d'appui ne prend pas en compte la dimension stratégique du financement des initiatives de développement portées par les communautés à la base. Pour palier les insuffisances notées en matière de mise à disposition de microcrédits aux communautés à la base, et dans le souci d'impulser rapidement une dynamique de lutte contre la pauvreté au sein des populations les plus vulnérables du pays, le ministère chargé du développement à la base a bénéficié de fonds de transfert pour appuyer, à travers la mise en place d'un fonds de garantie, le financement de projets et de microréalisations de groupements de producteurs et de productrices. Les résultats obtenus ont confirmé le bien fondé et la pertinence de cette intervention. En effet, en moins de trois ans (juillet 2009-mars 2012), les IMF agréées ont octroyé près de 4 milliards FCFA de crédits pour des activités génératrices de revenus à environ 27 000 bénéficiaires, sur la base d'un fonds de garantie de l'État de 650 millions FCFA.

Par ailleurs, en deux ans (2010 et 2011), des microprojets d'infrastructures ont été réalisés dans chacune des régions du pays pour un montant total de plus de 2,5 milliards FCFA. En outre, avec l'appui de partenaires techniques et financiers, près de 600 microréalisations (dont celles portant sur des activités génératrices de revenus) ont été soutenues. Au 31 décembre 2011, la Banque mondiale avait investi environ 10 milliards FCFA dans la réalisation de ces microréalisations.

Cependant, il faut noter que l'étendue et la permanence des besoins financiers des communautés à la base pour s'affranchir durablement des pesanteurs de la pauvreté et s'inscrire résolument dans la dynamique de l'accélération de la croissance économique ne peuvent s'accommoder d'un dispositif transitoire ou aléatoire.

Justification du FADEB

La création du Fonds national d'appui au développement à la base (FADEB) viendra combler, de manière durable, ce vide structurel constaté dans le domaine du financement des initiatives de développement proposées par les communautés

à la base. L'inclusion conséquente des populations défavorisées, tel que projeté par le gouvernement et proposé dans le DSRP II en phase finale d'élaboration, s'en trouvera fortement renforcée. Plus globalement, la mise en place du FADEB se justifie par :

- l'ampleur de la pauvreté et le niveau élevé de sous-équipement des régions et des préfectures notamment constaté lors des études de base pour l'élaboration du document de politique nationale de développement à la base ;
- le cadrage institutionnel, financier et économique du développement à la base, du développement local et du système de micro-finance ;
- les perspectives de la décentralisation et d'opérationnalisation du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), qui est destiné à renforcer les capacités de gestion des collectivités territoriales, à compenser financièrement les transferts de compétences et à appuyer leurs actions de développement ;
- les nouvelles orientations du DSRP II qui confère de fait une place importante au développement à la base à travers chacun des axes identifiés, plus particulièrement l'axe 5 qui envisage la promotion d'un développement participatif, équilibré et durable ;
- la philosophie et la stratégie d'intervention du FADEB pour s'adresser aux défis liés au relèvement socio-économique des communautés à la base et l'amélioration de l'accès aux services de base de qualité pour lutter efficacement contre la pauvreté.

Description du FADEB

Le FADEB aura pour missions de mobiliser et de mettre à la disposition des communautés à la base, des financements de proximité en faveur :

- de la création d'emplois temporaires (surtout pour les jeunes), à travers la réalisation d'infrastructures sociocommunautaires et économiques ;
- de la création d'emplois durables, dont bénéficieront les femmes et les jeunes, par le moyen d'activités génératrices de revenus ;
- de l'amélioration des conditions de vie des groupes défavorisés qui bénéficieront de ses interventions ;
- du développement de micro et de petits entrepreneurs, en leur confiant les études et l'exécution des travaux d'infrastructures et en leur apportant une formation susceptible d'améliorer leurs capacités techniques et organisationnelles ;
- de fortes synergies avec les réseaux locaux, régionaux et nationaux de micro-finance en appui aux initiatives individuelles et communautaires dans la

création de richesse.

Les ressources du FADEB, à titre de facilité de financement des initiatives des communautés à la base, seront structurées autour de trois (3) guichets complémentaires :

- guichet de développement communautaire (GDC) pour toutes les activités génératrices de revenus initiées par les communautés de base en complément et/ou en synergie avec les institutions financières nationales ;
- guichet d'intervention pour le développement (GID) visant l'amélioration de certaines infrastructures économiques et sociales comme les infrastructures marchandes, les pistes et les infrastructures sociales, ce en complémentarité et en soutien aux interventions du FACT, qui sont pour leur part destinées aux collectivités territoriales ;
- guichet de renforcement des capacités (GRC) pour accompagner les groupements communautaires, les ONG, les bureaux d'études et les petites et moyennes entreprises engagées par les différentes interventions du FADEB.

Les activités du FADEB consisteront à (i) servir de garantie aux prêts et (ii) faire augmenter les volumes de prêts que les institutions financières viendront à consentir aux communautés à la base et/ou à leurs membres.

Enfin, le partenariat que le FADEB établira avec des institutions financières nationales en général et avec les IMF en particulier sera un gage de plus pour la pérennisation de ce dispositif spécifique pour le financement des communautés à la base dans notre pays.

Démarche effectuée

L'avant projet de loi portant création du Fonds national d'appui au développement à la base a fait l'objet de consultations préalables auprès des acteurs et partenaires du développement à la base. Un atelier d'échanges auquel ont pris part des représentants des ministères concernés, des faïtières d'institutions de micro-finance et de la société civile a permis d'obtenir un large consensus sur le contenu ■

La rédaction



Société Aéroportuaire
de Lomé Tokoin

AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE EYADEMA

BP: 10112 Lomé - Tél: (228) 22 23 60 60 / 61 fax: (228) 22 26 88 95

E-mail: salt@cafe.tg - www.lome.aeroport.tg

***POUR PLUS DE CONFORT, DE SECURITE ET
DE CONVIVIALITE, VOTRE FUTURE AEROGARE.***



Sté. Togolaise de HANDLING
Tél: (228) 22 26 34 60
Fax: (228) 22 26 34 25

AERO TRANSPORTS SA. CA
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 62 46
Fax: (228) 22 23 62 47

SERVAIR TOGO
14 BP: 12 - Tél: (228) 22 26 45 62
Fax: (228) 22 26 45 61



AIRFRANCE 

4 vols directs
par semaine
Mardi, Jeudi,
Vendredi,
Samedi,
à compter du
30 Octobre .

AIRFRANCE KLM

Tél. : 22 23 23 23
www.airfrance.tg



Pack HELIM Nomade

Modem USB offert

- + 1 carte SIM
- + Frais d'accès Internet

24 995 F CFA

~~40 900 F CFA~~

L'INTERNET HAUT DÉBIT NOMADE

HELIM
nomade

Internet
où je veux, quand je veux !

**BAISSE
DE PRIX**



Pack illico Cam

- + 1 téléphone
- + 1 carte SIM
- + 500 F CFA de crédit

24 995 F CFA

~~45 000 F CFA~~

illico
le fixe sans fil



Carte SIM

995 F CFA

~~2 000 F CFA~~

Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112

ACCESSOIRES ILLICO CAM	PRIX TTC
BATTERIE	3 410 F CFA
CHARGEUR	2 565 F CFA
CLAVIER	2 565 F CFA
ECOUTEUR	860 F CFA
MICRO	860 F CFA
HAUT PARLEUR	1 285 F CFA
CABLE USB	1 710 F CFA
ECRAN LCD	4 275 F CFA
HABILLAGE	7 265 F CFA

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom Place de l'Indépendance
Près de la Place de l'Indépendance
Tél : (228) 22 21 86 23

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00